

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'INDÉPENDANCE À DROITE  
L'HISTOIRE POLITIQUE DU REGROUPEMENT NATIONAL  
ET DU RALLIEMENT NATIONAL ENTRE 1964 ET 1968

MÉMOIRE  
PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN HISTOIRE

PAR  
JANIE NORMAND

OCTOBRE 2010

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Ce mémoire n'aurait pas pu être mené à terme sans l'aide de nombreuses personnes. J'aimerais adéquatement remercier tous ces gens qui ont contribué de près ou de loin à toutes les étapes de ma recherche et de la rédaction. Tout d'abord, merci à mes parents pour tous leurs types de support inimaginables, mais surtout leur patience, leurs encouragements et leur confiance en moi. Ensuite, merci à mon amoureux, Alexandre Hamel-Malo, pour son appui moral quotidien durant toute la période rédactionnelle.

Merci infini à ma directrice de maîtrise, Fernande Roy, notamment pour ses commentaires éclairants, ses conseils judicieux, mais surtout, pour avoir cru en mes capacités à réaliser ce mémoire, malgré mes difficultés d'apprentissage. Son support, son expérience et sa clarté d'esprit m'ont grandement aidée dans mon parcours intellectuel et dans l'approfondissement de mes connaissances concernant les nationalismes québécois et les idéologies politiques.

Lors de mon séjour de recherche à Québec en février 2009, j'ai eu le soutien financier de l'Association étudiante des cycles supérieurs de l'UQAM par le biais du Fonds d'aide financière aux étudiants des cycles supérieurs en histoire. À ce sujet, je voudrais remercier Jean-Pierre Brisebois du centre de photocopies au Centre d'archives de Québec pour autant de copies du Fonds René Jutras. Aussi, un merci spécial à Jennefer Legault pour son accueillant logis à Charlesbourg. Un remerciement sincère à Estelle Brisson du Centre d'archives de Montréal qui m'a permis de consulter le Fonds René Lévesque et le Fonds Rassemblement pour l'indépendance nationale. J'aimerais aussi remercier ma patronne directe à la

Commission scolaire de la Pointe-de-l'île, Diane Morais, pour sa compréhension et pour m'avoir permis autant de flexibilité dans mon horaire de travail.

Pour le travail acharné de relecture, un immense merci à Isabelle Ladouceur, Guillaume Marceau et Catherine Veillette. Un merci spécial à ma collègue de rédaction, Isabelle Chartrand. Pour l'aide sporadique opportune, je voudrais remercier Gabriel Gaudet. Finalement, le support moral et l'écoute de mes précieux ami(e)s ont été plus que nécessaires dans certains moments de découragements où ils ont réussi à me donner l'énergie nécessaire à me remettre au travail avec encore plus d'assurance.

## TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES .....	vii
RÉSUMÉ.....	viii
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I.....	7
BILAN HISTORIOGRAPHIQUE ET CADRE D'ANALYSE.....	7
1.1 Introduction .....	7
1.2 La droite .....	8
1.2.1 Présentation des différents auteurs.....	8
1.2.2 Définition de la droite.....	11
1.2.3 Critique des droites.....	17
1.3 Quelques interprétations.....	18
1.3.1 Présentation des monographies.....	19
1.3.2 Critiques des monographies .....	22
1.4 Sources .....	26
1.4.1 Bibliothèque et Archives nationales du Québec - Centre d'archives de Québec.....	26
1.4.2 Bibliothèque et Archives nationales du Québec - Centre d'archives de Montréal .....	27
1.4.3 Réseaux des archives du Québec - Centre de recherche Lionel-Groulx..	28
1.4.4 Monographies .....	28
1.4.5 Périodiques et articles de journaux .....	29
1.5 Conclusion.....	29
CHAPITRE II.....	31
L'ÉMERGENCE D'UN PARTI INDÉPENDANTISTE DE DROITE.....	31

2.1	Introduction .....	31
2.2	Le Rassemblement pour l'indépendance nationale .....	32
2.2.1	Le mouvement d'éducation populaire .....	32
2.2.2	La première scission et le Parti républicain du Québec .....	33
2.2.3	Le parti politique .....	34
2.3	La scission de la droite au sein du Rassemblement pour l'indépendance .....	35
2.3.1	Le contexte de la scission .....	35
2.3.2	La cause idéologique .....	40
2.3.3	Les causes régionales et financières .....	41
2.4	Le Regroupement national .....	44
2.4.1	Contexte de fondation et membres fondateurs .....	45
2.4.2	Valeurs .....	47
2.4.3	Partisans .....	52
2.4.4	Fonctionnement .....	61
2.5	La tentative de négociation avec le RIN .....	65
2.6	Conclusion .....	68
CHAPITRE III .....		70
LE RALLIEMENT NATIONAL .....		70
3.1	Introduction .....	70
3.2	Le Ralliement national .....	70
3.2.1	Contexte de séparation interne chez les créditistes .....	71
3.2.2	Négociation entre le Regroupement national et le Ralliement des créditistes .....	73
3.2.3	Fusion entre le Regroupement national et le Ralliement des créditistes ..	75
3.2.4	Valeurs .....	77
3.2.5	Partisans .....	82
3.2.6	Fonctionnement .....	85
3.3	Les élections provinciales du 5 juin 1966 .....	87

3.3.1	Programme électoral.....	87
3.3.2	Campagne électorale .....	99
3.3.3	Résultats électoraux.....	108
3.3.4	Causes de l'échec électoral .....	114
3.5	Le congrès post-électoral d'août 1966.....	117
3.5.1	Démission de René Jutras .....	118
3.5.2	Élection de Gilles Grégoire et d'un nouvel exécutif .....	120
3.6	Conclusion.....	121
CHAPITRE IV .....		123
L'UNION DES FORCES INDÉPENDANTISTES.....		123
4.1	Introduction .....	123
4.2	Le Ralliement national de Gilles Grégoire.....	124
4.2.1	La nouvelle orientation de Gilles Grégoire : première phase de changement .....	124
4.2.2	Les acteurs politiques .....	128
4.2.3	Fonctionnement et organisation .....	130
4.2.4	La nouvelle orientation de Gilles Grégoire: deuxième phase de changement .....	136
4.2.5	Tentative de négociations avec le RIN .....	142
4.3	Vers la fondation d'un seul parti indépendantiste .....	146
4.3.1	Le Mouvement souveraineté-association .....	147
4.3.2	Négociations entre le MSA, le RN et le RIN .....	149
4.3.3	Fondation du Parti québécois.....	162
4.3.4	Le parcours des anciens regroupistes et rallinistes.....	167
4.4	Conclusion.....	170
CONCLUSION .....		171
BIBLIOGRAPHIE .....		182

## LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

ADQ	Action démocratique du Québec
AL	Alliance laurentienne
CIN	Centre d'information nationale
CNI	Conseil national pour l'indépendance
CUNCQ	Comité pour l'unité nationale et chrétienne du Québec
FLQ	Front de libération populaire
MSA	Mouvement souveraineté-association
PLC	Parti libéral du Canada
PLQ	Parti libéral du Québec
PQ	Parti québécois
PRQ	Parti républicain du Québec
RIN	Rassemblement pour l'indépendance nationale
RN	Ralliement national
RN	Regroupement national
SPQ libre	Syndicalistes et progressistes pour un Québec libre
UN	Union nationale



## RÉSUMÉ

En septembre 1964, plus de sept membres de la région de l'Est-du-Québec quittent le Rassemblement pour l'indépendance nationale principalement pour cause de divergence idéologique. De surcroît, ces dissidents prennent la décision de fonder un nouveau parti indépendantiste et traditionaliste, le Regroupement national. Le docteur René Jutras, pédiatre à l'Hôtel-Dieu d'Arthabaska, devient le chef de ce nouveau parti et il est appuyé par une équipe dont fait partie, entre autres, Lucien Lessard, Jean Garon et Jean Miville-Dechéne. Les regroupistes présentent leur pensée politique dans leur journal de parti, *La Nation*. En résumé, ils combinent le projet d'indépendance du Québec avec une idéologie traditionaliste qui met de l'avant l'idée de continuité de la tradition et de la culture canadienne-française. En mars 1966, le Regroupement national se fusionne au Ralliement des créditistes du Québec pour donner naissance au Ralliement national dont la coprésidence est assurée par René Jutras et Laurent Legault. À l'aube des élections provinciales du 5 juin 1966, le parti nouvellement fusionné propose un programme électoral toujours fidèle à l'idéologie traditionaliste, tout en alliant les théories du crédit social. De plus, il suggère la formule d'États-associés pour l'établissement d'un Québec indépendant. Au scrutin de juin, le Ralliement national récolte 2,3 % des suffrages exprimés. Cependant, le parti obtient de bons résultats dans certains comtés régionaux. Au congrès post-électoral d'août 1966, Gilles Grégoire est élu nouveau président du RN. Sa présidence est marquée par une plus grande ouverture ainsi qu'une volonté d'alliance avec le RIN, tout en proposant les mêmes valeurs traditionalistes. À l'automne 1967, un autre groupement indépendantiste voit le jour, le Mouvement souveraineté-association dirigé par René Lévesque. L'arrivée de Lévesque accélère les négociations entre les partis indépendantistes afin de former un seul grand parti durant l'année 1968. Finalement, dû à des conflits d'ordre idéologique avec le RN et le MSA, le RIN est évincé des pourparlers. Donc, le Ralliement national et le Mouvement souveraineté-association s'associent pour fonder le Parti québécois en octobre 1968. Gilles Grégoire en devient le vice-président. Plusieurs anciens regroupistes et d'anciens rallinistes seront parmi les principaux architectes du Parti québécois des années 1960, 1970 et 1980. En somme, une meilleure connaissance de l'histoire politique du Regroupement national et du Ralliement national permet de saisir la composante traditionaliste non négligeable à l'origine du Parti québécois.

MOTS CLÉS : REGROUPEMENT NATIONAL, RALLIEMENT NATIONAL, RASSEMBLEMENT POUR L'INDÉPENDANCE NATIONALE, MOUVEMENT SOUVERAINETÉ-ASSOCIATION, RENÉ JUTRAS, PIERRE BOURGAULT, RENÉ LÉVESQUE, LAURENT LEGAULT, GILLES GRÉGOIRE, INDÉPENDANCE, SOUVERAINETÉ.

## INTRODUCTION

« Le Regroupement national veut élaborer un programme politique sans être au profit d'une idéologie en particulier [...].<sup>1</sup> » Dès les premières lignes du manifeste présenté en septembre 1964 par le Regroupement national, les membres fondateurs de ce nouveau parti indépendantiste tiennent à se distinguer politiquement de l'autre parti indépendantiste de l'époque, le Rassemblement pour l'indépendance nationale. En effet, les dissidents du RIN quittent ce parti principalement pour des raisons idéologiques. Ainsi, le Regroupement national, et plus tard, le Ralliement national, sont des partis issus de la droite traditionaliste, prônant l'indépendance et concrétisant leur pensée par des actions populistes et très interventionnistes. Dans le contexte ultra politisé de la Révolution tranquille, les regroupistes ne veulent pas être associés à une idéologie spécifique, mais, en fait, ils rejettent tous les courants idéologiques de gauche, très en vogue à cette période.

La Révolution tranquille est une période charnière dans l'histoire du Québec et sa contextualisation est essentielle à la compréhension de notre thématique. Dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les bases d'une effervescence idéologique, politique, culturelle et sociale sont jetées, entre autres, par les auteurs du *Refus global* ou encore par des personnages comme Pierre Elliott Trudeau ou André Laurendeau, contestant ouvertement le fonctionnement de la société québécoise et le régime de l'Union nationale dirigé par Maurice Duplessis. En effet, en 1960, le Québec vient tout juste de sortir d'une longue période d'austérité, sous la gouverne de Duplessis (1945 à 1960), où un conservatisme généralisé pèse sur la province et l'identité

---

<sup>1</sup> Regroupement national, « Manifeste du Regroupement », *La Nation*, vol. 1, n° 1, 26 septembre 1964, p.1.

canadienne-française est toujours synonyme de religion catholique, de respect de l'autorité ainsi que de la langue, des traditions et de la culture française. Les contestataires aspirent à l'avènement de réformes politiques, institutionnelles et sociales afin de faire du Québec une société moderne. La mort de Duplessis et l'arrivée du gouvernement libéral de Jean Lesage en 1960 marquent le début de cette Révolution tranquille où l'on connaît des transformations importantes dans toutes les sphères de la société. Les changements qui nous intéressent ici sont liés au nationalisme. À ce moment, le clériconationalisme est éclipsé par le développement parallèle du néonationalisme qui gagne en popularité. Ce néonationalisme se veut plus interventionniste, progressiste et revendicateur quant à la place du Québec dans la Confédération et dans le monde. Le Québec se transforme rapidement par l'établissement d'un État-Providence. L'institutionnalisation et la laïcisation des sphères sociales évacuent le clergé catholique de ses responsabilités. La religion catholique qui était autrefois omniprésente en arrive à un déclin rapide et généralisé. Les Québécois ont soif de justice sociale, sont de plus en plus politisés et désirent prendre leur place au niveau international.

À ce bouillonnement idéologique s'ajoute un nouveau projet politique: l'indépendance du Québec. En effet, l'idée d'indépendance est pour la première fois sérieusement considérée comme une solution politique crédible au Québec. Il ne faut pas oublier qu'à cette époque, les mouvements de décolonisation et la libération des anciennes colonies européennes atteignent leur apogée avec l'indépendance de plusieurs de ces pays, notamment en Afrique. Aussi, les idées socialistes et communistes sont largement diffusées et sont considérées comme une alternative politique viable au libéralisme de l'époque. Ces idées gagnent en popularité auprès de la jeunesse baby-boomers occidentale qui s'intéresse ainsi aux combats de l'Algérie ou de Cuba, entre autres. C'est précisément ce courant de pensée qui inspire l'idéologie du Rassemblement pour l'indépendance nationale, et plus encore à partir de 1964, lorsque Pierre Bourgault est élu président et avec l'arrivée du groupe de

*Parti-Pris*. Dès lors, l'idée d'indépendance est rapidement associée à cette idéologie. Néanmoins, l'indépendantisme n'est pas nécessairement monolithique.

Initialement tous rinistes, les membres fondateurs du Regroupement national se sont joints au RIN pour défendre la cause indépendantiste au Québec. Cependant, ils se rendent compte que l'évolution idéologique du parti riniste ne colle pas à leurs convictions profondes. En essayant de transformer le parti de l'intérieur, le cartel de l'Est, représenté par des dirigeants régionaux comme Jean Miville-Dechéne, Jean Garon, Lucien Lessard et René Jutras, se heurte à une majorité riniste réceptive à la tendance gauchiste que prend le parti. Le groupe de l'Est démissionne du RIN pour former un nouveau parti politique indépendantiste en septembre 1964 dont le docteur René Jutras devient président. En réaction aux idées du RIN, le Regroupement national s'appuie sur un nationalisme de la droite conservatrice, le traditionalisme. Le traditionalisme n'est pas un type de droite radicale, mais reste tout de même héritier du clériconalisme. En fondant leur parti, les regroupistes combler le vide politique de l'époque en jumelant l'idée d'indépendance et le traditionalisme.

Quelques questions sont nécessaires: dans le contexte de la Révolution tranquille, quels ont été les facteurs qui ont conduit les dissidents du Rassemblement pour l'indépendance nationale à créer le Regroupement national, et quelles conséquences ce parti politique indépendantiste de droite a-t-il eues sur le paysage politique de cette période, étant idéologiquement à contre-courant de la vague progressiste? Par conséquent, nous aurons aussi à nous poser d'autres questions : pourquoi le Regroupement national s'est-il transformé pour devenir le Ralliement national? Quel sera le rôle du Ralliement national dans l'unification des forces indépendantistes pour finalement participer activement à la fondation du Parti québécois en 1968?

Notre mémoire veut démontrer que la pensée traditionaliste est présente dans le mouvement indépendantiste québécois depuis le milieu des années 1960 et que les

porte-étendard de ce courant de pensée ont même influencé les négociations ainsi que la fondation du Parti québécois. Aussi, nous voulons établir que le Regroupement national et le Ralliement national sont tous deux des partis indépendantistes et traditionalistes. Nous prouverons que le docteur René Jutras est le principal architecte du développement de ce courant de pensée valorisant la culture canadienne-française, la religion catholique et la langue française.

L'historiographie québécoise est relativement muette sur ce thème. Nous l'observerons bien au premier chapitre en démontrant qu'aucune monographie n'est disponible à propos du Regroupement national, du Ralliement national ou leurs acteurs politique. Seul un bref chapitre, rédigé par l'historien Éric Bédard, issu d'un ouvrage collectif situe mieux notre sujet, mais sans véritablement y apporter toutes les nuances nécessaires. Pourtant, de nombreux fonds d'archives, que nous avons pu consulter lors de nos recherches, existent et sont accessibles sur ces partis et ces acteurs politiques. Il nous apparaît essentiel de pousser plus loin la discussion sur l'apport des groupes de la droite traditionaliste et indépendantiste dans la période clé qu'ont été les années 1960 pour le mouvement souverainiste québécois.

Par conséquent, le fonds René Jutras et le fonds du Rassemblement pour l'indépendance nationale ont été essentiels à la rédaction de notre deuxième chapitre. De plus, grâce aux informations recueillies à travers les documents du RIN, nous avons pu confirmer que les membres rinistes démissionnaires sont bel et bien partis en raison de leur divergence idéologique qui a mené à des conflits d'ordre régional et financier avec les instances montréalaises du parti. Le fonds René Jutras nous a permis de définir le courant de pensée auquel appartenait le Regroupement national et son président, René Jutras. En effet, les articles de journaux d'époque conservés par Jutras, ainsi que son essai *Québec Libre*, nous ont permis de bien comprendre le contexte politique du moment et la place qu'a occupée le Regroupement national.

Au troisième chapitre, nous établirons que le Ralliement national est né de la fusion de deux partis, le Regroupement national et le Ralliement des créditistes du Québec. La fusion des deux partis donne lieu à la double présidence de René Jutras et de Laurent Legault. Peu savent que le Regroupement national a préféré se fusionner au Parti des créditistes du Québec, avec qui ils avaient une similarité idéologique plus transcendante, que de se rallier de nouveau au RIN, malgré l'idée d'indépendance qui les unissait. Nous démontrerons que cette alliance se concrétise grâce à l'acceptation mutuelle de concepts clés, soit l'idée d'indépendance par les créditistes et les théories économiques du crédit social pour les regroupistes. Ces éléments peuvent être relatés principalement grâce aux documents officiels, la correspondance et les articles de journaux contenus dans le fonds René Jutras. À l'aide du recueil paru en avril 1966, *Les buts, les principes, les politiques du Ralliement national*, et leur programme politique officiel présenté juste avant l'élection du 5 juin de la même année, nous pouvons confirmer que la tendance idéologique de ce nouveau parti suit celle du défunt Regroupement national. En résumé, le programme proposé s'avère très interventionniste en gestion des ressources, en éducation, en santé et en agriculture. En se présentant aux élections du 5 juin 1966, les rallinistes réussissent à transformer la perception de l'idée d'indépendance qu'a une tranche de la population plus conservatrice grâce à la combinaison de cette idée avec le traditionalisme. Même s'ils ne recueillent que 2,3 % des votes, il sera démontré que les rallinistes ont eu une influence certaine sur l'aboutissement de ces élections.

Dans le quatrième chapitre, nous pourrions mieux saisir l'engagement des acteurs politiques regroupistes et rallinistes ainsi que l'influence de l'idéologie traditionaliste dans l'union des forces indépendantistes afin de former le Parti québécois en 1968. Nous démontrons que l'arrivée de Gilles Grégoire à la tête du Ralliement national donne une nouvelle image publique et populaire à ce parti traditionaliste. En octobre de la même année, Grégoire amorce sa deuxième phase de transformation au RN par la publication d'un nouveau programme politique et la

reprise des pourparlers avec le RIN en vue de former un seul parti indépendantiste. Grâce à certains documents du fonds Gilles Grégoire, nous démontrons que le programme ralliniste propose sensiblement les mêmes idées que celui de 1967, mais en évacuant les thèmes religieux de leur discours politique. Les congrès ralliniste et riniste d'octobre marquent encore une fois une impasse des tentatives de négociations avec le RIN. Nous faisons ressortir que l'arrivée du Mouvement souveraineté-association de René Lévesque marque un tournant dans la reprise des discussions au sein du mouvement indépendantiste. Effectivement, le fonds d'archives René Lévesque nous permet de comprendre les rouages de ces tractations entre le RIN, le MSA et le RN. Aussi, nous établissons que Grégoire s'engage ardemment dans ces pourparlers pour la fondation d'un seul grand parti. Finalement, les rinistes s'écartent eux-mêmes des négociations et l'union des forces indépendantistes se réalise grâce au Mouvement souveraineté-association de René Lévesque et au Ralliement national de Gilles Grégoire. Lévesque est bien conscient que son mouvement rejoint un électorat urbain plus libéral et progressiste, et que l'alliance avec le RN est primordiale pour atteindre un électorat plus conservateur et régional. Nous concluons que le PQ est donc initialement fondé par un mouvement et un parti positionnés, à des degrés différents, au centre et à droite de l'échiquier politique québécois. Nous terminerons par un tour d'horizon de l'apport des anciens rallinistes au développement du Parti québécois ainsi que de leur positionnement à des postes décisionnels au PQ jusque dans les années 1990.



## CHAPITRE I

### BILAN HISTORIOGRAPHIQUE ET CADRE D'ANALYSE

#### 1.1 Introduction

Depuis le début des années 1990, l'historiographie québécoise connaît une recrudescence pour l'étude des mouvements de droite. Mis de côté au lendemain de la Révolution tranquille, ce sujet est de plus en plus actualisé au sein de la communauté historienne. Ce bilan historiographique vise à faire un retour sur le nationalisme de droite durant la Révolution tranquille et à rappeler les éléments connus de l'histoire du Regroupement national, du Ralliement national et de la vie politique des acteurs de ces deux partis.

Plusieurs questionnements sont nécessaires : qu'est-ce que la droite nationaliste au Québec durant la Révolution tranquille? Qui regroupe-t-elle? Quelle est leur idéologie? Quels sont leurs valeurs et leurs conditionnements? Que savons-nous déjà sur le Regroupement national, le Ralliement national et ses acteurs politiques? Y a-t-il des contradictions? Sur quelles sources s'appuient ces différents auteurs dans leur argumentation et lesquelles utiliserons-nous?



Afin de répondre à ces interrogations, nous rappellerons les études de Léon Dion, Pierre Trépanier, Xavier Gélinas et Éric Bédard<sup>1</sup> au sujet de la droite nationaliste au Québec. Aussi, il sera important de définir certains termes liés à ce sujet. Concernant le Regroupement national et le Ralliement national, nous survolerons ce qui a été dit précédemment, nous les comparerons entre elles, et ensuite, nous en ferons la critique.

## 1.2 La droite

### 1.2.1 Présentation des différents auteurs

Dans son ouvrage *Nationalismes et politique au Québec*, paru en 1975, le politologue Léon Dion trace le portrait des nationalismes qui ont traversé les différentes époques au Québec. Dion soutient qu'il y a plusieurs nationalismes au Québec et donc que ces nationalismes sont équivoques. En lien avec sa vision, il divise clairement son livre en fonction de ces nationalismes : le nationalisme conservateur, le nationalisme libéral et le nationalisme social-démocrate/socialiste. La simple division de ces chapitres en dit long sur sa conception des nationalismes qu'il voit comme trois grandes forces distinctes. Il croit que cette force nationale permet de remplir trois obligations au sein d'une nation État, comme celle du Québec : légitimer le système politique, procurer un sens d'identité collective et inspirer des revendications politiques particulières. Ainsi, sa thèse soutient « qu'aucun système

---

<sup>1</sup> Il s'agit des ouvrages de Léon Dion, *Nationalismes et politique au Québec*, Lasalle, Hurtubise (HMH), 1974, 177 p.; de Xavier Gélinas, *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2007, 486 p.; Éric Bédard, « René Lévesque et l'alliance avec les bleus » dans *René Lévesque: mythes et réalités*, sous la dir. d'Alexandre Stefanescu, Montréal, VLB, 2008, p.147-159; ainsi que de Pierre Trépanier, « Notes pour une histoire des droites intellectuelles canadiennes-françaises à travers les principaux représentants (1770-1970) », *Les Cahiers des Dix*, n° 48, Éditions La liberté, 1993, p.119-164.

politique de type nation État ne peut survivre à une absence chronique de demandes et surtout de soutiens nationalistes.<sup>2</sup> »

L'article de Pierre Trépanier, « Notes pour une histoire des droites intellectuelles canadiennes-françaises à travers leurs principaux représentants (1770-1970) » paru dans *Les Cahiers des Dix* en 1993, vise à mieux nous faire comprendre le type de réflexions que devraient porter les intellectuels sur le nationalisme de droite. Comme l'a démontré Léon Dion dans les années 1970, il soutient aussi que les nationalismes sont équivoques. Pour sa part, Trépanier explique les différentes attitudes adoptées par les intellectuels relativement au nationalisme; la première étant plus axée sur les luttes sociales, la seconde sur la politique et la dernière sur la doctrine. De plus, son explication de la dichotomie droite-gauche démontre que toute compréhension de l'histoire des droites au Québec doit passer par la compréhension du libéralisme, car ces droites se définissent en réaction à ce libéralisme<sup>3</sup>. Les idéologies politiques et l'histoire politique sont indissociables des gouvernements, des partis politiques ou des associations. Pour cette raison, le libéralisme influence tous ces aspects. En définitive, Trépanier nous démontre bien que le clivage droite-gauche a été, est et sera toujours présent, étant donné le besoin fondamental de l'homme à aspirer à la fois à la tradition et à la nouveauté.

Dans son ouvrage paru en 2008, *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille*, l'historien Xavier Gélinas veut lever le voile sur cette thématique peu abordée dans l'historiographie québécoise. Pour ce faire, il se pose la question suivante : « Qu'en est-il, justement, de cette droite qui fait l'union dans l'opprobre? Au tournant de 1960, quels sont ses thèmes et ses porte-parole?<sup>4</sup> » En premier lieu, Gélinas contextualise son sujet avec l'explication de tout le réseau de la

---

<sup>2</sup> Léon Dion, *op. cit.*, p.22.

<sup>3</sup> Pierre Trépanier, *op. cit.*, p.119-164.

<sup>4</sup> Xavier Gélinas, *op. cit.*, p.3.

droite intellectuelle par ses acteurs, ses groupes et ses revues entre 1956 et 1966. De ce nombre, il faut mentionner des penseurs comme Gustave Lamarche, André Dagenais, Raymond Barbeau, Robert Rumilly et Léopold Richer<sup>5</sup>. En deuxième lieu, Gélinas explique en détail les préoccupations et les valeurs de ces intellectuels de la droite au Québec.

Le chapitre d'Éric Bédard intitulé « René Lévesque et l'alliance avec les bleus », tiré de l'ouvrage collectif *René Lévesque : mythes et réalités*, sous la direction de Alexandre Stefanescu, a pour objectif de défaire le mythe que le PQ serait résolument de gauche et que l'orientation sociale-démocrate de la formation aurait fait l'unanimité idéologique depuis sa création en 1968<sup>6</sup>. Bédard avance plutôt que, « avec le recul cependant, il semble clair que, n'eût été la récupération par le Parti Québécois d'un certain *électorat bleu*, le PQ, qui bénéficiait ainsi d'une polarisation du vote entre souverainistes et fédéralistes, n'aurait jamais pris le pouvoir en 1976.<sup>7</sup> » Afin de prouver ce point de vue, l'historien trace d'abord un portrait de l'*électorat bleu*. Nous comprenons que cet électorat est conservateur et nationaliste pour ainsi englober autant les partisans de l'Union nationale, du Parti des créditistes, du Regroupement national, du Ralliement national, et même, les plus conservateurs du Parti libéral du Québec. Ensuite, Bédard établit que certains conservateurs indépendantistes ont formé un parti politique, le Regroupement national qui se mutera pour le Ralliement national après une alliance avec les créditistes. Le Ralliement national s'unira au MSA de René Lévesque, ce qui démontre, à son avis, qu'une tranche de cet *électorat bleu* a été récupérée par le PQ en 1968. Selon Éric Bédard, l'idée centrale qui unit la pensée du RN au mouvement de René Lévesque est le refus

---

<sup>5</sup> *Ibid.*, p.11.

<sup>6</sup> Éric Bédard, *op. cit.*, p.147.

<sup>7</sup> *Ibid.*, p.147.

de la rupture<sup>8</sup>. Il argumente sa thèse en précisant plusieurs points communs entre l'idéologie des acteurs politiques du RN et celle de René Lévesque à la fin des années 1960 permettant ainsi l'alliance entre le Ralliement national et le Mouvement souveraineté-association pour former le Parti québécois en 1968.

### 1.2.2 Définition de la droite

Par leurs diverses approches, les historiens des droites définissent ce nationalisme à leur manière. Il nous est ainsi possible de voir les droites sous des angles différents, mais complémentaires. Pour faire la lumière sur cette idéologie, nous exposons les visions de Léon Dion, Pierre Trépanier, Xavier Gélinas et d'Éric Bédard.

Pour Dion, les nationalismes prennent tout leur sens lorsqu'ils sont liés à une idéologie politique précise. Ce sens est l'association d'un schéma national lié aux valeurs collectives québécoises et un schéma social lié aux valeurs collectives d'économie et de politique<sup>9</sup>. Les nationalismes conservateur et libéral occupent la plus grande part de l'échiquier politique et les nationalismes social-démocrate et socialiste ne jouissent que d'une infime place. Dion semble transposer la situation contemporaine des années 1970 dans son analyse. Selon lui, la droite est représentée par les conservateurs. Ce sont les intellectuels Henri Bourassa et Lionel Groulx ainsi que leurs adeptes : Esdras Minville, Richard Arès, François-Albert Angers, Michel Brunet; les politiciens Maurice Duplessis et Alexandre Taschereau; les partis politiques de l'Union nationale et des créditistes; des journaux et revues comme *Le Devoir*, *L'Action française/nationale*, *L'Actualité économique*, *La Relève*, *Vivre*, *La Nation*; des mouvements comme la Société Saint-Jean-Baptiste, l'Ordre de Jacques-Cartier, l'École sociale populaire, les Jeunes-Canada, l'Alliance laurentienne; des

---

<sup>8</sup> *Ibid.*, p.149.

<sup>9</sup> Léon Dion, *op. cit.*, p.130.

groupes d'intérêt comme la Confédération des travailleurs catholiques du Canada et l'Union catholique des cultivateurs<sup>10</sup>.

Léon Dion explique les valeurs intrinsèques du nationalisme conservateur. Cette conception de la société est conditionnée par la mission providentielle des Canadiens français en Amérique qui se traduit par un certain ethnocentrisme. La volonté de survivance passe alors par le respect de l'autorité, par des cadres protecteurs ainsi que le refus d'accéder à la modernité économique et culturelle anglo-saxonne. En respectant ces valeurs, les conservateurs s'assurent de préserver la culture canadienne-française. Sur le plan de la politique, ils prônent le *statu quo*. Ce *statu quo* se concrétise par le respect de l'ordre hiérarchique établi. Pour l'expliquer, Dion propose la théorie culturaliste des conservateurs qui se base sur trois modes de cultures politiques distinctes : la culture politique des élites supérieures (haut clergé, députés fédéraux, hommes d'affaires, scientifiques), la culture politique des élites inférieures (notables, professions libérales) et la culture politique des masses. Aussi, les conservateurs s'insurgent contre le libéralisme philosophique et méprisent le régime libéral et démocratique. Pour contrer ce libéralisme, ils proposent plutôt un corporatisme où l'Église domine toute la sphère sociale de la nation. Pour eux, le Québec constitue un sous-système dans le système politique canadien. Sur le plan national, les conservateurs sont plutôt défavorables à un nationalisme pancanadien, ils valorisent plutôt un autonomisme défensif canadien-français. En bref, d'après Dion, les fonctionnalités politiques du nationalisme de droite ont la plupart du temps servi à détourner les Canadiens français des principes et pratiques de la démocratie libérale.

Pour Pierre Trépanier, il existe trois façons de concevoir le nationalisme. En premier lieu, le nationalisme est perçu complémentaire à la réalisation d'objectif de première nécessité, comme les luttes sociales. Cette interprétation est celle

---

<sup>10</sup> *Ibid.*, p.31.

d'idéologues de gauche. En second lieu, le nationalisme est l'aspiration principale, mais ne peut se concrétiser politiquement sans vecteur idéologique. La nécessité est de combiner le nationalisme avec une idéologie politique, un parti politique, et donc, un programme politique. Cette thèse rappelle celle de Léon Dion. En troisième lieu, il y a les nationalistes de doctrine pour qui

la nation est une réalité naturelle bien que culturelle, en ce sens qu'elle est plus fondamentale que les rapports économiques et qu'elle est première dans l'ordre du temps, mais pas première par rapport à l'individu/la personne. [...] Le nationalisme y est perçu comme une doctrine positiviste tout autant qu'un discours mobilisateur; une mise en ordre et en forme d'idées vraies à propos d'une existence indiscutable et incontournable, la vie de la nation. Cette troisième attitude établit une équation entre nationalisme et droite [...].<sup>11</sup>

Au sujet de la droite, Pierre Trépanier rejette la croyance répandue selon laquelle cette faction nationaliste est réduite à la défense du *statu quo*. Selon lui, il serait plus exact de soutenir que la doctrine de droite aspire plutôt à trouver un ordre pour la société à laquelle les droitistes pourront se conformer en respectant leurs valeurs fondamentales comme la famille, les libertés individuelles et la valorisation de la culture canadienne-française. Ces valeurs sont liées à la droite par le fond et non par la forme, car les libéraux prônent ces mêmes valeurs. À travers les explications exhaustives de Xavier Gélinas, historien de la même école de pensée que Pierre Trépanier, nous verrons plus loin en quoi ces valeurs sont de droite. En somme, l'ordre dont il est question découle d'un ensemble de conditions idéales à conjuguer pour assurer le développement ainsi que la prospérité au sein de l'évolution et du changement<sup>12</sup>.

En faisant la somme des individus qui regroupent la droite, Pierre Trépanier identifie clairement l'origine de ceux qui la composent :

---

<sup>11</sup> Pierre Trépanier, *op. cit.*, p.120-121.

<sup>12</sup> *Ibid.*, p.124-125.

Le gros des parlementaires, organisateurs et intellectuels des Partis conservateur et libéral, et sans doute aussi de leurs électeurs, formait un centre que seule l'allégeance partisane divisait. Les familles de pensée à droite de ce centre constituaient les droites au sens retenu ici : au XX<sup>e</sup> siècle, animateurs de la Ligue d'action française puis, à certaines époques, de la Ligue d'action française, corporatistes sociaux, fascistes, partisans du maire Camilien Houde, aile droite de l'Union nationale, créditistes, indépendantistes de droite et généralement toute cette nébuleuse d'individus et de groupes à caractères religieux ou non (Ligue du Sacré-Cœur, Association catholique des voyageurs du commerce, Ordre de Jacques-Cartier) qui souvent se réclamaient de l'historien Lionel Groulx et subissaient l'influence, sinon la direction des jésuites de l'École sociale populaire. Le nationalisme, le combat anticommuniste et dans une moindre mesure, l'antimaçonnerie et l'antisémitisme rapprochaient les divers éléments de cette droite nationale, populaire et catholique.<sup>13</sup>

Nous devons retenir de cette définition que, pour Trépanier, la droite englobe une portion idéologiquement restreinte d'individus qui tendent vers le même objectif du respect des valeurs chrétiennes. Pour l'historien, les personnes de droite ne sont pas des conservateurs, mais bien des droitistes. Il insiste sur le fait que la pensée politique des intellectuels de droite a été influencée grandement par le catholicisme, mais aussi, par le traditionalisme britannique se traduisant par le parlementarisme au Canada français<sup>14</sup>. Trépanier soutient finalement que « l'histoire des droites canadiennes-françaises passe par la compréhension du libéralisme.<sup>15</sup> »

Lorsque Xavier Gélinas explique sa conception de la droite, il souligne la confusion entre l'idéologie conservatrice et le parti conservateur. Comme Dion et Trépanier, il affirme que le nationalisme et la droite ne sont pas synonymes, car il y a différentes interprétations de chacun de ces concepts; ils sont équivoques. Ce sont *les* nationalismes et *les* droites, car ils ont des éléments communs, mais sous des degrés

---

<sup>13</sup> *Ibid.*, p.161.

<sup>14</sup> *Ibid.*, p.122.

<sup>15</sup> *Ibid.*, p.123.

divers. Selon l'historien, il existe deux sens au terme *conservateur*. Le premier est situationnel et mobile, donc lié à un moment de l'histoire et aux opportunités qui en découlent. On peut lier cette façon de concevoir le nationalisme à celle de Léon Dion. Le deuxième, qui est le propos de son livre, est plutôt synonyme du terme *traditionaliste*. Nous avons vu que les conservateurs, selon Léon Dion, regroupent toute la droite; tout ce qui n'est pas libéral ou socialiste. En opposition à ce politologue, Gélinas sépare les traditionalistes de ces conservateurs. C'est pour cette raison que son ouvrage a pour titre *La droite intellectuelle*, car Gélinas parle des intellectuels de la droite traditionaliste durant la Révolution tranquille. En somme, la droite traditionaliste dont il parle est la même que celle de Trépanier, mais différente de la conception de Léon Dion. Dion nous parle plutôt de la droite dans son ensemble en qualifiant les partisans de la droite de conservateurs et inclut, entre autres, dans ce groupe, les traditionalistes.

Pour Gélinas, au Québec, les intellectuels de droite proposent une conception de la société où le respect des valeurs et des traditions chrétiennes guide leurs actions. Par exemple, l'homme de droite croit au péché originel, en l'ordre des choses, en l'ordre divin, et donc, il réfute les croyances du libéralisme démocratique voulant que les hommes soient naturellement bons, libres et égaux. Selon ces droitistes, le passé sert de ressource pour guider l'avenir de la nation et les individus de la société ont besoin d'une élite dirigeante pour orienter cette nation. Xavier Gélinas nous indique les thèmes les plus souvent abordés par les intellectuels de droite : le nationalisme, le catholicisme, la famille, le capitalisme, l'étatisme, la ruralité, l'autorité, l'anticommunisme, l'antimaçonnerie, la xénophobie, l'antisémitisme, le colonialisme, le centralisme et le militarisme<sup>16</sup>. Ce n'est pas autant la thématique qui explique la droite, mais bien la raison pour laquelle elle est mise de l'avant par ce groupe. Par exemple, prenons la nation et la famille. La nation est la préoccupation principale des

---

<sup>16</sup> Xavier Gélinas, *op. cit.*, p.25-55.



droitistes, car le nationalisme permet l'union des individus au sein de la nation; la patrie est l'extension de la famille. Xavier Gélinas rappelle que la droite croit que la famille bâtit la nation; elle est la cellule-mère de la société québécoise. Ainsi, si l'ordre qui régit la famille se transpose à l'ensemble de la société, les droitistes croient alors en la pérennité de ces valeurs traditionnelles. Or, ce n'est pas entièrement l'ethnicité ou le territoire qui définissent la nation, elles en sont seulement des composantes, puisque la plus importante entité est la culture (religion catholique, langue française et traditions canadiennes-françaises). Gélinas ajoute que la nation est le moyen d'atteindre les valeurs suprêmes d'humanisme et de défense de la chrétienté pour les droitistes. Voilà pourquoi ces valeurs sont si importantes pour eux.

Contrairement aux auteurs précédents, la droite qu'étudie Éric Bédard est précisément reliée à notre thématique. Selon lui, la droite du RN se développe principalement en réaction à une autre idéologie, dans ce cas-ci le *socialisme* du RIN, et par le refus de la rupture avec le passé canadien-français. Pour l'historien, le nationalisme développé par le « Regroupement national cherche à faire la synthèse entre traditions et modernité. »<sup>17</sup> De ce traditionalisme, Bédard retient les valeurs relatives à l'attachement au christianisme, aux ancêtres, la culture canadienne-française en sol américain, et ainsi, la nécessité de la préserver. Cependant, à ces idéaux traditionalistes, il ajoute aussi les idées centrales des regroupistes centrées sur la démocratie, les droits de l'homme, la condamnation de la violence et la dénonciation des idéologies extrémistes<sup>18</sup>. Aussi, nous apprenons leur désir de fonder un État indépendant laïque. Paradoxalement, nous comprenons aussi que les regroupistes valorisent les fondements de la religion chrétienne et condamne

---

<sup>17</sup> Éric Bédard, *op. cit.*, p.149.

<sup>18</sup> *Ibid.*, p.152.

l'agnosticisme<sup>19</sup>. Bref, Bédard attribue à l'*électorat bleu* l'attachement à ce type de pensée de droite, c'est-à-dire

Par électorat bleu, j'entends un électorat généralement francophone, vivant surtout en périphérie du cœur intellectuel et culturel de Montréal; un électorat issu des classes dites moyennes, paysannes et semi-urbaines, mais ne bénéficiant généralement pas des protections des conventions collectives des secteurs publics et parapublics; un électorat culturellement conservateur, c'est-à-dire attaché à un modèle familial plus traditionnel, à une école de proximité où le maître transmet des connaissances, à des valeurs d'ordre et de respect de l'autorité, en somme, un électorat pas toujours enclin à célébrer les mutations politiques et culturelles vécues par la société québécoise des années 1960 et 1970; un électorat clairement nationaliste, attaché à l'héritage des ancêtres, mais plus « autonomiste » qu'« indépendantiste », prêt à voter pour la souveraineté à la condition que celle-ci n'entraîne pas une rupture trop brutale avec le Canada; un électorat qui, autrefois, vota pour l'Union nationale, voire même pour les candidats du mouvement créditiste, et dont les circonscriptions emblématiques seraient Victoriaville, Bellechasse, Portneuf ou Champlain.<sup>20</sup>

Bref, il parle ici de la droite conservatrice et nationaliste au Québec dans sa globalité, qui regroupe certains traditionalistes définis par Trépanier et Gélinas. Bédard se rapproche donc de la conception de Léon Dion et de la deuxième conception du nationalisme de Pierre Trépanier où le nationalisme est l'intention fondamentale, mais qui ne peut se concrétiser politiquement sans vecteur idéologique associant ainsi le nationalisme avec une idéologie politique, un parti politique, et donc, un programme politique. Dans ce cas-ci, il s'agit du Parti québécois.

### 1.2.3 Critique des droites

Nous arrivons à deux grandes conclusions après avoir effectué ce bilan du nationalisme de droite. Premièrement, la définition de Léon Dion et d'Éric Bédard englobe une série d'acteurs et de valeurs assez collées à la réalité de l'époque. Les

---

<sup>19</sup> *Ibid.*, p.154.

<sup>20</sup> *Ibid.*, p.148.

conservateurs de Dion et Bédard ne cadrent pas avec la droite que nous voulons étudier dans notre mémoire. Cependant, nous reconnaissons la contribution intellectuelle du politologue Léon Dion avec sa thèse sur les nationalismes équivoques. Pour sa part, Éric Bédard cerne les valeurs traditionalistes des membres du Regroupement national, mais ne définit pas bien le type d'électorat qui forme le Ralliement national et le Regroupement national. Nous dirons *conservateurs* que lorsque nous voudrions parler de la droite selon Léon Dion ou Éric Bédard ou des membres du Parti conservateur. Deuxièmement, les définitions de la droite par Pierre Trépanier et par Xavier Gélinas sont identiques. C'est à cette *droite* que nous ferons référence dans notre mémoire. Nous renvoyons ici à la troisième définition de la droite de Pierre Trépanier. Donc, autant pour parler des acteurs politiques de la droite de Trépanier que de celle de Gélinas, nous utiliserons le terme *traditionalistes*.

Pour les traditionalistes, la valeur la plus importante est la nation. La nation survit grâce à la culture canadienne-française. Cette interrelation entre la nation et la culture se manifeste par le respect de l'ordre établi dans la sphère familiale, communautaire et religieuse. Ces éléments constitutifs sont donc les racines idéologiques du nationalisme de droite sur lesquelles repose leur système de valeurs. Aussi, il est nécessaire de bien comprendre le libéralisme pour bien comprendre la droite au Québec, car la droite se définit en réaction à ce libéralisme. Nous retenons aussi que les nationalismes sont équivoques, qu'il existe plusieurs droites, mais que la droite étudiée ici, celle de Gélinas et Trépanier, est la branche traditionaliste.

### 1.3 Quelques interprétations

Après avoir établi le cadre théorique du nationalisme de droite, il est essentiel de faire le survol historiographique du Regroupement national et du Ralliement national. Nous avons répertorié les ouvrages mentionnant ces partis. Aucun livre n'a pour sujet principal le Regroupement national, le Ralliement national, ou même, René

Jutras, Laurent Legault ou Gilles Grégoire lorsqu'ils sont chefs du RN. Un seul chapitre d'un ouvrage collectif traite du Regroupement national, du Ralliement national et de l'union des forces indépendantistes<sup>21</sup>. Donc, les écrits de Lionel Bellavance, de Réjean Pelletier, de Michael B. Stein, d'Éric Bédard sont nos outils d'analyse de premier plan pour cette partie historiographique<sup>22</sup>.

### 1.3.1 Présentation des monographies

Paru en 1973, le petit ouvrage de Lionel Bellavance sur *Les partis indépendantistes québécois de 1960 à 1973* a plutôt l'apparence d'un guide sur ce thème. L'auteur y relate les faits historiques nécessaires à une meilleure compréhension du phénomène indépendantiste en nous donnant, par exemple, le contexte et la date de formation du parti, leurs idéologies et leurs principes de base, leur programme électoral, ou même, leurs résultats d'élections. Or, Bellavance n'analyse pas vraiment les faits, il ne fait que les rapporter. Par conséquent, ce livre est un ouvrage essentiel pour entreprendre une recherche sur la thématique des partis indépendantistes entre 1960 et 1973 afin d'en ressortir les éléments de base. Ce qu'il mentionne sur la fondation du Regroupement national est précieux, notamment en raison de son appartenance au parti, mais aussi parce qu'il est le premier à tracer le portrait du RN dans un ouvrage de synthèse.

D'autres monographies attirent notre attention. Dans son ouvrage *Partis politiques et société québécoise : de Duplessis à Bourassa (1944-1970)*, Réjean

---

<sup>21</sup> Éric Bédard, *op. cit.*, p.147-159.

<sup>22</sup> Nous parlons ici des ouvrages de Lionel Bellavance, *Les partis politiques indépendantistes de 1960-73*, Montréal, Anciens Canadiens, 1973, 98 p.; de Réjean Pelletier, *Partis politiques et société québécoise de Duplessis à Bourassa : 1944-1970*, Montréal, Québec/Amérique, 1989, 397 p.; de Michael B. Stein, *The Dynamics of Right-Wing Protest : A Political Analysis of Social Credit in Quebec*, Toronto, University of Toronto Press, 1973, 256 p.; ainsi que le chapitre d'Éric Bédard, « René Lévesque et l'alliance avec les bleus » dans *René Lévesque: mythes et réalités*, sous la dir. d'Alexandre Stefanescu, Montréal, VLB, 2008, p.147-159.

Pelletier étudie les différentes orientations des partis politiques de la société québécoise durant la Révolution tranquille. Pour ce faire, il analyse les programmes politiques, les campagnes électorales et le personnel politique des partis de cette période pour réaliser la jonction entre le social et le politique. Plus spécifiquement, pour chacun des partis, Pelletier se penche sur les grands thèmes abordés, les enjeux définis, les problèmes détectés, les solutions envisagées<sup>23</sup>. La thèse de l'auteur est claire :

Sans vouloir nier la présence de courants nationaux et internationaux qui influence les partis, j'estime au contraire que les dirigeants (et parfois leurs militants, surtout après 1960 au Québec) réussissent à intégrer ces influences multiples et à dégager des orientations politiques et des programmes d'action qui traduisent leur propre conception des changements politiques et sociaux qu'ils veulent introduire, et qui expriment, même si c'est souvent d'une façon incomplète et imparfaite, une certaine forme de « projet de société ».<sup>24</sup>

La vision soutenant la thèse de Pelletier est que « les partis peuvent être considérés comme des agents de changements et des forces autonomes, même s'il faut tenir compte également des transformations de la société québécoise à cette même période.<sup>25</sup> »

Un autre intellectuel se penche sur le RN par l'entremise d'une étude sur les créditistes québécois qui fait partie intégrante de notre problématique. Michael B. Stein veut montrer, dans *The Dynamics of Right-Wing Protest : A Political Analysis of Social Credit in Quebec*, que le crédit social est un mouvement de protestation de droite, mais aussi, que les leaders du Québec sont idéologiquement opposés à la doctrine nationaliste de ce parti pancanadien. Un élément très intéressant de cet ouvrage est qu'il explique les conflits internes entre les créditistes, qui ont mené à la

---

<sup>23</sup> Réjean Pelletier, *op. cit.*, p.20-21.

<sup>24</sup> *Ibid.*, p.16.

<sup>25</sup> *Ibid.*, p.21.

création du Ralliement des créditistes du Québec, et plus tard, à la fusion avec le Regroupement national afin de créer le Ralliement national. Cet aspect n'est pas expliqué dans aucun autre ouvrage. De plus, contrairement aux autres auteurs, Michael B. Stein nous livre l'analyse la plus complète de ce pan de l'histoire politique créditiste au Québec durant la Révolution tranquille. Il est le seul à détailler les raisons de l'association entre les deux partis et les causes de l'échec électoral du Ralliement national. Il soutient aussi que le Regroupement national est « a right-wing separatist group which had split with the Rassemblement pour l'Indépendance Nationale in 1964 over the question of socialism.<sup>26</sup> » Les raisons de la dissension avec le RIN, selon Stein, nous paraissent incomplètes. Il mentionne seulement en note de bas de page que « Dr Jutras had achieved some renown by his decision to separate from the RIN. He also published a book in 1965 on the subject of Quebec independence. See R. Jutras, *Québec Libre* (Montréal : Les Éditions de l'Actualité, 1965).<sup>27</sup> » Néanmoins, Michael B. Stein appuie ses explications relatives au RN sur une variété d'outils (questionnaire aux membres créditistes, entrevues de René Jutras ou Laurent Legault, articles de journaux) provenant tous de fonds d'archives.

Pour Réjean Pelletier, le Regroupement national est la droite nationaliste au Québec qui s'est détachée du Rassemblement pour l'indépendance nationale en 1964 « à cause de ses orientations trop révolutionnaires et de l'agnosticisme de son chef, Pierre Bourgault.<sup>28</sup> » Il ne se réfère à aucun ouvrage pour soutenir cette affirmation. Pour sa part, Lionel Bellavance soutient aussi cette thèse pour expliquer le départ des cinq membres du RIN. Il précise sa position avec une citation de René Jutras dans *La Presse* en mars 1968 : « Quand j'ai démissionné, c'est parce que je n'ai pas accepté

---

<sup>26</sup> Michael B. Stein, *op. cit.*, p.100.

<sup>27</sup> *Ibid.*, p.100.

<sup>28</sup> Réjean Pelletier, *op. cit.*, p.349.

que mon action nous conduise à un État athée.<sup>29</sup> » Après vérification, cette citation est bien tirée de cet article de *La Presse* qui retrace le parcours du RIN à sa mort en 1968. Néanmoins, les paroles de René Jutras sont une citation dans l'article en question, et aucune référence n'est mentionnée. Dans la biographie de Bourgault, rédigée par Jean-François Nadeau, la même citation est présentée, mais il ajoute un autre propos de René Jutras concernant son départ du RIN : « Abandonner la cause de l'indépendance entre les mains des agnostiques et des communistes, ce n'est pas notre rôle à nous, catholiques; ce n'est pas le temps de perdre notre âme pour quelque prestige.<sup>30</sup> » Cette fois-ci, la citation est aussi tirée d'une autre citation dans l'ouvrage *Alarme citoyens : l'affaire Cross-Laporte, du connu à l'inconnu* de Jacques Lacoursière daté de 1972. Lacoursière met comme référence (28 janvier 1965), sans explication quant à la provenance de cette référence<sup>31</sup>.

### 1.3.2 Critiques des monographies

À notre avis, autant Pelletier, Bellavance, Nadeau que Stein manquent de précision et de sources cohérentes pour expliquer la dissociation de Jutras et ses acolytes du RIN pour former le Regroupement national. Nous croyons que des causes multiples expliquent cette division. Nous émettons l'hypothèse que ce sont des raisons de financement ainsi que des conflits entre les membres de la métropole et des régions qui s'ajoutent aux raisons citées plus haut par les historiens. Cependant, nous croyons que l'idéologie gauchiste du RIN et que l'attitude condescendante des rinistes par rapport à la religion catholique ont aussi contribué à la séparation de l'aile droite du RIN.

---

<sup>29</sup> Lionel Bellavance, *op. cit.*, p.17.

<sup>30</sup> Jean-François Nadeau, *Bourgault*, Montréal, Lux Éditeur, p.182.

<sup>31</sup> Jacques Lacoursière, *Alarme citoyens : l'affaire Cross-Laporte, du connu à l'inconnu*, Montréal, Éditions La Presse, 1972, p.61.

Selon nous, Bellavance réduit le manifeste en dix points du Regroupement national en ne mentionnant que deux articles : « Le Regroupement national déclare qu'il fera du Québec un État souverain et démocratique, de culture française et d'inspiration chrétienne » et « Le Regroupement national considère que la famille est la cellule de base de la société québécoise.<sup>32</sup> » Il est vrai que ces deux articles donnent le ton de l'idéologie du parti, mais nous croyons que le Regroupement national est beaucoup plus que ces deux aspects soulevés par Bellavance. Aussi, lorsque Bellavance en vient à la fusion entre le Regroupement national et les créditistes, il mentionne les circonstances, les dates, les acteurs présents, la coprésidence de René Jutras et Laurent Legault, mais rien n'est dit sur les raisons qui poussent les deux partis à s'allier pour former le Ralliement national.

Le fait que Bellavance ait fait partie du RN nous donne des informations précieuses sur le fonctionnement interne, sur le financement du parti et sur les membres, qui proviennent de différentes classes sociales. Selon l'auteur, « les cadres du parti étaient surtout issus des professions libérales tandis que ceux de la base étaient des petits commerçants, des « collets blancs », des cultivateurs et quelques ouvriers de campagne.<sup>33</sup> » Aussi, il offre des résultats électoraux détaillés. Il souligne que les circonscriptions d'Abitibi-Témiscamingue et du Saguenay-Lac-Saint-Jean sont des régions où le Ralliement national obtient de bons résultats<sup>34</sup>.

Sur le déroulement de la campagne électorale des élections de 1966, aucune information n'est donnée dans *Les partis indépendantistes québécois de 1960 à 1973*. À ce sujet, le livre de Michael B. Stein est celui qui nous en apprend le plus. Bizarrement, le livre de Pelletier a pour thème l'élection de 1966, mais il ne nous

---

<sup>32</sup> René Jutras, *Québec libre*, p.87, dans Lionel Bellavance, *op. cit.*, p.18.

<sup>33</sup> Lionel Bellavance, *op. cit.*, p.22.

<sup>34</sup> *Ibid.*, p.19.



apprend rien de neuf à ce sujet; il reprend essentiellement les propos de Michael B. Stein.

Réjean Pelletier explique la scission du groupe de René Jutras du RIN et leur alliance avec les créditistes par une vision idéologique différente. Les valeurs défendues par le Regroupement national sont à l'opposé de celles du RIN et se rapprochent beaucoup plus de celles des créditistes. Selon son analyse du programme politique du Ralliement national, Pelletier y voit un parti indépendantiste de type créditiste, mais non interventionniste, défendant prioritairement les libertés individuelles face à l'État ainsi que les droits de la personne, de la famille, de la ruralité et des valeurs religieuses en se référant au manifeste du Regroupement national publié dans *La Nation*. Il soutient les mêmes propos que Stein à ce sujet. Réjean Pelletier en vient à la conclusion que la formule d'États associés proposée par le RN aux élections de 1966 est ambiguë en la comparant commodément au rôle de l'État sous Maurice Duplessis sous l'Union nationale<sup>35</sup>. À la figure 9.1, Pelletier réalise un tableau en positionnant de gauche à droite l'interventionnisme étatique des programmes électoraux de chacun des partis se présentant à l'élection de 1966<sup>36</sup>. Il classe le Ralliement national complètement à droite dans son tableau; un parti indépendantiste, non interventionniste et valorisant le crédit social.

Grâce au politologue Réjean Pelletier, l'élection de 1966 a pu mieux être comprise vu son analyse des partis politiques indépendantistes présentés pour la première fois dans une monographie. Néanmoins, contrairement au RIN auquel il consacre des dizaines de pages, l'auteur n'alloue que deux pages au Ralliement national, n'aidant pas à mieux comprendre ce parti. De plus, Pelletier ne fait que mentionner les chefs du parti, sans vraiment émettre d'explication pertinente à leur

---

<sup>35</sup> Réjean Pelletier, *op. cit.*, p.349.

<sup>36</sup> *Ibid.*, p.351.

sujet. En outre, les raisons de leur échec électoral ne sont pas mentionnées. À notre avis, il y a une lacune importante en ce qui concerne les sources. Pelletier mentionne trois ouvrages pour soutenir ces propos historiques sur le RN. Il se réfère à *The Dynamics of Right-Wing Protest : A Political Analysis of Social Credit in Quebec* de Michael B. Stein et *The Rise of a Third Party* de Maurice Pinard<sup>37</sup>, mais en ne donnant aucune page précise pour soutenir ses propos. Il cite aussi le manifeste du Ralliement national dans *La Nation*, organe de diffusion du parti, pour soulever l'influence de l'aile du Regroupement national et de l'aile créditiste pour ce nouveau parti politique. En somme, Réjean Pelletier ne nous offre rien de nouveau au sujet de Ralliement national, car il ne fait que reprendre ce qui a déjà été dit dans les ouvrages qu'il cite. Bref, Pelletier nous pousse à vouloir rectifier certains préjugés et une certaine désinformation concernant le Ralliement national.

Les écrits d'Éric Bédard présentés à la première partie du chapitre nous aident également à situer dans l'historiographie le Regroupement national, le Ralliement national et leurs acteurs politiques. Nous savons qu'il veut prouver que le PQ n'est pas uniquement héritier de la social-démocratie, mais bien que l'*électorat bleu*, défini précédemment, a été l'assurance de la victoire péquiste en 1976.<sup>38</sup> Même si nous ne sommes pas en accord avec la définition de l'*électorat bleu* pour nommer les militants du RN, nous croyons qu'au niveau historiographique, les écrits de Bédard sont une réflexion très pertinente au sujet du RN. Grâce à ce chapitre, nous comprenons que la naissance du Regroupement national est directement en opposition avec la conception de l'indépendance pour le Québec du Rassemblement pour l'indépendance nationale. Selon Bédard, les démissionnaires du RIN rejettent

---

<sup>37</sup> Paru en 1971, l'ouvrage de Maurice Pinard, *The Rise of a Third Party : A Study in Crisis Politics*, Toronto, Prentice-Hall, 1971, 285 p. relate la montée du Parti créditiste au Canada. Dans son analyse, il montre les caractéristiques de l'électeur créditiste, mais aussi, il analyse les résultats électoraux par régions.

<sup>38</sup> *Ibid.*, p.147.

alors l'idée de rupture et les idées gauchisantes des rinistes. De plus, il avance la thèse selon laquelle les deux partis sont une synthèse entre la tradition et la modernité, rapprochant ainsi le traditionalisme et le néonationalisme. Éric Bédard veut démontrer la présence constante de traditionalistes au sein du mouvement indépendantiste des années 1960. De plus, il effectue des parallèles voulant que les rallinistes et René Lévesque aient une idéologie similaire. Cependant, nous croyons que ces similarités sont rapides et que René Lévesque est plutôt héritier du libéralisme. Ainsi, pour Bédard, les rapprochements, et enfin, l'alliance entre le RN et le MSA qui formera le Parti québécois, est d'autant plus logique, vu la similitude de leur conception de l'État québécois. Selon nous, ces rapprochements ne sont pas si évidents et nous pensons plutôt que Lévesque voyait dans l'alliance avec le Ralliement national une façon de rejoindre un électorat plus conservateur et régionaliste. Soulignons aussi que la méthodologie de Bédard est la plus complète et diversifiée, surtout si nous comparons aux auteurs précédents. Néanmoins, pour avoir consulté les mêmes sources, nous croyons que l'analyse est réalisée sans utiliser l'intégralité des sources disponibles. Donc, ce chapitre jette les bases de notre réflexion concernant notre mémoire. Néanmoins, notre approche diffèrera considérablement de celle proposée par Éric Bédard.

#### 1.4 Sources

Le manque d'études au sujet du Regroupement national et du Ralliement national nous oblige à utiliser une multitude de sources primaires et secondaires.

##### 1.4.1 Bibliothèque et Archives nationales du Québec - Centre d'archives de Québec

Notre recherche s'appuie sur les documents recueillis dans le fonds René Jutras. Nous avons circonscrit nos fouilles à la série *politique* de ce fonds qui comptait environ une vingtaine de boîtes. Durant sa présidence, le docteur Jutras a conservé toute la documentation relative au Regroupement national et au Ralliement

national, soit de 1964 à 1966. Par conséquent, toute la correspondance avec les acteurs politiques et les partisans, les documents officiels, les communiqués de presse en plus des versions manuscrites ont pu être étudiés. L'imposante revue de presse, régionale et métropolitaine, conservée par René Jutras concernant ces deux partis, mais aussi le mouvement indépendantiste en général, nous a permis d'obtenir de précieuses informations introuvables aujourd'hui. Finalement, il a été possible d'obtenir tous les exemplaires de *La Nation*, le journal du parti. Ce fonds nous a surtout servi pour les deuxième et troisième chapitres.

Le fonds Gilles Grégoire ne contenait que très peu d'informations au sujet du Ralliement national. Nous avons pu recueillir certains documents officiels concernant sa présidence, les négociations avec le RIN et le MSA, ainsi que la fondation du Parti québécois. Pour cette période allant de 1966 à 1967, le manque de sources au sujet de la présidence de Grégoire ne permet pas autant de profondeur dans l'analyse que nous l'aurions souhaité. Donc, cette contrainte représente l'une des limites de ce mémoire.

#### 1.4.2 Bibliothèque et Archives nationales du Québec - Centre d'archives de Montréal

Le fonds René Lévesque a été un outil précieux pour démystifier le rôle des rallinistes dans les négociations menant à la création du Parti québécois. Les quatre boîtes consultées ont aussi permis de mettre la main sur des documents officiels dactylographiés, mais aussi sur plusieurs documents manuscrits permettant d'élucider certains questionnements à propos du rôle de Gilles Grégoire et des rallinistes durant les pourparlers qui ont mené à la création du PQ. Cependant, ces sources sont celles rédigées par les membres du MSA. Donc, les informations recueillies sont centrées surtout sur les actions de leurs membres. Aussi, elles sont souvent illisibles par leur calligraphie ou par leur manque de sens, car il s'agit de notes manuscrites.

En fouillant la vingtaine de boîtes de l'année 1964, la correspondance trouvée dans le fonds du Rassemblement pour l'indépendance nationale permet de cerner les

causes de la scission entre les rinistes et le groupe de l'Est-du-Québec. Par le fait même, nous y avons aussi découvert certains périodiques de l'époque qui ont permis d'approfondir notre analyse.

#### 1.4.3 Réseaux des archives du Québec - Centre de recherche Lionel-Groulx

Peu de documentation a été répertoriée à ce centre de recherche, mis à part quelques cartes de souhaits entre René Jutras et Lionel Groulx, dans le fonds du même nom. Aussi, le fonds Michel Brochu nous a permis de constater certains échanges postaux entre Jutras et des créditistes. Nous y avons trouvé un exemplaire du programme du Ralliement national. Ce fonds nous permet de faire le lien avec seulement trois personnalités politiques et le contenu de leurs échanges reste assez sommaire.

#### 1.4.4 Monographies

Deux publications de l'époque nous ont permis de mieux comprendre le Regroupement national et le Ralliement national. D'abord, René Jutras publie en 1965 un essai politique intitulé *Québec Libre* pour accompagner son entrée en politique active. Avec ce petit livre, nous pouvons approfondir nos connaissances au sujet de la théorie indépendantiste du docteur Jutras, chef du RN. Néanmoins, cette source s'avère être un recueil d'articles déjà publiés dans les journaux que nous avons déjà analysés.

Dans *Les buts, les principes, les politiques du Ralliement National* paru en avril 1966, les chefs conjoints du Ralliement national, René Jutras et Laurent Legault, y définissent les grandes lignes de ce que sera le programme politique. Ce document d'une vingtaine de pages a pour objectif de transmettre la pensée politique du RN nouvellement formé pour les élections de juin 1966. Concis et clair, ce programme politique abrégé a la qualité de nous expliquer le point de vue ralliniste, et ainsi, être

un excellent complément au programme politique officiel qui paraîtra deux mois plus tard.

#### 1.4.5. Périodiques et articles de journaux

Comme nous l'avons souligné précédemment, la revue de presse contenue dans le fonds René Jutras permet l'utilisation d'articles de journaux d'une grande diversité. D'une part, beaucoup de journaux régionaux sont répertoriés, comme *Progrès-Dimanche* de Chicoutimi, *La Nouvelle* de Victoriaville, *La Tribune* de Sherbrooke, *L'Action* de Joliette, *Le Nouvelliste* de Trois-Rivières et *L'Union des Cantons-de-l'Est*. En outre, les quotidiens citadins, autant francophones qu'anglophones, sont aussi considérablement employés : le *Montreal Star*, *Le Devoir*, *Le Soleil*, *The Record*, le *Métro-Express*, *The Gazette*, *La Presse* et le *Montréal-Matin*. D'autre part, nous avons eu recours à quelques articles de périodiques de cette période afin de réellement réaliser un portrait global de la couverture médiatique concernant des problématiques précises. Pour ce faire, les articles des *Cahiers Cité Libre*, de *L'Indépendance*, du *Magazine Mclean*, de *Pleins Pouvoirs*, de *Monde nouveau* et de *Partis Pris* ont été mis à profit. Finalement, le périodique le plus utile est sans contredit le journal officiel du Regroupement national, et ensuite, du Ralliement national, *La Nation*, qui suit ces deux partis tout au long du parcours politique que nous retraçons ici.

#### 1.5 Conclusion

Pour conclure, nous utiliserons le terme *traditionaliste* pour parler des membres du Regroupement national et du Ralliement national qui épousent un nationalisme de droite. Il est important de rappeler que les nationalismes sont plurivoques, et par conséquent, que plusieurs droites sont présentes au sein de la société québécoise durant les années 1960. Nous avons défini celle que nous étudierons ici, la droite traditionaliste, grâce à Pierre Trépanier et Xavier Gélinas.

À travers le bilan historiographique, nous voyons que le Regroupement national et le Ralliement national ne sont que très peu mentionnés dans l'historiographie québécoise. Ce qui est dit à ce sujet est souvent catégorisé ou mal situé historiquement. Aussi, la majorité des citations concernant le RN sont utilisées de façon opportuniste par les différents auteurs. En fait, le RN est habituellement cité afin d'expliquer d'autres phénomènes politiques comme les dissensions au sein du Rassemblement pour l'indépendance nationale, l'arrivée des créditistes sur la scène politique provinciale ou la création du Parti québécois. Grâce aux sources utilisées, nous pourrions donc réintégrer le RN et ses acteurs politiques dans l'historiographie. Comme nous l'avons souligné précédemment, les propos d'Éric Bédard ont permis de réaliser une première réflexion pour notre recherche, car il est le seul à situer historiographiquement le RN avec justesse. Pour notre part, notre mémoire va aller beaucoup plus en profondeur. Bref, nous analyserons plus finement toutes les valeurs constitutives de l'idéologie des traditionalistes guidant le Regroupement national et le Ralliement national tout en retraçant leur parcours politique à travers l'histoire du mouvement indépendantiste.

## CHAPITRE II

### L'ÉMERGENCE D'UN PARTI INDÉPENDANTISTE DE DROITE

#### 2.1 Introduction

La Révolution tranquille est une période charnière dans l'histoire du Québec, où l'on connaît des transformations importantes dans toutes les sphères de la société. Les changements qui nous intéressent ici sont liés au nationalisme, se mutant d'un clériconalisme à un néonationalisme. Ce néonationalisme se veut plus interventionniste, progressiste et revendicateur quant à la place du Québec dans la Confédération et dans le monde. À ce bouillonnement idéologique s'ajoute un nouveau projet : l'indépendance du Québec.

En effet, l'idée d'indépendance est pour la première fois sérieusement considérée comme une solution politique crédible au Québec. Alors, nous nous posons la question suivante : comment pouvons-nous mieux comprendre l'émergence d'un nationalisme traditionnel qui allie l'idée d'indépendance du Québec? Nous avançons l'hypothèse que les fondateurs du Regroupement national rejettent l'idée de rupture avec le passé, de même que toutes les formes d'idéologies gauchisantes. Cependant, nous croyons aussi que les membres du RN croient à une indépendance conciliant l'idée de continuité et de modernité. Afin de confirmer ces hypothèses, nous analyserons le Regroupement national à travers sa fondation, ses valeurs, ses membres et son fonctionnement.



## 2.2 Le Rassemblement pour l'indépendance nationale

C'est à la suite d'une scission au sein du RIN que naîtra le Regroupement national, un parti politique indépendantiste traditionaliste. Par conséquent, il nous apparaît primordial de retracer brièvement le parcours et les aspirations idéologiques du RIN afin de bien comprendre le positionnement du Regroupement national sur la scène politique québécoise. Comment l'idée d'indépendance est-elle née? Quels sont les groupes, mouvements ou partis politiques qui valorisent cette idée? Qui sont les acteurs importants de la promotion de l'idée d'indépendance du Québec durant les années 1960?

### 2.2.1 Le mouvement d'éducation populaire

En 1959, l'idée d'indépendance pour le Québec est proposée par un mouvement, l'Alliance laurentienne de Raymond Barbeau. Idéologiquement conservateur, l'AL ne survivra pas longtemps à la montée du néonationalisme au Québec. Cependant, ce mouvement sera le premier à revendiquer l'idée d'indépendance pour le Québec, idée qui sera reprise quelques mois plus tard par le Rassemblement pour l'indépendance nationale.

Au départ, le Rassemblement pour l'indépendance nationale est un mouvement d'éducation populaire voulant faire connaître l'idée d'indépendance à la population québécoise. Selon son premier président, le RIN se définit comme « un organisme qui vise à influencer le pouvoir politique, directement ou indirectement, sans chercher à s'en emparer ouvertement.<sup>1</sup> »

À la mort de Duplessis en 1959, André D'Allemagne et son collègue Marcel Chaput, membres de l'Alliance laurentienne, désirent créer un mouvement plus démocratique, car les institutions sociales et politiques proposées par l'Alliance

---

<sup>1</sup> André D'Allemagne, *Le R.I.N. de 1960 à 1963*, Montréal, Éditions l'Étincelle, 1974, p.13.

laurentienne sont trop près du fascisme pour leurs convictions politiques. Avec d'autres collègues, dont Jacques Désormaux, Jean Drouin et Claude Préfontaine, ils fondent ainsi un nouveau mouvement politique. Le but est de « répandre et de faire accepter l'idée d'indépendance, [d'] amener la population à vouloir l'instauration au Québec d'une république libre, française et démocratique.<sup>2</sup> » Le nom du parti est choisi précisément pour faire réfléchir les Québécois sur la signification du concept de nationalité. Notion avant-gardiste pour l'époque, le mot *national*, selon les rinistes, ne fait pas référence au nationalisme canadien, mais renvoie plutôt à l'idée d'une autre nation, la nation québécoise<sup>3</sup>. Le contexte international est propice à l'émergence de nouvelles idées politiques : la pression démographique des jeunes *baby-boomers*, la décolonisation et l'indépendance des colonies à travers le monde, le mouvement noir aux États-Unis et la révolution cubaine. Au congrès d'octobre 1961, un nouveau président est élu, Marcel Chaput, ainsi que deux vice-présidents, Rodrigue Guité et André D'Allemagne. En septembre 1962, le RIN fonde sa propre revue officielle *L'Indépendance*, qui sera éditée jusqu'à la fin du mouvement en 1968.

### 2.2.2 La première scission et le Parti républicain du Québec

Dès 1961, certains membres du RIN, dont le président Marcel Chaput et un militant actif, Pierre Bourgault, évoquent l'idée de transformer le mouvement en parti politique. Ce projet rencontre certaines résistances, surtout celles du penseur riniste, André D'Allemagne. Son argument principal est que :

Notre nationalisme est démocratique parce que nous faisons de l'indépendance un idéal national et qu'un idéal n'est national que s'il a l'appui de toute la

---

<sup>2</sup> Lionel Bellavance, *Les partis indépendantistes québécois de 1960-73*, Montréal, Anciens Canadiens, 1973, p.12.

<sup>3</sup> Jean-Claude Labrecque, *Le R.I.N.* [film 16 mm coul.], Montréal, Production Virage, 2001, 78 min.

nation ou tout au moins de la grande majorité de la nation. Voilà pourquoi nous refusons d'abaisser l'idée de l'indépendance au niveau de la politique de partis.<sup>4</sup>

Selon lui, il est prématuré et même suicidaire de partir en campagne électorale parce que la grande majorité de la population québécoise ne comprend pas encore l'idée d'indépendance. Malgré tout, après le congrès de 1961, « le Conseil central instituait un Comité politique pour étudier la possibilité de transformer le R.I.N. en parti politique.<sup>5</sup> » Trop pressé de fonder un parti politique, Marcel Chaput quitte le mouvement afin de créer, le 17 décembre 1962, le Parti républicain du Québec (PRQ). Son départ marque la première vague de dissensions.

### 2.2.3 Le parti politique

En mars 1963, le RIN devient un parti politique. En mai 1964, lors du Congrès national à Québec, Pierre Bourgault devient le nouveau président du RIN en battant Guy Pouliot. Il en restera le chef charismatique jusqu'à la dissolution du parti en 1968<sup>6</sup>. Déjà en 1964, un chroniqueur de la revue *Parti Pris* constate « l'ouverture à gauche » du RIN depuis l'arrivée de Bourgault à la présidence, tout en dénonçant le manque de radicalisme des positions rinistes<sup>7</sup>. Dans ce même article, Robert Maheu affirme que ces positions de plus en plus à gauche entraînent des conflits au sein de l'organisation, notamment avec l'aile droite du parti regroupant entre autres René Jutras, Jean Miville-Dechéne et Jean Garon.

Les débats entourant la question nationale reflètent bien les profonds changements de la société québécoise à ce moment. L'idée d'indépendance est encore

---

<sup>4</sup> André D'Allemagne et Michel Martin, *Une idée qui somnolait : écrits sur la souveraineté du Québec depuis les origines du R.I.N. (1958-2000)*, Montréal, Comeau et Nadeau, 2000, p.81.

<sup>5</sup> Lionel Bellavance, *op. cit.*, p.13.

<sup>6</sup> Jean-Claude Labrecque, *op. cit.*

<sup>7</sup> Robert Maheu, « L'ouverture à gauche », *Parti Pris*, vol. 2, n° 2, 1964, p.54.

marginale au début des années 1960, mais promue par le RIN, elle gagne en popularité au sein de la frange plus revendicatrice et contestataire de la population québécoise. Sympathisants des idées gauchistes, les jeunes militants marxistes de la revue *Parti Pris* viennent gonfler les rangs du parti et le RIN confirme une orientation idéologique vers la gauche. Ce tournant ne plaît pas à certains rinistes d'allégeance plus conservatrice, mais qui ont toujours une foi inébranlable dans l'indépendance. Cependant, leur projet d'indépendance est différent. Une deuxième scission au sein du parti transformera l'échiquier politique des indépendantistes.

### 2.3 La scission de la droite au sein du Rassemblement pour l'indépendance

Selon la perception de René Jutras, le début du mandat de Pierre Bourgault marque « le triomphe définitif de la *chapelle* [de Montréal] » et la direction du RIN devient « le jouet d'irresponsables rêveurs en mal de révolution<sup>8</sup> ». Le groupe de *Parti Pris* prend de plus en plus de place et un groupe de rinistes traditionalistes, dont fait partie le docteur Jutras, se fait de moins en moins entendre. Sept rinistes de la région de l'Est-du-Québec en viennent à démissionner du parti. Examinons les causes de cette scission.

#### 2.3.1 Le contexte de la scission

D'abord, référons-nous à l'*Avis au peuple* que les premiers dissidents ont lancé à la population québécoise dans les grands quotidiens le 29 août 1964. Dans ce communiqué, les dissidents insistent surtout sur « leur devoir d'informer le peuple en général et les membres du Rassemblement pour l'indépendance nationale en particulier que ce parti politique a dévié de son caractère original en raison

---

<sup>8</sup> René Jutras, « L'indépendance du Québec : autopsie d'une démission », *La Nouvelle*, 22 septembre 1964, p.15.

d'infiltrations idéologiques qu[']ils] réprouv[ent].<sup>9</sup> » En fait, à ce moment, le RIN n'a pas nécessairement détourné de son objectif principal qui est de faire l'indépendance du Québec, comme le souligne Pierre Bourgault lors d'une conférence de presse concernant les démissionnaires : « Nous affirmons que le RIN n'a, en aucune façon dévié de sa voie première. La pensée et la doctrine du parti, pour leur plus grande part, ont été édifiées par les membres de la direction actuelle du parti.<sup>10</sup> » Démocratique, par son fonctionnement et sa structure, le parti se positionne idéologiquement selon les aspirations de ses membres majoritairement urbains, ayant moins de 30 ans et réceptifs aux idées révolutionnaires gauchisantes. Nous croyons simplement que le groupe de l'Est-du-Québec a une conception de l'indépendance de la province différente de la majorité des rinistes, et qu'avant l'été de 1964, cette divergence d'opinions n'a pas encore été mise à l'épreuve. Dans un article de *La Nouvelle*, René Jutras explique que la souveraineté du Québec à laquelle il a adhéré en avril 1964 est bien différente de celle de mai 1964 : « En fait, c'était à la souveraineté du Québec que j'adhérais et puisqu'à ce moment-là le RIN n'avait pas pris encore la tangente révolutionnaire et était le seul à promouvoir cette cause, je me suis inscrit dans ses rangs.<sup>11</sup> » Mais comment l'idéologie du RIN aurait-elle pu changer aussi vite? Est-ce seulement que René Jutras croit en l'indépendance sans adhérer à l'idéologie de la majorité de ce parti? La conception personnelle de l'indépendance que se fait le docteur Jutras est rapidement mise à l'épreuve lorsqu'il rencontre pour la première fois les dirigeants et les militants à Montréal à la fin d'avril 1964. Il avoue même que c'est « une cruelle déception » et il a le sentiment de se faire méprendre pour « le cave de province<sup>12</sup> ». René Jutras explique sa

---

<sup>9</sup> « Défection de cinq chefs du RIN de la région de Québec », *Le Devoir*, 29 août 1964.

<sup>10</sup> Rassemblement pour l'indépendance nationale, *Conférence de presse de Pierre Bourgault*, 3 septembre 1964, p.2. Centre d'archives de Montréal, Fonds Rassemblement pour l'indépendance nationale, P300, 1990-10-047/1.

<sup>11</sup> René Jutras, « L'indépendance du Québec », *loc. cit.*, p.15.

<sup>12</sup> *Ibid.*

désillusion : « J'ai cru comprendre, ce soir-là, que bon nombre de ces militants, dont la voix était prépondérante, travaillaient pour une indépendance qui ne coïncidait pas du tout avec celle que je souhaite pour la nation canadienne-française.<sup>13</sup> » L'élection de Pierre Bourgault à la présidence du parti au congrès de mai 1964 confirme cette tendance gauchiste au RIN que Jutras désapprouve. Malgré tout, le docteur Jutras se fait élire comme délégué dans la région d'Arthabaska pour unir sa voix avec d'autres membres de la région de l'Est-du-Québec<sup>14</sup>. De ce groupe au sein des délégués rinistes, nous retrouvons entre autres Jean Garon, Gérard Ouellet, Paul Sabourin, Jean Miville-Dechêne, Joseph Costisella, Lucien Lessard et Pierre Roy<sup>15</sup>.

Déjà en juin 1964, le premier indice d'un conflit entre la direction du RIN et les rinistes traditionalistes est palpable. Paul Sabourin, un avocat de Baie-Comeau, répond à un membre du journal *L'Indépendance*, Pierre Léger. En fait, Léger semble avoir accusé à tort Jean Miville-Dechêne et Paul Sabourin de chantage pour arriver à leurs fins<sup>16</sup>. Le 8 août 1964, lors d'une réunion de l'exécutif, le conseil central procède à l'expulsion de Jean Miville-Dechêne, un courtier d'assurances et vice-président de RIN pour la région de Québec « pour indiscipline et refus systématique de collaborer avec le parti.<sup>17</sup> » Grâce au rapport de la séance du Conseil central du 8 août, nous comprenons que Miville-Dechêne et Jean Garon ont obtenu des informations que seul le conseil exécutif était en droit d'avoir. Ces deux membres refusent de divulguer leurs sources et Miville-Dechêne lance que « toute décision du

---

<sup>13</sup> *Ibid.*

<sup>14</sup> Congrès national RIN, *Liste des délégués*, 31 mai 1964, p.2. Centre d'archives de Montréal, Fonds Rassemblement pour l'indépendance nationale, P300, 1990-10-047/20.

<sup>15</sup> *Ibid.*, p.1 à 6.

<sup>16</sup> Lettre de Paul Sabourin à Pierre Léger, juin 1964. Centre d'archives de Montréal, Fonds Rassemblement pour l'indépendance nationale, P300, 1990-10-047/20.

<sup>17</sup> Pierre Bourgault, « Au sujet des démissions », *L'Indépendance*, septembre 1964.

Conseil central prise en l'absence des représentants de la région de Québec sera irrecevable.<sup>18</sup> »

À la même réunion, Jean Garon, économiste et président de la région de Québec, se fait suspendre du RIN par le comité exécutif qui lui donne « [...] un sévère avertissement à propos de vos attitudes et agissements vis-à-vis la direction du parti.<sup>19</sup> » Dans la lettre que Pierre Bourgault envoie à Garon au sujet de cette suspension, il explique que « ce que le Conseil central vous reproche le plus, je crois, c'est cette attitude systémique d'opposition.<sup>20</sup> » Jean Miville-Dechéne et Jean Garon font partie de ce groupe plus conservateur, et les autres membres de ce clan ne tarderont pas à démontrer leur mécontentement relativement à la suspension et à l'expulsion de leurs confrères d'idées.

Coup de théâtre au Rassemblement pour l'indépendance nationale. Quelques jours plus tard, soit le 28 août 1964, cinq rinistes traditionalistes appartenant aussi au groupe de l'Est-du-Québec donnent en bloc leur démission. Il s'agit de René Jutras, président de la région des Bois-Francs, Jean-Marc Béliveau, vice-président de la région des Bois-Francs, Jean Garon, président de la région de Québec, Paul Sabourin, vice-président de la région de Québec et François Lafrenière, aussi vice-président de la région de Québec<sup>21</sup>. Aussi, un document est remis aux journalistes parlementaires contenant les noms et signatures des démissionnaires ainsi qu'un « Avis au peuple ». Ce document est présenté dans les journaux du 29 août.

---

<sup>18</sup> *Rapport de la séance du Conseil central du RIN*, Montréal, 8 août 1964, p.1. Centre d'archives de Montréal, Fonds Rassemblement pour l'indépendance nationale, P300, 1990-10-047/20.

<sup>19</sup> Lettre de Pierre Bourgault à Jean Garon, 11 août 1964. Centre d'archives de Montréal, Fonds Rassemblement pour l'indépendance nationale, P300, 1990-10-047/20.

<sup>20</sup> *Ibid.*

<sup>21</sup> « Défection de cinq chefs du RIN de la région de Québec », *Le Devoir*, 29 août 1964.

Dans la même semaine, s'ajoutent Jean Miville-Dechéne, déjà expulsé du RIN, mais aussi, quelques jours plus tard, Raymond Tremblay, président de la région du Saguenay-Lac St-Jean et Marc-André Bédard, président de la région de Chicoutimi<sup>22</sup>. Par l'intermédiaire de Paul Sabourin, Lucien Lessard, président du comté de Saguenay et Pierre Roy, vice-président du comté de Saguenay, se joignent aussi au rang des dissidents du RIN<sup>23</sup>. En moins d'une semaine, le Rassemblement pour l'indépendance nationale perd plus de sept cadres de parti de la région de l'Est-du-Québec.

Ces démissions massives montrent bien qu'un conflit d'envergure fait rage au RIN. Claude Déry, de *La Tribune* de Sherbrooke, soutient que

Le [Rassemblement] pour l'indépendance nationale (RIN) s'effrite à vue d'œil et tout indique que ce parti politique ne survivra pas au coup mortel que constitue la déclaration adressée au peuple du Québec hier, déclaration directe contre certains militants du parti qui travaillent à l'organisation d'une véritable révolution.<sup>24</sup>

Pour sa part, le journaliste du *Devoir* rapporte que les démissionnaires ont posé cette action « alléguant que la direction actuelle du parti est dominée par des éléments qui veulent conduire le Québec sur la voie néfaste de la révolution<sup>25</sup> ». Mais qu'en est-il vraiment? Est-ce seulement à cause de possibles infiltrations révolutionnaires au sein du parti que ces membres dissidents ont décidé de quitter en bloc le RIN?

---

<sup>22</sup> Claude Déry, « Sept chefs de file du RIN quittent les rangs du parti », *La Tribune*, 29 août 1964.

<sup>23</sup> Lettre à Paul Sabourin, René Jutras, Jean Garon et Jean Miville-Dechéne, 29 août 1964. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3.

<sup>24</sup> Claude Déry, *loc. cit.*

<sup>25</sup> « Défection de cinq chefs », *Le Devoir*, 29 août 1964.



### 2.3.2 La cause idéologique

La raison première de la démission des dissidents concerne la tendance idéologique du RIN et leur propre conception de l'indépendance. René Jutras est le porte-étendard du groupe de l'Est-du-Québec. Ayant déjà une chronique hebdomadaire dans le journal local de Victoriaville, *La Nouvelle*, il prend la parole dans les médias afin d'expliquer sa défection du RIN. Par le biais de plusieurs articles publiés dans les journaux régionaux et montréalais, Jutras précise sa pensée indépendantiste qui est en contradiction avec celle du RIN. Son rejet total de toutes idéologies de gauche est bien senti dans « Maudit soit le patriotisme! Alerte à tous les Québécois indépendantistes », paru dans *Le Devoir* du 31 août 1964.

Selon son point de vue, tout homme ressent le besoin d'appartenir à une nation. Jutras associe le concept de la patrie à la famille, car « l'épanouissement du citoyen [...] aura toujours besoin de l'action éducatrice d'une nation, elle-même issue d'une patrie, et des institutions culturelles mises en place pour la survie de cette nation et de cette patrie.<sup>26</sup> » Son cheminement idéologique met au premier plan la famille, comme cellule primaire de la société, et la nation, comme protectrice de la culture et des traditions.

Dans un long exposé théorique des idées de la gauche, il rappelle bien l'incompatibilité entre le concept de prolétariat marxiste et le concept de patriotisme. À son avis, « [...] la patrie, qui prend racine dans la spiritualité de l'homme, est une constance qui transcende les époques en défiant étrangement la loi inexorable du matérialisme didactique qui prédit la destruction de toute structure sociale parce qu'essentiellement issu de la matière.<sup>27</sup> » Il dénonce les militants gauchistes du RIN qui s'approprient l'idée d'indépendance du Québec, car, selon lui, les théories de

---

<sup>26</sup> René Jutras, « Maudit soit le patriotisme! Alerte à tous les Québécois indépendantistes », *Le Devoir*, 31 août 1964.

<sup>27</sup> *Ibid.*

gauche sont en opposition avec ce concept. Par rapport à ces rinistes, il affirme en conclusion : « Quant à la promotion qu'ils font de l'indépendance du Québec, elle est fallacieuse et hypocrite. Un marxiste n'est pas au service de l'indépendance ni de sa patrie, mais au service de son idéologie. Seul l'amour rectifié de la patrie a droit de servir de mobile à l'indépendance du Québec.<sup>28</sup> » Il déplore que beaucoup de militants au RIN soient agnostiques et désirent « tout jeter par-dessus bord.<sup>29</sup> »

En somme, au moment de sa démission, René Jutras reproche principalement au RIN de prôner l'indépendance du Québec en rejetant ce qui fait, selon lui, le Québec. Les éléments liés à la religion catholique, les traditions familiales et la culture canadienne-française sont remplacés par une promotion de la laïcisation ainsi que l'adhésion aux idées étrangères de gauche promouvant une révolution pour l'aboutissement d'une société québécoise moderne. Bref, comme nous l'expliquerons en profondeur ultérieurement, Jutras suivi par le groupe de dissidents, favorise une indépendance basée sur les valeurs traditionnelles qui sont en contradiction avec celles prônées par le Rassemblement pour l'indépendance nationale.

### 2.3.3 Les causes régionales et financières

À ce conflit d'ordre idéologique s'ajoute une dispute régionale. En proclamant leur groupe comme étant de la région de l'Est-du-Québec, les membres traditionalistes créent une faction au sein du RIN ce qui ne plaît aucunement à Pierre Bourgault :

[...] la région de l'*Est-du-Québec* n'existe pas. [...] cette apparition de postes fictifs reflète le fond du conflit, c'est-à-dire le désir manifesté depuis longtemps

---

<sup>28</sup> *Ibid.*

<sup>29</sup> René Jutras, « Pourquoi j'ai démissionné », *L'Union des Cantons-de-l'Est*, 9 septembre 1964, p.1.

déjà par un groupe de rinistes de la région de Québec de vouloir contrôler tout l'Est-du-Québec, créant ainsi une division artificielle au sein du parti.<sup>30</sup>

Cependant, nous devons rappeler que le Conseil central donne son aval à ce que ce groupe s'appelle ainsi lors de la réunion du 21 mars 1964 : « La région de Québec portera dorénavant le nom de Région de l'Est du Québec<sup>31</sup> », pour spécifier deux mois plus tard que « l'appellation de la région de l'Est du Québec s'applique dans le cas où ce changement n'entraîne pas de conséquences d'ordre administratif<sup>32</sup> », et finalement, rectifier à la réunion de juin que ce terme serait aboli en vertu de la Constitution du RIN<sup>33</sup>.

Le fait est que ces cadres de l'Est-du-Québec ne sont pas assez nombreux au RIN pour contrecarrer la tendance gauchiste au sein du parti. Même Bourgault soutient que : « Ils ont cru pouvoir imposer leurs petites volontés à une majorité de membres qui refuse de s'en laisser imposer. Ils ont toujours fait un blocage systématique à toute opinion ou directive qui venait de la direction nationale.<sup>34</sup> » Les conflits régionaux sont donc l'une des causes de l'expulsion de Jean Miville-Dechéne et de la suspension de Jean Garon. Dans la lettre de suspension datée du 11 août, Bourgault souligne à Garon que « [...] selon la constitution même du RIN, la région n'est jamais l'égale du Conseil central du parti. En fait, elle lui est soumise.<sup>35</sup> » À cet argument, il ajoute : « Les membres désireraient cependant vous voir penser *national* aussi bien que *régional* lorsque vous siégez au Conseil central. » Pierre

---

<sup>30</sup> Pierre Bourgault cité dans « Défection de cinq chefs », *Le Devoir*, 29 août 1964.

<sup>31</sup> Compte rendu de la réunion du Conseil central du RIN, Montréal, 21 mars 1964, p.2. Centre d'archives de Montréal, Fonds Rassemblement pour l'indépendance nationale, P300, 1990-10-047/20.

<sup>32</sup> *Ibid.*

<sup>33</sup> Rapport de séance du comité exécutif, 20 juin 1964, p.4. Centre d'archives de Montréal, Fonds Rassemblement pour l'indépendance nationale, P300, 1990-10-047/20.

<sup>34</sup> Pierre Bourgault, « Au sujet des démissions », *L'Indépendance*, septembre 1964.

<sup>35</sup> Lettre de Pierre Bourgault à Jean Garon, 11 août 1964. Centre d'archives de Montréal, Fonds Rassemblement pour l'indépendance nationale, P300, 1990-10-047/20.

Bourgault semble le dire encore une fois : « Voulez-vous savoir pourquoi ils ont démissionné? Pour une seule et unique raison : la direction du RIN ne chante pas leur chanson. Leurs privilèges ont été abrogés; il a été clairement établi que les régions ne sont pas égales au Conseil central [...].<sup>36</sup> » Bref, en nous référant à l'attitude de Pierre Bourgault et aux constats du docteur Jutras, nous pouvons donc conclure que le rejet est autant celui du groupe de Montréal que celui des régions.

Ces querelles ont un lien avec les disputes idéologiques mentionnées précédemment. Au milieu des années 60, les différentes régions de l'Est-du-Québec ont peu de contacts avec les mouvements dits révolutionnaires. Certes, les ouvrages marxistes sont accessibles, mais les idées de gauche sont moins répandues en dehors de Montréal. Ceci explique cette citation de René Jutras décrivant ces rencontres avec les rinistes : « Plus les réunions se succédaient, plus un fossé profond s'élargissait entre les factions de Montréal et celles des provinces [...].<sup>37</sup> » Bref, le désir d'indépendance des militants de l'Est-du-Québec ne correspond pas avec la même réalité que celui de la région métropolitaine.

Pour ajouter à la cause idéologique et régionale, Jean Garon, membre démissionnaire du RIN, soulignait, lors d'une entrevue à l'été de 2008, que les rinistes de l'Est-du-Québec avaient recruté bon nombre de nouveaux adhérents et de cotisations pour le RIN<sup>38</sup>. Effectivement, dans le fonds RIN, nous avons pu trouver une chemise remplie de nouvelles adhésions faites par Jean Miville-Dechéne, et ce, seulement dans les six premiers mois de l'année 1964. Les cadres de l'Est espéraient pouvoir obtenir certains montants pour organiser des activités dans leurs régions respectives, mais le conseil central n'était pas d'accord avec cette idée. L'argent des

---

<sup>36</sup> Pierre Bourgault, « Au sujet des démissions », *L'Indépendance*, septembre 1964.

<sup>37</sup> René Jutras, « Pourquoi j'ai démissionné », *loc. cit.*, p.1.

<sup>38</sup> Janie Normand, Entrevue avec Jean Garon concernant le Regroupement national et le Ralliement national, Québec, 15 août 2008.

cotisations était dépensé, selon les dires de Jean Garon, plutôt dans la région métropolitaine. En effet, dans le rapport de la séance du 20 juin 1964, il est proposé par le comité exécutif que

sur le montant de la cotisation, \$2,50 soit versé au National, \$1,25 au régional et \$1,25 au comté. Le comté enverrait le montant global de la cotisation au national, dont le secrétariat ferait ensuite partage. Les cotisations venant de comtés non organisés resteraient au national.<sup>39</sup>

Pour les rinistes traditionalistes, cette situation n'a fait qu'accroître les conflits déjà existants au sein du RIN.

Nous pouvons conclure que sept cadres du Rassemblement pour l'indépendance nationale ont démissionné de ce parti pour trois raisons. La principale est la divergence idéologique entre ces sept cadres ainsi que la direction du RIN et la majorité des rinistes. Cette divergence idéologique est liée à une conception différente du projet d'indépendance pour le Québec. À ces conflits s'additionne une rivalité entre les cadres de la région de Montréal et ceux des régions. Les cadres régionaux nomment leur groupe de l'Est-du-Québec, mais cette qualification divise le mouvement, selon le président, Pierre Bourgault. Finalement, les querelles régionales s'amplifient avec une répartition inégale des contributions financières des membres, selon les rinistes traditionalistes. Les dissidents sont maintenant sans parti, mais toujours avec l'espoir d'un Québec souverain. Les traditionalistes n'ont pas dit leur dernier mot.

## 2.4 Le Regroupement national

Après avoir quitté les rangs du RIN, les démissionnaires proposeront une alternative politique aux indépendantistes du Québec. Nous verrons les événements

---

<sup>39</sup> Rapport de la séance du comité exécutif du 20 juin 1964, *op. cit.*, p.1.

qui mèneront à la création de ce nouveau parti politique. Surtout, nous tenterons de mieux comprendre les acteurs politiques qui amorcent ces actions. Aussi, nous cernerons leurs valeurs, la portion de la population québécoise qui répondra à cet appel ainsi que les structures et le fonctionnement de cette nouvelle proposition politique.

#### 2.4.1 Contexte de fondation et membres fondateurs

Lors d'une assemblée au Collège des jésuites le 6 septembre 1964, les démissionnaires du RIN se réunissent afin d'établir un plan d'action. Les militants indépendantistes jonglent avec l'idée de poser une action politique en réaction à leurs démissions massives dues à « des raisons idéologiques très importantes concernant l'orientation du parti.<sup>40</sup> » Les personnes présentes à cette assemblée sont René Jutras, Jean Miville-Dechêne, Gérard Ouellet, Antoine Larue, Gilles Morin, George Dupont, Gabriel Pelletier, Marc-André Bédard, Jean Garon, Jean-Marc Béliveau, Paul Sabourin, François Lafrenière et Lucien Lessard. Il semble que Pierre Roy devait se présenter, mais son nom est raturé. Aussi, trois observateurs assistent à la rencontre : Alain Bouchard, Jean Maurice et Joseph Costisella.

Ces militants se posent plusieurs questions relatives à leur avenir politique : « Se résigneront-ils à l'inaction ou se grouperont-ils dans un nouveau parti politique? [...] Est-il opportun de fonder un nouveau parti politique? Et dans l'affirmative, quelles sont les structures de ce nouveau parti politique?<sup>41</sup> » Après discussion, il est convenu de la nécessité de poser une action immédiate, mais à certaines conditions posées par le docteur Jutras. Ces conditions seront établies dans un manifeste auquel les futurs adhérents au parti devront souscrire. Les premières assises du manifeste

---

<sup>40</sup> Lucien Lessard (Secrétaire), Procès verbal de l'Assemblée du 6 septembre 1964. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

<sup>41</sup> *Ibid.*

sont précisées ainsi qu'une proposition de nom pour le journal de parti. Jean Miville-Dechêne suggère de demander à Paul Bouchard d'utiliser *La Nation*, nom de l'ancien hebdomadaire nationaliste des années 30. Gérard Ouellet propose le « Regroupement national » pour nommer le nouveau parti politique. Pour le moment, le nom n'est pas adopté à cette assemblée, mais nous savons que ce sera cette appellation qui sera choisie. Un comité provisoire est mis sur pied : René Jutras est élu président, Jean-Marc Béliveau est le secrétaire, Jean Miville-Dechêne est trésorier et Lucien Lessard est directeur du journal. Sans être assignés à une tâche précise, Marc-André Bédard, Gabriel Pelletier et François Lafrenière font aussi partie du comité provisoire. Finalement, il est convenu de rendre publique la création de ce nouveau parti indépendantiste lors d'une conférence de presse le 27 septembre 1964, tout en publiant le premier numéro de *La Nation*.

La conférence de presse a lieu au grand salon du Palais Montcalm à Québec. Elle trouve un écho dans la plupart des médias québécois, autant francophones qu'anglophones<sup>42</sup>. Le chef du Regroupement national, René Jutras, souligne que le nouveau parti a été fondé en date symbolique du 13 septembre, journée d'anniversaire de la défaite des Plaines d'Abraham<sup>43</sup>. La presse retient surtout que le Regroupement national se dit un « parti politique qui veut l'indépendance du Québec par des moyens pacifiques<sup>44</sup> » et entend « faire du Québec un État souverain, démocratique, de culture française et d'inspiration chrétienne.<sup>45</sup> »

---

<sup>42</sup> *Montreal Star*, *L'Union des Cantons de l'Est*, *L'Action catholique*, *Montréal-Matin*, *Le Soleil*.

<sup>43</sup> « Regroupement national et son chef le Dr Jutras sur la scène politique », *L'Union des Cantons de l'Est*, 30 septembre 1964, p.1.

<sup>44</sup> « Le Regroupement national : Un parti politique qui veut l'indépendance du Québec par des moyens pacifiques », *Le Soleil*, 31 septembre 1964.

<sup>45</sup> « Regroupement national et son chef », *loc. cit.*, p.1.

René Jutras rappelle qu'il occupe temporairement le poste de président, vu que « [s]es responsabilités de père famille seront toujours prioritaires ainsi que [s]es responsabilités de médecin; en 3<sup>e</sup> lieu donc viendront [s]es responsabilités politiques.<sup>46</sup> » René Jutras n'a pas l'ambition de rester président du RN, mais selon ses confrères, il s'avère le mieux positionné, par sa notoriété, par sa profession et par son âge, à occuper un tel poste à la naissance du parti. Durant son mandat, il jouera un grand rôle dans le développement et la diffusion de la pensée du Regroupement national.

L'année qui suit en sera une de positionnement idéologique dans le paysage politique québécois pour le Regroupement national. Le parti inaugurera son siège social à Québec, fera du recrutement de militants, donnera des conférences à travers tout le Québec, tiendra son premier congrès général en juin 1965, tout en continuant la publication de *La Nation*.

#### 2.4.2 Valeurs

Les valeurs préconisées par le Regroupement national et leur conception de l'indépendance du Québec se retrouvent à travers divers écrits. D'abord, le manifeste en dix points expose l'idéologie globale du parti. Ensuite, il y a le journal officiel du parti, *La Nation*, où tous les membres du RN peuvent s'exprimer. Finalement, il y a tous les écrits de René Jutras, le chef du parti. En effet, le docteur Jutras contribue énormément à la diffusion des idées de ce parti par ses conférences, ses articles dans les journaux et par la publication de son livre. Paru en mai 1965, son essai *Québec libre* constitue un recueil de ses écrits et de ses conférences depuis la naissance du Regroupement national. Par ces différents médias de communication, le docteur Jutras essaie de démontrer à la population que l'indépendance est une idée accessible

---

<sup>46</sup> René Jutras, « La dernière des indépendances... », *L'Union des Cantons de l'Est*, 30 septembre 1964.



à tous les Québécois, qu'elle n'est pas liée à une seule idéologie et qu'elle ne constitue pas une rupture idéologique totale avec le passé.

Les écrits des journalistes de l'époque laissent croire que le Regroupement national est un parti résolument traditionaliste, mais moderne à certains égards. Les raisons pour lesquelles le RN se fait étiqueter *de droite* sont liées au respect du passé canadien-français et aux valeurs chrétiennes. En gros, ils refusent l'idée de rupture totale avec le passé et le contrôle accru de la société par l'État prônés par le Rassemblement pour l'indépendance nationale.

D'une part, les membres du Regroupement national croient au respect des aïeux, des traditions et de l'autorité dans le cadre familial. Cette conception se traduit dans leur conception de la structure nationale. En établissant dans leur manifeste que « la famille est la cellule de base de la société québécoise », le parti du docteur Jutras lie la structure de la société québécoise à celle de la structure familiale. Selon Jutras, si l'on reproduit le fonctionnement de la famille dans la patrie, autant par la structure que par l'amour que l'on y porte, il sera plus facile de bien la gérer. Dans un article du *Devoir* de juillet 1965, René Jutras explique bien cette métaphore :

Faut-il préciser que les premiers devoirs de l'amour de l'individu doivent avoir pour objet, chronologiquement, les parents dont il tient la vie, les frères et sœurs avec lesquels il a reçu la vie, puis l'épouse avec laquelle il transmet la vie, et ceux à qui il a transmis la vie, ses enfants. Là est le fondement de l'amour de la patrie, qui est un retour de l'individu à ses origines, commandé par la reconnaissance et la vénération et aussi par la prudence pour y puiser lumière et courage.<sup>47</sup>

D'autre part, le respect de la culture canadienne-française en Amérique, et plus précisément, la préservation de l'héritage culturel par la langue française et la religion chrétienne est fondamental dans l'idéologie du Regroupement national. Comme le

---

<sup>47</sup> René Jutras, « Autres considérations sur l'amour de la patrie », *Le Devoir*, 25 juillet 1965.

rapporte un journaliste : « Le parti s'inspire des valeurs fondamentales du Canada français et de sa culture gréco-latine en évolution. Le chef du parti indépendantiste dit que la base de l'action du Regroupement national était la morale chrétienne.<sup>48</sup> » Pour les membres de ce parti, l'augmentation d'agnostiques au sein de la société est problématique, car l'évacuation de cette morale chrétienne dans la société québécoise consisterait à répudier notre passé et nos origines profondes qui ont bâti notre nation. Nous pouvons constater que cette position est typiquement liée à leur traditionalisme. En même temps, le RN réproouve l'engagement de l'Église dans l'État et les institutions publiques pour ainsi promouvoir la laïcité de l'État québécois. Cette conception rend leur position nettement plus moderne.

Le Regroupement national est officiellement fondé le 13 septembre 1964, date d'anniversaire de la défaite des Plaines d'Abraham, comme on l'a vu. Par cette date, les fondateurs indiquent clairement que la Conquête anglaise est, pour eux, un événement bouleversant de l'histoire des Canadiens français qui aurait brisé le cours normal de leur évolution et entraîné les francophones du Québec dans une position d'infériorité économique<sup>49</sup>.

Les membres du Regroupement national respectent la démocratie universelle et les institutions politiques de la société québécoise. Ils croient que ce n'est que par cette voie qu'ils aspireront au pouvoir politique et à l'indépendance. Le premier article de leur manifeste le démontre bien : « Le Regroupement national déclare que l'indépendance du Québec concerne tout citoyen qui habite le territoire du Québec.<sup>50</sup> » Par conséquent, tous les citoyens ont leur mot à dire au sujet de

---

<sup>48</sup> Claude Daigneault, « Le R.N. veut axer sa politique sur la personne humaine », *Le Soleil*, 8 décembre 1964.

<sup>49</sup> Éric Bédard, « René Lévesque et l'alliance avec les bleus » dans *René Lévesque: mythes et réalités*, sous la dir. d'Alexandre Stefanescu, Montréal, VLB, 2008, p.154.

<sup>50</sup> Regroupement national, « Manifeste du Regroupement national », *La Nation*, vol. 1, n° 1, 26 septembre 1964, p.1.

l'indépendance, qu'ils soient en accord ou en désaccord. Néanmoins, lier l'indépendance à une idéologie particulière nuit à la cause. C'est pour cette raison que le docteur Jutras affirme : « De dire qu'un parti pour l'indépendance est à gauche ou à droite, c'est un point de vue stupide.<sup>51</sup> » L'association que font plusieurs Québécois entre l'indépendance et la gauche irrite au plus haut point les membres du Regroupement national. L'appropriation de l'idée d'indépendance faite par le RIN n'est pas logique selon Jutras, car l'indépendance serait au service d'une idéologie particulière, et non au service du peuple québécois : « Or, l'indépendance du Québec peut être pour certains une cause patriotique : la libération de la patrie pour un meilleur avenir de ses membres. D'autre part, l'indépendance du Québec peut n'être qu'un tremplin pour certains autres qui désirent réaliser au Québec l'État socialiste de leur rêve, c'est-à-dire la dictature du prolétariat.<sup>52</sup> » De plus, selon René Jutras, l'exercice de la démocratie canadienne n'est pas pleinement réalisé pour le peuple québécois. Minoritaires dans la Confédération, mais majoritaires dans leur province, les francophones du Québec n'ont pas la capacité d'exprimer leurs volontés en tant que communauté nationale<sup>53</sup>. À ce propos, René Jutras déclare : « Sur le plan fédéral, il est donc très juste d'affirmer que le Canadien français n'est « le sujet, le fondement et la fin » de rien « pantoute »<sup>54</sup> ».

En deuxième lieu, le parti de René Jutras croit fermement au respect des droits de l'homme, et ce, pour tous les citoyens du Québec. Cette valeur se traduit par un respect pour les minorités du Québec. Pour cette raison, ils refusent l'unilinguisme français pour ainsi vouloir une politique linguistique juste et raisonnable envers les

---

<sup>51</sup> « Le Dr Jutras explique les raisons de sa démission du RIN », *La Tribune*, 29 janvier 1965.

<sup>52</sup> Lettre de René Jutras à Bernard Desrosiers, 17 septembre 1964. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

<sup>53</sup> Éric Bédard, « René Jutras » dans Robert Comeau, Denis Monière, Charles-Philippe Courtois (dir.), *Histoire intellectuelle de l'indépendantisme québécois*, Tome 1, Montréal, VLB, 2010, p.5.

<sup>54</sup> René Jutras, *Québec Libre*, Éditions Actualité, 1965, p.51.

minorités, mais où le français serait la langue officielle.<sup>55</sup> Le respect des droits de l'homme englobe aussi leur engagement « à poursuivre ses objectifs dans l'ordre et la dignité.<sup>56</sup> » Ils parlent ici de dignité de la personne humaine au sein de la nation. En gros, le principe de *dignité* de la *personne humaine* sert à protéger l'individu contre toute atteinte à ce qui fait de lui un être humain, quelle que soit l'origine de cette atteinte et exige que l'homme ne soit pas traité comme un objet ou un moyen mais qu'il soit reconnu comme sujet. Lucien Lessard, responsable de *La Nation*, explique bien le point de vue du RN à ce sujet : « La réalisation complète de la personne humaine dans toutes ses capacités et ses possibilités doit être l'idéal recherché par un État qui se respecte. [...] L'État n'existe pas pour lui-même, mais pour l'épanouissement plus parfait des individus qui le composent.<sup>57</sup> » En valorisant la personne humaine et la démocratie, le RN « dénonce le totalitarisme sous toutes ses formes » et « condamn[e] sans restriction toute forme de violence et de corruption.<sup>58</sup> » En parlant de la manifestation orchestrée par le RIN lors de la visite de la reine à Québec, en octobre 1964, Jutras affirme que « [...] le parti qu'il dirige ne veut aucune participation quelconque avec ceux qui prônent la violence.<sup>59</sup> » Selon le Regroupement national, la violence ne mène à rien, l'utilisation de la voie démocratique pour arriver à l'indépendance est le moyen le plus efficace et le seul respectueux du peuple québécois.

Finalement, nous avons pu constater que le Regroupement national préfère mettre de l'avant la cause indépendantiste que se positionner à droite ou à gauche. Cependant, vu l'argumentaire des dirigeants du RN, nous soutenons que leur

---

<sup>55</sup> *Ibid.*, p.22.

<sup>56</sup> Regroupement national, « Manifeste », *loc. cit.*, p.1.

<sup>57</sup> Lucien Lessard (Secrétaire), Procès verbal, *op. cit.*

<sup>58</sup> Regroupement national, « Manifeste », *loc. cit.*, p.1.

<sup>59</sup> « Le RIN s'engage sur un terrain de révolution sociale ambiguë (Jutras) », *L'Action*, 11 décembre 1964.

nationalisme est traditionaliste dû à leurs valeurs liées au passé et à la morale chrétienne principalement. Nous affirmons aussi qu'ils se positionnent au centre droit de l'échiquier politique de l'époque, avec l'Union nationale. Néanmoins, le RN prend position en faveur du respect de la démocratie ainsi que des droits de l'homme. À notre avis, ce qui est primordial de retenir au sujet de l'idéologie du Regroupement national est l'esprit de continuité et le refus d'une fracture avec le passé.

#### 2.4.3 Partisans

Après deux mois d'existence, Jutras affirme que le parti compte plus de 800 membres<sup>60</sup>. Par son manifeste qui stipule que « Le Regroupement national déclare qu'il fera du Québec un état souverain et démocratique, de culture française et d'inspiration chrétienne », le parti peut rejoindre certains catholiques nationalistes pour qui l'option indépendantiste n'avait jamais eu d'écho. Dans les écrits de René Jutras, on trouve la liste officielle manuscrite du caucus datant du début 1965; y figurent des hommes de foi tels que le père Émile Bouvier et l'abbé René Lévesque<sup>61</sup>. Dans un numéro spécial sur l'indépendance de la revue *Monde nouveau*, la revue de l'Institut PIE-XI s'adressant principalement aux catholiques, le directeur Guy Poisson « souhaite ardemment que des catholiques du Québec s'engagent à fond au mouvement indépendantiste. [...] Car, de toute évidence, une indépendance faite sans les chrétiens risquera de se faire CONTRE l'Église.<sup>62</sup> » Pour ce faire, le directeur demande à plusieurs intellectuels catholiques d'écrire sur l'indépendance. Ainsi, René Jutras, Raymond Barbeau, Marcel Chaput, Jean Garon, Gustave Lamarche et Jean Miville-Dechéne participent à la rédaction de ce numéro. Le fait que deux membres

---

<sup>60</sup> « Le R.N. prend de l'ampleur », *La Nouvelle*, 15 décembre 1964, p.20.

<sup>61</sup> René Jutras, Liste officiel du caucus. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

<sup>62</sup> Guy Poisson, « L'indépendance du Québec », *Monde Nouveau*, vol. XXVI, n° 6-7, juin-juillet 1965, p.219.

du Regroupement national aient contribué à cette revue démontre qu'ils désirent capter l'attention de cette tranche de la population qu'ils estiment mal renseignée au sujet de l'indépendance. Bref, ils désirent prouver que l'indépendance n'est pas en contradiction avec les valeurs catholiques.

En plus d'être majoritairement catholiques, les adhérents sont parfois issus des professions libérales, mais surtout ils sont des ouvriers, des petits marchands, des agriculteurs et des ruraux. Étonnamment, « c'est le *Montreal Star*, un quotidien anglais, qui a été le premier à commenter en éditorial l'existence du Regroupement national<sup>63</sup> » en soulignant, entre autres, l'effort du parti pour recruter des membres de la classe ouvrière. Ils obtiennent cette information lors de l'inauguration du local officiel du RN dans le quartier Saint-Sauveur à Québec. À cette conférence de presse, Jutras soutient que « It's not by chance that we are opening this office in a working class section of Quebec. St. Sauveur is the typical French Canadian working class district.<sup>64</sup> » En gros, le parti entend prendre racine dans la classe ouvrière, mais aussi dans la classe rurale et agricole moins instruite en instaurant des mesures spéciales pour ces derniers en réformant les structures syndicales, agricoles et sociales au Québec<sup>65</sup>. Le 13 février 1966, Léopold Lavoie de Danville écrit à René Jutras : « Continuez, vous avez raison, n'étant pas instruit, je ne peux pas m'imposer. [...] Pour le journalier, il a tellement été bourré par les beaux discours qu'aujourd'hui il est sans dessein. Je le sais puisque j'en suis de cette classe.<sup>66</sup> »

---

<sup>63</sup> René Jutras, Notes de rédaction et traduction de l'article de Peter Cowan, « New Group scorns RIN : Separatist Party Eyes Labor Class », *Montreal Star*, 7 décembre 1964, p.8. Centre d'archives de Québec, Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

<sup>64</sup> Peter Cowan, « New Group scorns RIN : Separatist Party Eyes Labor Class », *Montreal Star*, 7 décembre 1964, p.8.

<sup>65</sup> Thomas Sloan, « Ces indépendantistes se rapprochent des ouvriers du Québec », *Montreal Star*, 8 décembre 1964, traduit en français par René Jutras.

<sup>66</sup> Lettre de Léopold Lavoie à René Jutras, 13 février 1965. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

Jutras tente aussi de faire connaître son parti à la jeunesse étudiante des régions. Il obtient un certain écho chez les étudiants de l'Estrie, des Bois-Francs, du Saguenay et de la Côte-Nord où sont mis sur pied des clubs politiques<sup>67</sup>. À plusieurs reprises durant l'année 1965, le président ou les membres fondateurs du RN se rendent dans des établissements d'enseignement pour des conférences ou des soupers-causeries afin d'échanger avec ces jeunes de clubs politiques. La presse régionale rapporte chacune de ces rencontres, comme dans *Le Nouvelliste* de Victoriaville, ce qui donne de la visibilité au parti en même temps<sup>68</sup>.

La jeunesse régionale s'intéresse aux idées du Regroupement national, mais les jeunes montréalais ne sont pas aussi réceptifs. En fait, le RN a beaucoup de difficulté à percer dans la métropole où les idées rinistes sont très populaires, surtout chez les jeunes. René Jutras affirme qu'il voulait « établir solidement [ses] cadres en province avant de [s']attaquer à la métropole.<sup>69</sup> » Pour la première fois, il tente une offensive à Montréal au Club Fleur-de-Lys en janvier 1965. Membre de ce club et militante active pour le RN à Montréal, madame Germaine Perron s'avère les yeux et les oreilles de René Jutras dans la métropole, et elle le sera durant toute l'existence du Regroupement national et du Ralliement national. Elle s'occupe de préparer ses rencontres lors de ses visites à Montréal et elle tente de gagner des appuis. Pour la deuxième visite de René Jutras à la fin de mars 1965, une rencontre confidentielle entre Raymond Barbeau et le Regroupement national est organisée. Néanmoins, Barbeau n'appuiera pas officiellement le RN. Certains membres du RIN qui

---

<sup>67</sup> Regroupement national, « Fondation d'un club politique à Sherbrooke », *La Nation*, vol. 1, n° 2, janvier 1965, p.2.

<sup>68</sup> *Le Nouvelliste*, 27 février 1965.

<sup>69</sup> Lettre de René Jutras à Germaine Perron, 22 janvier 1965. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

« désapprouve[nt] la direction antireligieuse et trop socialiste<sup>70</sup> » ont alors approché le Regroupement national. Aussi, beaucoup de membres du défunt Parti républicain du Québec, dirigé par Marcel Chaput, ne sont pas intéressés à revenir au RIN pour des raisons idéologiques. Les responsables de l'ancienne section Maisonneuve désirent rencontrer René Jutras afin de constituer un noyau partisan à Montréal<sup>71</sup>. Malgré le souhait du Regroupement national de s'implanter rapidement dans la région métropolitaine, il faudra cependant attendre le 28 novembre 1965 pour qu'une première réunion de membres se fasse à Montréal<sup>72</sup>. Les membres en règle sont Germaine Perron, Anna Laberge, Joseph Costisella, D. Dallaire, L. Deschamps, G. Joyal, J. Montreuil et, l'organisateur de la réunion, Fernand Belisle<sup>73</sup>. Finalement, le RN attire très peu de collaborateurs dans la métropole.

En plus de ces partisans au sein de la population, le Regroupement national a l'appui officiel de personnalités connues au Québec. Le premier à se faire entendre est René Chaloult. Militant nationaliste de la première heure, il a été député provincial de 1936 à 1952 pour différents partis politiques nationalistes et comme député indépendant. Fait à la hâte, le premier numéro de *La Nation* reprend une entrevue réalisée un an plus tôt avec René Chaloult par Jean-Marc Léger pour *Le Devoir*. Cet article promeut l'émancipation et l'épanouissement de la province québécoise. Chaloult se dit convaincu que la seule et unique solution à long terme pour en arriver à une certaine égalité du peuple québécois est l'indépendance<sup>74</sup>. Il écrit aussi un article pour le deuxième numéro de *La Nation* dans lequel il appuie

---

<sup>70</sup> Lettre de Germaine Perron à René Jutras, 10 février 1965. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

<sup>71</sup> *Ibid.*

<sup>72</sup> Lettre de Fernand Belisle aux membres de la région de Montréal, 23 novembre 1965. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

<sup>73</sup> Lettre de Fernand Belisle à Jean Miville-Dechéne, 23 novembre 1965. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

<sup>74</sup> « Interview recueilli par Jean-Marc Léger », *La Nation*, vol. 1, n° 1, septembre 1964, p.3.



officiellement le Regroupement national vu la recherche de ce parti « à concilier le néonationalisme et le nationalisme traditionnel »<sup>75</sup>. De plus, il donne maintes conférences aux côtés de René Jutras et le soutient dans sa démarche politique. En effet, il décide même de sortir de sa retraite politique pour devenir le vice-président du RN, car « il vo[it] dans ce parti politique le moyen le plus sûr de réaliser l'idéal de l'indépendance. »<sup>76</sup>

La personnalité avec laquelle le chef du Regroupement national entretient le plus de liens est le père Gustave Lamarche. Homme de lettres et de religion, Lamarche est aussi un ardent défenseur de la cause nationale depuis les balbutiements de la thèse indépendantiste dans les années 30. Il devient le mentor politique et idéologique de René Jutras. Dans une correspondance soutenue, ce dernier demande conseil plus d'une fois au père Lamarche. Il lui envoie ses projets de discours ou d'articles afin d'obtenir ses commentaires et ses recommandations. Tout au long de sa carrière politique, René Jutras retient les conseils de Lamarche. Ce dernier croit sincèrement à l'idée de société que propose le Regroupement national et voit en René Jutras « le Salazar de notre peuple moribond.<sup>77</sup> » Cette référence au dictateur portugais surprend, mais nous croyons que Lamarche fait surtout référence à l'État nouveau qu'a créé Salazar qui était basé sur un profond sentiment anticommuniste et catholique. Cependant, cette référence peut laisser croire que la définition des droits de l'Homme du père Lamarche diffère de celle qui prévaut dans les années 1960.

Jutras entretient aussi des relations avec le chanoine Lionel Groulx, historien et chef de file nationaliste durant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Lorsque René Jutras

---

<sup>75</sup> René Chaloult, « L'indépendance du Québec », *La Nation*, vol. 1, n° 2, janvier 1965, p.8.

<sup>76</sup> « Un Grand Patriote, RÉNÉ CHALOULT, devient vice-président du Regroupement national », *La Nation*, vol. 1, n° 8, septembre-octobre 1965, p.1.

<sup>77</sup> Lettre de Gustave Lamarche à René Jutras, 21 juin 1966. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

est reçu à la résidence de Lionel Groulx en janvier 1965, les deux nationalistes ont la chance d'échanger sur leur vision du Québec. Les craintes des deux hommes sont similaires à ce sujet, Groulx avoue lors de l'entrevue qu'il s'inquiète de « l'état actuel de la société au Canada français, et de la crise religieuse [...] [ainsi que] de l'infiltration des agnostiques qui contrôlent presque tous les grands médiums d'information et dont l'empire s'étend au domaine de l'édition.<sup>78</sup> » Au sujet de la couverture médiatique de leur rencontre, René Jutras confie à Lionel Groulx que le journal régional de Victoriaville, *La Nouvelle*, a rapporté la nouvelle, mais que « la Presse canadienne et les journaux montréalais n'ont pas jugé bon d'y faire écho. [Jutras ajoute :] *Le mur du son* est vraiment impénétrable.<sup>79</sup> » Traditionaliste, le chanoine Groulx n'appuie pas l'indépendance du Québec, mais il approuve les raisons de sa démission du RIN et il « [suit] avec intérêt l'évolution du Regroupement national.<sup>80</sup> » L'engagement de Lionel Groulx ne va pas plus loin, mais Jutras a pris la peine de lui envoyer son discours de démission comme président du Ralliement national prononcé en août 1966 afin que l'historien comprenne bien pourquoi il avait dû quitter la politique active<sup>81</sup>. À notre avis, ce geste démontre toute l'admiration et le respect que René Jutras avait pour le chanoine Lionel Groulx.

Une autre personnalité importante du milieu traditionaliste québécois approche le Regroupement national : l'historien Robert Rumilly. En janvier 1966, Rumilly désire faire renaître le Centre d'information nationale (CIN), mais sous le nom de

---

<sup>78</sup> « Le Docteur Jutras reçu par notre historien national le Chanoine Groulx », *La Nouvelle*, 19 janvier 1965, p.1.

<sup>79</sup> Lettre de René Jutras à Lionel Groulx, 1<sup>er</sup> février 1965. Centre de recherche Lionel-Groulx, Fonds Lionel Groulx, P1/A, 1874.

<sup>80</sup> « Le Docteur Jutras reçu », *loc.cit.*, p.21.

<sup>81</sup> Lettre de René Jutras à Lionel Groulx, 5 octobre 1966. Centre de recherche Lionel-Groulx, Fonds Lionel Groulx, P1/A, 1874.

Comité pour l'unité nationale et chrétienne du Québec<sup>82</sup>. Cette résurgence est motivée par le fait d'avoir « en commun le désir de résister à la marée gauchiste<sup>83</sup> ». Rumilly invite René Jutras ou des représentants du RN à Montréal à venir assister à cette réunion. Finalement, ce sont Fernand Belisle et Léon Deschamps, membres de Montréal, qui se présentent à la rencontre au nom du Regroupement national. Les autres personnalités de la droite présentes sont Robert Rumilly et Gérard Gauthier, du noyau du CIN, Pierre Guilmette de la défunte Alliance laurentienne, le chanoine Achille Larouche et Rodolphe Laplante de la Ligue d'Action nationale et deux représentants de *Vers Demain*<sup>84</sup>. Pour unifier la droite, tous ces acteurs recherchent un dénominateur commun. Belisle insiste sur le nationalisme en ajoutant que leurs adversaires de la gauche étaient en train de faire l'indépendance sans eux. Il a donc proposé l'indépendance comme dénominateur commun, ce qui a été refusé. En somme, la constatation du représentant du RN est que « l'avenir de ce mouvement ne se transporte pas d'optimisme. Ils vont surtout se convaincre mutuellement. Ils n'atteindront pas les 15-35. Je n'ai pas l'impression que l'on peut, présentement, enrégimenter la masse en leur parlant presque uniquement de catholicisme.<sup>85</sup> » Bref, le seul point faisant consensus pour tous les participants à cette rencontre est leur opposition au Rapport Parent et au danger de laisser l'éducation aux laïcs.

Le philosophe catholique André Dagenais s'intéresse aussi au Regroupement national. En mars 1966, il envoie une lettre à René Jutras après avoir lu son article « Front commun de la constituante » dans *Le Devoir*. Dagenais se réjouit de sa

---

<sup>82</sup> Xavier Gélinas, *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2007, p.165.

<sup>83</sup> Lettre de Robert Rumilly à René Jutras, 30 janvier 1966. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

<sup>84</sup> Xavier Gélinas, *op. cit.*, p.165.

<sup>85</sup> Lettre de Fernand Belisle à René Jutras, 6 février 1966, p.2. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

position « fort proche de la [s]ienne.<sup>86</sup> » Il lui confie que, son prochain ouvrage *Révolution personaliste*, concerne l'État souverain du Québec dont la conception philosophique et politique est « très proche de vos conceptions », ajoute-t-il. Pour toutes ces raisons, Dagenais propose à René Jutras une rencontre en vue d'une possible association pour fonder un hebdomadaire politique. Néanmoins, ce projet ne sera jamais réalisé.

Dès sa fondation, le Regroupement national reçoit deux appuis inusités. D'une part, Guy Marcoux, député créditiste de Québec-Montmorency à la Chambre des communes, envoie une lettre de félicitations au docteur Jutras le 28 septembre 1964. Il lui remémore sa jeunesse nationaliste auprès de son père, Adolphe Marcoux, et les amis de ce dernier, dont Philippe Hamel, René Chaloult et Paul Bouchard. Marcoux approuve l'approche honorable et digne du Regroupement national et de son chef. Néanmoins, Guy Marcoux spécifie : « Je vous demanderais de tenir cette lettre confidentielle pour le moment, car je crois que, encore qu'il soit bien d'avoir des têtes de pont un peu partout, il faut parfois que certain travail ne se fasse que dans l'ombre.<sup>87</sup> » D'autre part, le député fédéral de Chicoutimi, le créditiste Maurice Côté écrit à René Jutras pour le féliciter d'avoir quitté le Rassemblement pour l'indépendance nationale et d'avoir fondé le Regroupement national. Son support officieux envers le Regroupement national est motivé par sa hantise de « nous laisser conduire par une petite minorité d'agnostiques, de socialistes et même de marxistes notoires. Seul un mouvement fondé sur la noblesse, la dignité, la droiture et l'esprit chrétien peut donner de l'espoir à nos compatriotes.<sup>88</sup> » Deux mois plus tard, dans une

---

<sup>86</sup> Lettre de André Dagenais à René Jutras, 8 mars 1966. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

<sup>87</sup> Lettre de Guy Marcoux à René Jutras, 28 septembre 1964. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

<sup>88</sup> Lettre de Maurice Côté à René Jutras, 3 décembre 1964. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

deuxième lettre, le député créditiste lui avoue certaines inquiétudes concernant la viabilité économique d'un Québec indépendant<sup>89</sup>. En somme, dès sa fondation, des rapprochements sont déjà en cours entre le Regroupement national et certains députés du Ralliement des créditistes. Ces appuis montrent déjà la proximité idéologique entre les créditistes et les regroupistes. Les valeurs traditionalistes des deux formations sont très similaires.

Fervent catholique, indépendantiste et sans filiation politique officielle, Marcel Chaput apparaît aussi comme un possible allié du Regroupement national. Au début de l'année 1965, l'ex-président du RIN et du défunt Parti républicain du Québec développe des contacts avec certains membres du Regroupement national. D'abord, René Jutras déplore publiquement le sort réservé à Chaput lorsqu'il quitte la vie politique : aucun employeur ne veut l'embaucher vu son engagement pour la cause indépendantiste au Québec<sup>90</sup>. En entrevue à *Progrès-Dimanche*, Jean Garon et Jean Miville-Dechêne affirment que « M. Marcel Chaput, ancien chef du RIN, [...] serait aussi à la veille d'aller vers le Regroupement national.<sup>91</sup> » Sans annoncer officiellement son intention de se joindre au RN, Marcel Chaput participe à la première assemblée publique du parti à Québec en mai 1965<sup>92</sup>. Il en est même l'un des conférenciers d'honneur. Coup de théâtre l'été suivant, Marcel Chaput prend la décision de faire un retour au RIN pour soumettre sa candidature dans le comté de Papineau. De plus, Chaput affirme que le RN est un parti de dissidents, insultant ainsi René Jutras et ses membres qui trouvent cette affirmation « injuste<sup>93</sup> ». Jutras en

---

<sup>89</sup> Lettre de Maurice Côté à René Jutras, 6 février 1965. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

<sup>90</sup> Marcel Rivard, « Le RN est dégoûté du sort réservé par une certaine élite québécoise à Marcel Chaput », *La Tribune*, 12 février 1965.

<sup>91</sup> « Désertion du R.I.N. de la région vers le R.N.? », *Progrès-Dimanche*, 21 février 1965, p.14.

<sup>92</sup> Claude Gravel, « Le Regroupement national tient sa première assemblée à Québec », *Le Nouvelliste*, 24 mai 1965, p.8.

<sup>93</sup> « Le RN n'est pas un parti de dissidents – Dr René Jutras », *La Presse*, 5 août 1965.

conclut « qu'il ne pouvait tenir rigueur à M. Chaput d'avoir décidé autrement, c'est-à-dire d'être retourné au RIN, bien que son parti ait toujours cru que M. Chaput avait été plus heureux et plus à l'aise au sein du Regroupement national.<sup>94</sup> » Malgré ses tergiversations, nous verrons plus loin que les liens tissés entre les membres du RN et Marcel Chaput ne seront pas vains. Chaput deviendra un intermédiaire important entre le Regroupement national et le Rassemblement pour l'indépendance nationale lors de futures négociations.

#### 2.4.4 Fonctionnement

En formant le Regroupement national, les membres fondateurs désirent mettre sur pied un parti politique indépendantiste solide, cohérent et proche de la population québécoise. Dès août 1964, un principe très important fait l'unanimité : « notre position doit se défendre sur le plan des principes et non descendre dans le domaine des personnalités.<sup>95</sup> » Nous pouvons alors nous demander de quelle manière fonctionne le Regroupement national.

Durant toute l'existence du Regroupement national, les rôles que les membres fondateurs se sont attribués lors de leur première assemblée ne changent pas. À priori, ces postes sont supposément temporaires, mais ils perdurent jusqu'à la fusion avec les créditistes en mars 1966. Le Conseil national du parti est constitué d'un comité central de cinq membres. Le président est René Jutras, Jean-Marc Béliveau est le secrétaire, Jean Miville-Dechêne est le trésorier, Jean Garon est l'organisateur du parti, Lucien Lessard est le directeur du journal *La Nation* et il est assisté à cette tâche par Paul Sabourin<sup>96</sup>. Le Conseil central est appuyé par des conseils régionaux à

---

<sup>94</sup> *Ibid.*

<sup>95</sup> Lettre de Paul Sabourin à René Jutras, 29 août 1964. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

<sup>96</sup> Lucien Lessard (Secrétaire), *op. cit.*

travers le Québec. Ces satellites doivent chacun constituer un comité avec président régional, trésorier, secrétaire et organisateur afin de bien prendre en charge les activités de leur région respective. Ce n'est que le 20 juin 1965 que se tient le premier caucus général du Regroupement national à Victoriaville<sup>97</sup>. À cette rencontre, le caucus confirme officiellement l'attribution des postes au comité central et leurs fonctions respectives. Aussi, des études préliminaires sont présentées au sujet des structures du parti, du financement, du programme électoral et de la préparation en vue des conventions de comtés. Le caucus discute de stratégies électorales et des projets du journal *La Nation*. En fait, ce caucus est le début d'une véritable organisation du parti depuis sa fondation. Cependant, aucun changement majeur n'est effectué, mise à part l'orientation électorale en vue des prochaines élections.

Le financement du parti se fait à partir des cotisations des membres. L'adhésion est de 10 \$ par année pour les adultes et de 2 \$ pour les étudiants<sup>98</sup>. Le comité régional doit remettre 10 % au Comité central et 2 \$ pour l'abonnement automatique des membres à *La Nation*. Avec ce qui leur reste, ils doivent organiser les activités de leur région : location d'un local, publicité dans les journaux, etc. Aussi, les membres fondateurs avancent personnellement certaines sommes d'argent pour s'assurer du bon fonctionnement du parti.

La promotion des idées politiques du Regroupement national se fait principalement par l'organe officiel du parti, *La Nation*. Les bases de ce journal sont établies par son directeur, Lucien Lessard, dans un rapport préparé par Paul Sabourin à l'intention du comité national du parti en octobre 1964. Premièrement, Lessard procède à une comparaison avec le journal du RIN, *L'Indépendance* afin d'établir ce qu'il faut éviter. Ainsi, il ne faut pas laisser la rédaction du journal à un seul groupe

---

<sup>97</sup> Ordre du jour; Premier caucus général du Regroupement national, 20 juin 1965. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

<sup>98</sup> « Separatists », *Montreal Star*, 28 septembre 1964.

ou aux personnes d'une seule région, car ce procédé va à l'encontre de l'idéal national auquel le Regroupement national aspire. Lessard croit plutôt qu'en

permettant aux différents coins de la Province de s'exprimer, de façon à ce que les différentes idées s'expriment librement, on puisse au bout d'un certain temps, par l'action quotidienne, trouver des principes communs unissant la diversité des régions et des hommes de tendances différentes souvent, mais profondément liés les uns les autres par de grands principes qu'il nous faut faire ressortir.<sup>99</sup>

Bref, en faisant appel à des rédacteurs de différentes régions du Québec, le journal ne transmettra pas qu'une tendance idéologique, mais bien les idées de toute la nation relativement à l'indépendance. Deuxièmement, le rédacteur en chef veut s'assurer de la viabilité du journal et de la diversification du contenu. Il souligne que s'il n'y a qu'un directeur, il est bien possible que le journal reflète les idées et les préoccupations de la région d'où il vient. Afin d'éviter ce possible problème, Lessard suggère que toutes les régions du Québec se divisent la tâche de rédaction, des coûts liés à l'impression, à la publicité et à la distribution dans toute la province<sup>100</sup>. Par exemple, s'il y a quatre régions, celles-ci réaliseront en alternance trois numéros de *La Nation* par année. Cette méthode de travail apparaît, pour Lucien Lessard, le meilleur moyen de favoriser les aspirations du Regroupement national de tout le Québec à travers son journal de parti.

En plus du journal *La Nation*, le Regroupement national utilise différentes méthodes de propagande afin de se faire connaître dans toutes les régions du Québec.

---

<sup>99</sup> Paul Sabourin, Journal *La Nation* – Rapport préparé à l'intention du Comité national provisoire du parti, 14 octobre 1964, p.3. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

<sup>100</sup> *Ibid.*



Il est possible de le constater en observant la *Feuille de route du président*<sup>101</sup>, Jutras réalisant des entrevues à différents réseaux télévisés, comme au Canal 10 de Montréal, au poste CHLL de Trois-Rivières et au poste CHLT de Sherbrooke. Il se rend aussi à différentes stations de radio à travers les régions québécoises. La visite des médias écrits semble aussi très importante pour promouvoir le parti. Le président rencontre les journalistes de *La Tribune* et du *Daily Record* de Sherbrooke, ceux du *Soleil* et de *L'Action* de Québec. Jutras s'active beaucoup dans sa région pour faire connaître le Regroupement national. Il donne des conférences dans les clubs sociaux, dans certains établissements d'enseignement ou même dans des assemblées populaires de l'Estrie et des Bois-Francs. Lors de ces interventions populaires, les organisateurs du RN convient les médias pour s'assurer d'une visibilité du parti dans la presse locale. De plus, le président a une chronique hebdomadaire, « Propos du Dr Jutras », dans le journal *La Nouvelle* de Victoriaville. Aussi, Jutras écrit souvent dans la section « opinion du lecteur » du *Devoir*, surtout en réaction à certains articles écrits dans la métropole au sujet du Regroupement national. En mai 1965, il publie son essai *Québec libre*, dans lequel il exprime sa pensée politique. Dans le même mois, le Regroupement national tient sa première assemblée publique à la salle Saint-Malo de Québec où René Jutras, Jean Garon, René Chaloult et Marcel Chaput s'adressent aux quelque 200 partisans présents. Cette assemblée permet au Regroupement national de définir clairement son idéologie et elle reçoit un écho dans la presse québécoise.

En somme, nous constatons que le fonctionnement du Regroupement national repose surtout sur le conseil central composé des membres fondateurs. Durant sa première année d'existence, le parti tente de recruter des nouveaux membres afin de créer des cellules régionales et d'acquérir, par le fait même, des cotisations pour

---

<sup>101</sup> René Jutras, *Feuille de route du président du 27 septembre [1964] au 15 avril 1965. Principales rencontres*. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004. Notez que malgré le titre du document, l'horaire s'étend jusqu'au 19 mai 1965.

financer le parti, le journal *La Nation*, les déplacements des dirigeants à travers le Québec ainsi que la publicité à la télévision, à la radio et dans la presse, nécessaire pour faire connaître le parti au Québec. D'une part, le parti tarde à obtenir la confiance populaire et se fait vite étiqueté par la presse québécoise, vu l'influence de la moralité chrétienne dans leurs propos politiques. Cette position leur attire un certain intérêt de la droite clériconationaliste regroupée sous le Comité pour l'unité nationale et chrétienne du Québec à cette époque. Cependant, l'idée d'indépendance est l'élément idéologique qui sépare ces deux droites et aucun terrain d'entente n'est possible. D'autre part, la pensée du RN, combinant autant la droite traditionaliste et l'indépendantisme, attire des appuis de divers horizons politiques, comme le père Gustave Lamarche, l'ancien député nationaliste René Chaloult, Marcel Chaput du RIN ainsi que Guy Marcoux et Maurice Côté du Ralliement des créditistes.

## 2.5 La tentative de négociation avec le RIN

Depuis la naissance du Regroupement national, René Jutras, président du parti, clame haut et fort que « [...] jamais il n'y aura de relations entre le Regroupement national et le RIN, et que jamais il ne sera question d'unir les partis.<sup>102</sup> » Néanmoins, les rapprochements entre le Regroupement national et Marcel Chaput, ancien président du RIN, atténuent les tensions et le RN montre des signes d'ouverture au début 1965.

---

<sup>102</sup> Claude Daigneault, « Le RN veut axer sa politique sur la personne humaine », *Le Soleil*, 8 décembre 1964.

Lors d'une conférence dans la région métropolitaine en mars, René Jutras annonce que « le RN est prêt à participer à la création d'un Conseil national de l'indépendance.<sup>103</sup> » Selon Marcel Chaput, l'un des initiateurs du projet, ce conseil

agirait, entre autres, comme tribunal d'arbitrage pour les mouvements indépendantistes qui pourraient, a-t-il dit, régler leurs disputes de l'intérieur plutôt que de s'étrangler sur la place publique [et] [...] de coordonner les efforts des mouvements indépendantistes, au niveau de la stratégie pour qu'au moment de l'action leurs efforts ne s'annulent pas.<sup>104</sup>

Selon un communiqué de presse distribué aux médias en début d'avril, le Regroupement national est le premier et le seul parti indépendantiste à avoir accepté de se joindre à ce conseil<sup>105</sup>. Cependant, le docteur Jutras reçoit une invitation pour une rencontre en vue de fonder le Conseil national de l'indépendance. Dans la lettre datée du 17 avril 1965, Marcel Chaput convie plusieurs personnalités du milieu indépendantiste le 25 avril à un restaurant montréalais<sup>106</sup>. Parmi les invités, on compte Raymond Barbeau de la défunte Alliance laurentienne, Pierre Bourgault, André D'Allemagne, Guy Pouliot et Andrée Ferretti du Rassemblement pour l'indépendance nationale, Jean Garon, Antoine Larue, René Jutras et Jean Miville-Dechêne du Regroupement national et certains membres de *Parti Pris*. Les invitations ont été faites après une réunion de Barbeau, Bourgault, D'Allemagne et Chaput le 16 avril. Apparemment, René Jutras ne semble pas avoir apprécié la liste des convives, car il décline l'invitation. Dans une lettre envoyée à Marcel Chaput le 21 avril 1965, il écrit : « Je vous en remercie sincèrement, mais je suis désolé de ne pas pouvoir être

---

<sup>103</sup> « Le RN est prêt à participer à la création d'un conseil national de l'indépendance », *La Presse*, 25 mars 1965.

<sup>104</sup> *Ibid.*

<sup>105</sup> René Jutras, Troisième communiqué de presse d'une série de quatre du Regroupement national, avril 1965. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

<sup>106</sup> Lettre de Marcel Chaput à René Jutras, 17 avril 1965. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

présent à cette importante réunion. Les dirigeants du Regroupement ont une importante activité au programme le 25 avril et il nous est impossible de la contremander.<sup>107</sup> » Si le président du RN ne peut se rendre à la rencontre, pourquoi n'envoie-t-il pas un autre mandataire? Il est possible que d'autres engagements se soient ajoutés, mais il aurait pu déléguer un militant de la région montréalaise afin de voir ce qu'il en est avec ce Conseil national de l'indépendance, comme il le fera en janvier 1966 avec le Conseil pour l'unité nationale de Robert Rumilly. Les réserves de Jutras sont bien sensibles dans un article du *Soleil* du 1<sup>er</sup> mai 1965, où il déclare :

il est presque impossible que l'on assiste à l'unification des partis politiques indépendantistes, lors de prochaines élections provinciales. Si les membres du Rassemblement pour l'indépendance nationale veulent se joindre à nous et accepter notre manifeste, ils sont les bienvenus. Quant à nous, nous continuons notre chemin.<sup>108</sup>

Une coalition indépendantiste semble bel et bien un projet évacué pour les membres du Regroupement national, malgré quelques brefs signes d'ouverture. D'une part, au premier caucus du RN le 20 juin 1965, l'option du Conseil national de l'indépendance n'est même pas à l'ordre du jour<sup>109</sup>. D'autre part, dès juin 1965, le Regroupement national amorce la nomination des candidats dans certains comtés comme Gilles Morin dans Wolfe et Jean Miville-Dechêne dans Québec-Centre<sup>110</sup>. Les élections provinciales n'ont pas été déclenchées, mais tous s'attendent à ce qu'elles le soient au courant de l'année 1966. Le RIN désigne aussi des candidats et les deux partis sont conscients que ces nominations diviseront le vote indépendantiste dans

---

<sup>107</sup> Lettre de René Jutras à Marcel Chaput, 21 avril 1965. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

<sup>108</sup> « L'union des partis politiques indépendantistes pour la prochaine élection est presque impossible », *Le Soleil*, 1<sup>er</sup> mai 1965, p.18B.

<sup>109</sup> Ordre du jour; Premier caucus général du Regroupement national, 20 juin 1965. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

<sup>110</sup> Gordon Pape, « 'Vote Separatist' Pitch Begins », *The Gazette*, 17 juillet 1965.

certaines comtés. Même si le RN et le RIN sont mécontents de cette situation, la direction du RIN offre « a close-mouthed attitude on the possibility of an agreement » et les dirigeants du RN « are likewise silent about this idea<sup>111</sup>. » Dès lors, l'union entre les deux partis semble définitivement exclue. Jean Miville-Dechéne explique au journaliste de la *Gazette* que le RN aspire à conquérir les votes de l'Union nationale pour ainsi leur faire un pied de nez électoral, comme le Ralliement des créditistes l'avait fait lors de l'élection fédérale de 1962<sup>112</sup>. Cependant, à sa convention de nomination dans le comté de Québec-Centre, moins de 50 personnes sont présentes pour accueillir Jean Miville-Dechéne. Bref, le Regroupement national a beaucoup d'espoir en vue de la prochaine élection provinciale de 1966, mais sans une alliance avec un autre parti politique ou un appui massif de la presse, le Regroupement national semble n'être pas suffisamment connu de la population pour créer l'effet escompté.

Finalement, le Conseil national de l'indépendance ne verra jamais le jour. Nous croyons que la présence de militants indépendantistes du RIN et de *Parti Pris* freine les envies du RN de se joindre au conseil. En effet, Andrée Ferretti s'est inscrite au RIN depuis peu pour défendre un point de vue encore plus gauchisant que celui de Bourgault. Les deux partis ont en commun le désir d'un Québec souverain, mais leurs conceptions idéologiques sont tellement opposées que même cet idéal ne réussit pas à atténuer leurs différents. Les deux partis politiques restent campés sur leurs positions, s'invitent mutuellement à rejoindre leur parti politique respectif, mais aucun n'est prêt à faire de réelles concessions.

---

<sup>111</sup> *Ibid.*

<sup>112</sup> *Ibid.*

## 2.6 Conclusion

La fondation du Regroupement national permet aux Québécois plus conservateurs de percevoir l'indépendance comme une alternative politique. En créant un parti en réaction à la tendance idéologique du RIN, les regroupistes créent un parti indépendantiste qui se veut en continuité avec les valeurs qu'adoptent beaucoup de Québécois de l'époque, qui sont dites traditionnelles, basées sur le respect du passé, des traditions, de la langue française, de la culture canadienne-française, de la famille traditionnelle, du respect de l'autorité et de la morale chrétienne. Cependant, le Regroupement national combine ces valeurs traditionalistes à des valeurs plus contemporaines. Les regroupistes sont formels quant à l'élaboration d'un Québec indépendant respectant la démocratie, la laïcité de l'État, les droits de l'homme et la non-violence. S'appuyant sur ces valeurs traditionnelles et modernes, il revendique un Québec où la langue officielle serait le français, mais il se dit contre un unilinguisme radical. Cependant, la presse politique classe rapidement ce parti à droite de l'échiquier politique vu les appuis politiques que le RN reçoit, comme celui du père Lamarche, et l'accointance serrée avec la morale chrétienne dans son idéologie politique. Ces éléments rendront difficile leur percée dans le contexte politique de la Révolution tranquille.

Malgré les efforts de Marcel Chaput pour créer un Conseil national de l'indépendance qui réunirait des membres du RIN et des membres du RN, aucun parti n'est prêt à faire de compromis idéologique et le projet est avorté.

Ce dernier événement démontre bien l'impasse du mouvement indépendantiste à l'époque. Les indépendantistes ne réussissent pas à s'entendre pour former un seul parti. De ce fait, les appuis sont divisés, ce qui rend impossible le projet d'indépendance du Québec. Par conséquent, seules l'union des forces indépendantistes et l'acceptation de la présence de plusieurs idéologies au sein d'un même parti peuvent rendre le projet souverainiste viable.

## CHAPITRE III

### LE RALLIEMENT NATIONAL

#### 3.1 Introduction

À l'automne de 1965, les efforts politiques du Regroupement national pour se faire connaître de la population en vue des prochaines élections sont constants, mais inefficaces. Une alliance avec le RIN étant écartée, le RN doit se démarquer le plus possible de son antagoniste idéologique et des vieux partis. Au même moment, sur la scène fédérale, un conflit interne au Crédit social divise les créditistes du Québec et ceux du Canada anglais. Ces disputes amènent les militants québécois, ayant à leur tête Réal Caouette, à fonder un nouveau parti fédéral, le Ralliement des créditistes, et à établir un parti créditiste du même nom au niveau provincial. Quel est le lien entre les créditistes du Québec et le Regroupement national? Le Regroupement national trouvera-t-il une stratégie pour revitaliser ses efforts en vue d'une prochaine élection? Les dirigeants du RN resteront-ils fidèles à leurs valeurs traditionalistes, à leurs partisans et à leurs méthodes de fonctionnement? Ce chapitre permettra justement de répondre à toutes ces questions déterminantes pour l'avenir du parti indépendantiste traditionaliste dirigé par René Jutras.

#### 3.2 Le Ralliement national

Au Canada, le Parti Crédit social stupéfie en rapportant plus de 26 sièges aux élections fédérales de 1962. De ce nombre, le chef du parti, Robert Thompson ne

recueille que 4 sièges dans le reste du Canada et Réal Caouette, lieutenant créditiste au Québec, en obtient 22 sur le territoire québécois<sup>1</sup>. Cette inégalité marquée entre le Québec et le reste du Canada crée des tensions internes. Au départ, la division entre les créditistes canadiens et québécois est causée par des divergences d'interprétation des politiques du crédit social, mais surtout, par un conflit de personnalité entre Robert Thompson et Réal Caouette. Aussi, les députés et membres créditistes canadiens-français veulent débattre des questions liées à la langue française et à la fierté nationale canadienne-française, ce qui irrite les autres membres créditistes canadiens. En 1963, Réal Caouette, ses députés et ses militants du Québec décident de faire scission pour former le Ralliement créditiste.

### 3.2.1 Contexte de séparation interne chez les créditistes

À la Chambre des communes, le Ralliement des créditistes revendique qu'une place plus substantielle soit laissée à la langue française autant au Parlement fédéral que dans la fonction publique. Ensuite, l'idée d'un « statut particulier » pour le Québec est envisagée<sup>2</sup>. Michael B. Stein, le premier à s'intéresser aux créditistes québécois, définit le créditisme comme un mouvement de protestation de l'aile droite préconisant des réformes liées à un retour ou à un renforcement des valeurs du passé<sup>3</sup>. En fait, la pensée politique des créditistes coïncide avec la mentalité droitiste traditionnelle du monde rural et des petits centres urbains du Québec<sup>4</sup>. Stein croit que le créditisme entre exactement dans la définition de *right-wing protest movement*, car

---

<sup>1</sup> J.T. Morley, « Crédit social » dans l'*Encyclopédie canadienne*, 2009. [En ligne] : <<http://www.thecanadianencyclopedia.com/index.cfm?PgNm=TCE&Params=f1ARTf0007518>> (16 juin 2009).

<sup>2</sup> *Ibid.*

<sup>3</sup> Michael B. Stein, *The Dynamics of Right-Wing Protest: A Political Analysis of Social Credit in Quebec*, Toronto, University of Toronto Press, 1973, p.12.

<sup>4</sup> J.T. Morley, « Créditistes » dans l'*Encyclopédie canadienne*, 2009. [En ligne] : <<http://www.thecanadianencyclopedia.com/index.cfm?PgNm=TCE&Params=f1ARTf0007518>> (16 juin 2009).



les créditistes sont conservateurs par leur désir de préservation de l'ordre social et économique établi<sup>5</sup>. Sans transformer le système économique en profondeur, les créditistes du Québec veulent l'améliorer avec les principes du crédit social pour ainsi revitaliser les économies traditionnelles des fermiers, des marchands et des artisans. Aussi, ils s'appuient sur les valeurs traditionalistes comme l'obéissance, la moralité et le sens du devoir. Ils croient à l'importance d'une microsociété au sein de la communauté, comme la famille, la paroisse et le village, et ils ne valorisent pas l'urbanité. Au niveau moral, ils prônent un retour de l'Église, de ses institutions religieuses et la sauvegarde du système confessionnel d'éducation.

Depuis leur séparation du Crédit social, les créditistes du Québec jonglent avec l'idée de se présenter sur la scène provinciale. Les résultats d'une enquête sur le sujet sont présentés au conseil provincial du 26 janvier 1964 à Montréal: 76 % des répondants sont en faveur d'une action politique au provincial; 88 % rejettent l'idée d'appuyer l'un des partis provinciaux actuels; 97 % refusent l'idée de toute fusion avec l'un des partis actuels et 91 % favorisent l'idée de continuer l'action politique sur le plan fédéral<sup>6</sup>. Les membres du parti conviennent dans leur rapport de la nécessité pour le Québec d'obtenir l'autonomie complète dans les domaines suivants : l'émission de crédit pour l'obtention d'une charte de banque, les importations et les exportations, l'immigration et les sources de fiscalité. Les militants présents au congrès établissent que « si les autres provinces nous acceptent avec ces quatre conditions, nous demeurerons dans la Confédération.<sup>7</sup> » Cette dernière affirmation laisse la porte ouverte à l'idée d'indépendance du Québec pour le Ralliement des créditistes.

---

<sup>5</sup> Michael B. Stein, *op. cit.*, p.14.

<sup>6</sup> Ralliement des créditistes, *Schéma d'un programme électoral pour le Québec*, p.1. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

<sup>7</sup> *Ibid.*, p.1.

En 1965, au Congrès de Saint-Jérôme, le parti prend la décision de se présenter officiellement sur la scène politique québécoise et nomme comme chef intérimaire, Laurent Legault. Il faut rappeler que Réal Caouette, chef de la section fédérale du Ralliement des créditistes, n'est pas vraiment d'accord avec l'arrivée de son parti sur la scène provinciale; ce sont les membres qui en ont décidé ainsi au congrès de Granby<sup>8</sup>. Néanmoins, Caouette laisse entendre durant sa campagne électorale fédérale de novembre 1965 qu'une future alliance provinciale avec un autre parti politique serait envisageable. Il est conscient que le Ralliement a besoin d'une alliance afin de rehausser sa crédibilité et sa popularité en tant que parti politique au Québec. Laurent Legault et Camil Samson, secrétaires de parti, proposent d'abord à Daniel Johnson, chef de l'Union nationale, une alliance afin de « grouper toutes les forces de la *droite* pour faire la lutte aux tendances *socialistes* du gouvernement Lesage [...]»<sup>9</sup> Johnson décline la proposition. C'est par la suite que les créditistes du Québec vont commencer à s'intéresser à différents acteurs politiques de la droite québécoise, dont le parti de René Jutras, le Regroupement national.

### 3.2.2 Négociation entre le Regroupement national et le Ralliement des créditistes

Le quotidien *La Tribune* rapporte que le député libéral Émile Lafrance, un droitiste et un laissé-pour-compte du remaniement ministériel libéral, le député unioniste Yves Gabias qui est en désaccord avec beaucoup de ses collègues de l'Union nationale et, finalement, René Jutras ont été approchés pour enclencher des discussions sur une alliance politique<sup>10</sup>.

---

<sup>8</sup> Edward Scalleen, « Right wing front may seek Quebec », *The Record*, février 1966.

<sup>9</sup> « Caouette fera la lutte au provincial parce que Johnson n'a pas voulu d'une alliance », *Le Devoir*, 8 décembre 1965, p.3.

<sup>10</sup> René Roseberry, « Nouvelle formation politique au Québec? », *La Tribune*, 4 février 1966, p.1.

Le 29 janvier 1966, Laurent Legault et René Jutras communiquent par téléphone pour discuter d'une éventuelle rencontre. Une semaine plus tard, Jutras présente quelques propositions quant à la forme que pourrait prendre leur union : 1) une alliance électorale, les partis continuant d'exister distinctement; 2) une fusion totale; 3) une simple entraide avec entente pour éviter les doubles candidatures. De plus, Jutras ajoute quelques points concernant le nom de la nouvelle alliance, le cadre central de la direction, le choix du chef, les méthodes de financement, les procédures de conventions de comtés, la formation d'un programme politique et les modalités de l'annonce de la nouvelle formation. Il écrit à la main dans le coin supérieur de sa lettre : « Président : Jutras, Vice-président : Bourret, Chef électoral : Legault, Chef adjoint : Garon<sup>11</sup> ». À notre avis, considérant les notes manuscrites positionnant déjà quatre acteurs politiques du Regroupement national et du Ralliement créditiste à des postes de direction, le docteur Jutras semble convaincu dès le premier appel téléphonique de Legault du bien-fondé de cette alliance. Quelques jours plus tard et après avoir discuté avec ses exécutifs de comté, Legault lui répond « qu'une fusion totale de nos deux groupes ne serait pas une solution pratique pour le moment<sup>12</sup> ». Il lui suggère plutôt une rencontre discrète à Montréal en vue d'une alliance électorale. Dès lors, les rumeurs vont bon train.

Dans son article de *La Presse* du 24 février, Cyrille Felteau pose la question suivante à ces lecteurs : « Le Ralliement [créditiste] livrera-t-il ce combat seul, ou avec l'aide d'alliés tel que le Regroupement national (RN) du Dr René Jutras, par exemple?<sup>13</sup> » Une chose est certaine, les deux partis politiques ont un discours idéologique similaire : ils veulent combattre les éléments gauchisants de la société

---

<sup>11</sup> Lettre de René Jutras à Laurent Legault, 5 février 1966. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

<sup>12</sup> Lettre de Legault à René Jutras Laurent, 11 février 1966. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

<sup>13</sup> Cyrille Felteau, « À la recherche d'alliés politiques », *La Presse*, 24 février 1966.

québécoise, et aux prochaines élections, livrer une lutte sans merci aux vieux partis (le Parti libéral et l'Union nationale). La seule différence significative est que le Regroupement national désire l'indépendance du Québec et que le Ralliement créditiste aspire plutôt à un statut d'États associés.

Les discussions politiques entre le Regroupement national de René Jutras et le Ralliement créditiste de Laurent Legault se font à huit clos. Ce n'est que le 8 mars que Legault et ses coéquipiers confient au quotidien *Montreal Star* que « [...] talks between the two parties are going on and the outcome 'look promising', [...] 'only few details remain to be ironed out.' »<sup>14</sup> Aussi, le docteur Jutras convie les membres du RN en caucus le 12 mars à Québec où « d'importantes décisions devront être prises » et il mentionne que « les dirigeants du Regroupement national ont rencontré depuis quelques semaines les chefs de certains partis et organisations politiques du Québec.<sup>15</sup> » Il semble que les deux hommes préparent l'annonce d'une fusion.

### 3.2.3 Fusion entre le Regroupement national et le Ralliement des créditistes

Une fusion totale et définitive est en effet annoncée le 13 mars 1966. À la conférence de presse, Jutras et Legault sont accompagnés de Réal Caouette, chef du Ralliement des créditistes au fédéral, et de Gilles Grégoire, député créditiste de Lapointe. Ces deux derniers sont présents afin d'offrir leur support au nouveau parti. Caouette affirme qu'il est d'accord avec leurs idées, travaillant dans le même sens à Ottawa, et Gilles Grégoire soutient être prêt à aider le parti une fois son mandat fédéral terminé<sup>16</sup>. Lors des prochaines élections, le nouveau parti, qui n'a pas de nom

---

<sup>14</sup> « 'Outsiders' Optimistic », *Montreal Star*, 8 mars 1966.

<sup>15</sup> Lettre de René Jutras aux membres du caucus du Regroupement national, mars 1966. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

<sup>16</sup> Gilles Daoust, « Fondation d'un parti séparatiste-créditiste, sans chef et sans dénomination pour l'instant », *La Presse*, 14 mars 1966, cahier 4, p.41-52.

pour le moment, présentera des candidats dans les 108 comtés<sup>17</sup>. Vu la nécessité de se concentrer sur l'élaboration d'un programme électoral, René Jutras et Laurent Legault se divisent la présidence du parti en devenant tous deux coprésidents jusqu'au congrès, après les élections. Ils ont choisi la fusion totale des deux partis, car lors des négociations, ils ont réalisé avoir des idées politiques analogues. Laurent Legault va encore plus loin : « Nous avons les mêmes idées [...] »<sup>18</sup>. » Ils s'entendent sur tous les points importants et décident qu'ils réuniront aussi leurs programmes respectifs. Le seul compromis que Jutras accorde à Legault concerne le statut d'États associés pour le Québec<sup>19</sup>. L'idée d'indépendance intégrale soutenue par le Regroupement national est écartée. Le premier congrès commun se déroulera le 26 mars. Cette rencontre permettra d'élaborer le plan d'attaque en vue des élections, de présenter l'ébauche de leur programme, de trouver un nom au nouveau parti ainsi que de fixer toutes les modalités de fonctionnement<sup>20</sup>.

Par respect envers ses membres, le docteur Jutras signe un texte qui leur est adressé où il explique les raisons de son association avec les créditistes. En gros, Jutras et Legault ont la même amertume envers les puissants et les corrompus, en parlant des vieux partis, d'une part, et les caisses électorales des deux organisations étaient pratiquement vides, d'autre part. Jutras estime que le Regroupement et le Ralliement ont des valeurs et des objectifs communs, comme un esprit civique désintéressé, un patriotisme sain et clairvoyant, la démocratie, les droits de la personne humaine, la survie de la nation québécoise, la fidélité à la foi et à la culture

---

<sup>17</sup> Lettre de René Jutras aux membres du caucus, *op. cit.*

<sup>18</sup> Gilles Daoust, *loc. cit.*, p.41-52.

<sup>19</sup> « Une nouvelle formation politique est née : M. Laurent Legault s'allie au Dr Jutras », *Montréal-Matin*, 14 mars 1966, p.7.

<sup>20</sup> Paul-Émile Plouffe, « Fusion du Regroupement et du Ralliement », *Le Nouvelliste*, 15 mars 1966.

transmise par nos pères<sup>21</sup>. Pour toutes ces raisons, les deux partis unissent sous la bannière du Ralliement national.

### 3.2.4 Valeurs

Au congrès du 26 mars 1966, les négociations donnent concrètement naissance au Ralliement national. Ce parti allie principalement une économie créditiste, une idéologie politique dite démocrate-chrétienne et un statut d'États associés pour le Québec<sup>22</sup>. Le temps de préparation aux élections étant restreint, ils ont donc préparé pour ce congrès un énoncé de principes résumant le programme électoral qui sera présenté en mai. *La Nation*, devenue l'«Organe officiel du Ralliement national», présente leur manifeste politique en entier et les chefs conjoints y expliquent la fusion des deux partis<sup>23</sup>.

Ce document appelé *Les buts, les principes, les politiques du Ralliement national* va à contre-courant de la tendance des autres partis en lice pour les prochaines élections. Par exemple, le Ralliement est le seul parti soutenant encore la place de la religion dans la sphère sociale, bien que les dirigeants du RN acceptent le système politique de l'État laïque. Même s'ils ne prônent pas une théocratie comme certains journalistes le laissent croire, il reste que les théories et la morale de la religion chrétienne imprègnent leur énoncé de principes. Dans la première section, *Notre conception politique*, les auteurs détaillent les quatre points fondamentaux de leur doctrine politique. D'abord, en introduction, l'argumentaire pour soutenir l'autonomie politique du Québec et l'égalité face au gouvernement central est le suivant :

---

<sup>21</sup> *Ibid.*, p.1-2.

<sup>22</sup> Jean V.-Dufresne, « L'Alliance Legault-Jutras a choisi son nom : Ralliement national », *Le Devoir*, 28 mars 1966.

<sup>23</sup> Ralliement national, « Le Québec en marche avec le Ralliement national », *La Nation*, vol. 2, n° 1, p.1.

[...] il devient nécessaire pour un peuple de dissoudre les liens politiques qui l'ont attaché à un autre et de prendre, parmi les puissances de la terre, la place égale à laquelle les lois de la nature et de Dieu lui donnent droit, le respect dû à l'opinion de l'humanité l'oblige à déclarer les causes qui le déterminent à la souveraineté.<sup>24</sup>

De plus, dans cette partie, les dirigeants mettent l'accent sur trois vérités qu'ils qualifient d'*évidentes* : « [...] tous les hommes sont créés égaux; ils sont doués par le Créateur de certains droits inaliénables; parmi ces droits se trouvent la vie, la liberté et la recherche du bonheur.<sup>25</sup> » En fait, ils copient mots pour mots les deux premiers paragraphes de la Déclaration d'indépendance des États-Unis. Par ce calque, les penseurs du RN renvoient à la forme la plus traditionnelle du libéralisme proclamant ainsi les libertés individuelles et les droits de l'homme. Le dernier paragraphe de *Notre conception politique* est contextualisé en fonction de la bataille politique du Ralliement national au Québec.

Même si le Ralliement national ne souhaite pas une théocratie, la base de leur doctrine est *Dieu*. Selon les dirigeants du Ralliement national, « une nation, pour être grande et forte, doit reconnaître la souveraineté de Dieu, sa toute-puissance et son éternité. [...] Cette reconnaissance volontaire, individuelle et collective, est la base du progrès et de la dignité humaine.<sup>26</sup> » Cette conception se traduit dans leurs objectifs par le maintien d'un système d'éducation confessionnel et par des mesures assurant la dignité humaine universelle pour que tous les Québécois puissent jouir du minimum requis en ce qui a trait au logement, à la santé et à la sécurité sociale<sup>27</sup>. Le RN propose un État de droit laïque pour le Québec, car les rallinistes veulent la séparation

---

<sup>24</sup> Ralliement national, *Les buts, les principes, les politiques du Ralliement National*, Montréal, 1966, p. 9.

<sup>25</sup> *Ibid.*

<sup>26</sup> *Ibid.*, p. 10.

<sup>27</sup> *Ibid.*, p. 15.

des pouvoirs politique et administratif de l'État du pouvoir religieux. Cependant, les références à une morale chrétienne imprègnent l'idéologie politique et les mesures sociales proposées de ce parti.

Le deuxième pivot de leur doctrine fait, quant à lui, référence à la *Nation*. Ils revendiquent le droit à l'autodétermination des Québécois, car le Québec est une nation. La nation se définit comme étant « un groupe d'hommes parlant la même langue, habitant un même territoire, possédant un vouloir-vivre collectif et qui souvent pratiquent la même religion.<sup>28</sup> » Cette conception de la nation se concrétise par l'implantation d'une politique d'immigration plus sélective, par la valorisation de la culture française et par l'établissement du français comme langue officielle<sup>29</sup>.

L'avant-dernier point est celui qui touche la *Famille et [la] personne humaine*. Le Ralliement national confirme que « la famille est la cellule de base de la société québécoise.<sup>30</sup> » La direction du parti croit qu'un meilleur développement de la personne humaine, dans le but d'atteindre le bonheur, est influencé nécessairement par son milieu. Ils en donnent l'ordre de priorité suivant : « personne humaine, famille, paroisse, municipalité, région, nation.<sup>31</sup> » Liées à ce principe, les réformes que le RN veut mettre sur pied sont l'assurance d'un logement décent, l'universalité des soins de santé, des mesures de sécurité sociale, l'assurance-chômage, l'établissement de politiques agricoles et la promotion de la gratuité scolaire<sup>32</sup>. Bref, toutes ces réformes sont très interventionnistes. Nous croyons qu'autant de mesures sociales peuvent apparaître comme une forme de populisme, une manière d'obtenir la faveur de l'électorat, si nous prenons en considération que le Ralliement national est

---

<sup>28</sup> *Ibid.*, p. 10.

<sup>29</sup> *Ibid.*, p. 19-20.

<sup>30</sup> *Ibid.*, p. 10.

<sup>31</sup> *Ibid.*, p. 10.

<sup>32</sup> *Ibid.*, p. 15, 16 et 20.



toujours très loin d'obtenir le pouvoir politique. Précisément, par populisme, nous entendons un appel au peuple qui se qualifie par une forme de mobilisation politique fondée sur un discours apparemment hostile aux idéologies, mais qui valorise la nation, le protectionnisme, les vertus du nationalisme culturel et économique ainsi que la communauté nationale par des discours égalitaristes et de justice sociale.<sup>33</sup>

Finalement, le dernier point est le *Gouvernement*. Selon eux, l'objectif premier du gouvernement québécois est de s'assurer du respect de « la primauté des droits de la personne humaine et de la famille.<sup>34</sup> » Par conséquent, cet objectif se traduit par le respect des institutions politiques élues démocratiquement et des droits de la personne, la gestion honnête de l'administration publique et le rejet de toutes les idéologies totalitaires. Et ce faisant, ils aspirent à fournir le plus possible de biens et services permettant l'épanouissement maximal de tous les citoyens du territoire. Par ce type de gouvernement, le RN croit à l'association de tous les citoyens pour produire les richesses nécessaires à l'ensemble de la société québécoise. L'idée est de calquer la société québécoise sur le modèle de la cellule familiale: le gouvernement étant le père de la famille et les citoyens, les enfants. Par cette façon de procéder, ils voient ici le rôle de la justice sociale qui consiste à redistribuer la production de la richesse collective par les efforts de l'association de tous les citoyens<sup>35</sup>. Nous croyons que ce type de gouvernance est paternaliste vu les raisons idéologiques qui motivent cet interventionnisme. Afin de mettre en pratique ce type de gouvernance, ils rejettent le fédéralisme coopératif canadien pour plutôt préconiser la formule des États associés. Le gouvernement québécois devrait avoir le contrôle de son crédit, de sa monnaie, de ses importations et de ses exportations, de son immigration, de sa fiscalité, de ses affaires extérieures et presque tous les pouvoirs sous le contrôle

---

<sup>33</sup> Guy Hermet, *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*; Paris, Armand Colin, 2010, p. 240-241.

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 11.

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 11.

fédéral<sup>36</sup>. Bref, le Ralliement national veut créer un marché économique commun avec les États voisins, mais en s'appropriant une souveraineté décisionnelle pour tous les aspects de la vie au Québec. La notion d'État associé pour le Québec sous-tend la nécessité d'établir un cadre confédéral ou des relations institutionnelles avec le Canada. Cependant, le Ralliement national n'évoque aucune structure en ce sens. Selon eux, le statut d'État associé permettrait au Québec de s'allier avec tous les États souverains dans le monde. La seule compétence pour laquelle le Ralliement national ne désire pas de souveraineté complète est la défense militaire. Ils voudraient donc rester associés aux Forces canadiennes en leur payant un pourcentage selon les services reçus par le Québec<sup>37</sup>.

En somme, l'énoncé de principes du Ralliement national présenté en avril 1966 n'est qu'un avant-goût de leur programme politique en vue de l'élection du 5 juin. Cependant, il déjà possible de remarquer qu'une certaine contradiction existe entre les termes choisis et la définition qu'ils en font. Les dirigeants du Ralliement national revendiquent le statut d'État associé pour le Québec, mais la définition qu'ils en donnent ressemble plutôt à celle de l'indépendance complète : « [...] un État souverain, égal, capable de s'associer avec d'autres États et jouissant de tous les pouvoirs politiques, législatifs, économiques et judiciaires nécessaires à la poursuite de ses objectifs propres.<sup>38</sup> » Il semble que le consensus auquel sont arrivés les anciens du Regroupement national et les créditistes a été d'écarter un terme inconfortable pour une bonne partie de la population de cette époque, l'indépendance, afin de le remplacer par celui de ces États associés. En gros, nous soutenons que la souveraineté

---

<sup>36</sup> *Ibid.*, p. 13.

<sup>37</sup> Ralliement national, « Manifeste du Ralliement national », *La Nation*, vol. 2, n° 1, avril 1966, p.7.

<sup>38</sup> *Ibid.*, p.6.

revendiquée par le Regroupement national est sensiblement la même que la formule d'États associés du Ralliement national.

### 3.2.5 Partisans

Selon René Jutras, le partisan type du Regroupement national comme faisant partie de « l'élément silencieux de la population, modéré, réfléchi, d'un certain âge (35-40 ans) [et] la clientèle du parti [...] se recrute principalement à cause des thèmes traditionnels prêchés par le parti [...].<sup>39</sup> » Les adhérents au Ralliement national sont les mêmes que ceux du Regroupement national. Ces partisans sont nationalistes, chrétiens, de langue française, d'âge adulte et habitant en périphérie des grands centres.

Le mentor intellectuel de René Jutras, le père Gustave Lamarche, appuie toujours officiellement son protégé dans sa nouvelle démarche politique. En entrevue à une émission spéciale du Ralliement national à la station télévisée CKTM de Trois-Rivières, Lamarche explique les raisons de son soutien à ce parti. Le texte intégral intitulé, *Pourquoi j'accorde ma préférence au Ralliement national*, compare les vieux partis avec le nouveau venu. Dans le communiqué de presse, la pensée de Lamarche est résumée ainsi :

Mon attitude politique a pour base l'idée chrétienne. Le peuple canadien-français est à deux doigts de sa perte. Nous sommes, en tant que peuple, à l'article de la mort. Il faut des mesures extrêmes. C'est pourquoi, je préconise pour le Québec le contrôle souverain de sa vie politique, de sa vie économique, de sa vie sociale et culturelle, de son immigration et de tous les moyens nécessaires à l'épanouissement du Québec.<sup>40</sup>

---

<sup>39</sup> José Igartua, « Rencontre avec le chef du Regroupement National : On peut faire l'indépendance sans faire du socialisme », *Le Carabin*, 17 mars 1966, p.9.

<sup>40</sup> Ralliement national, Communiqué de presse *Le R.P. Gustave Lamarche déclare son appui au Ralliement national*, printemps 1966, -30-. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

Dans le texte intégral, Gustave Lamarche soutient que la nature profonde du peuple québécois et ses besoins ne peuvent être comblés que par un épanouissement politique. Selon lui, la Confédération canadienne ne donne pas les pouvoirs nécessaires au Québec pour assurer son développement complet. Il aspire donc aux pleins pouvoirs pour le Québec.

Le père Lamarche passe en revue l'idéologie des partis politiques en lice pour les prochaines élections provinciales. Dans son analyse du Parti libéral du Québec, il concède que ce parti est bien plus nationaliste qu'il l'a déjà été, mais avec encore beaucoup de réserves. Il accuse le PLQ d'avoir retiré de son programme et du système d'éducation toutes les références chrétiennes, d'être à la solde des intérêts de la majorité anglo-saxonne, de ne pas protéger le fait français au Québec, de ne pas améliorer les mœurs politiques et de méconnaître la nécessité de l'émancipation politique du Québec<sup>41</sup>. Lamarche reproche à l'Union nationale un certain opportunisme politique vu l'ambiguïté de Daniel Johnson face à l'autonomie et à l'idée d'indépendance. Le père Lamarche dénonce la doctrine politique livrée par Johnson dans *Égalité ou indépendance* qui ne fait que varier, selon lui. Enfin, Lamarche qualifie le programme politique du RIN « d'envergure et de solidarité ». Il croit que ce parti comprend bien l'État et les besoins de la nation québécoise pour que celle-ci devienne « normale ». Il s'agit du seul parti politique avec lequel une collaboration serait envisageable, mais avec lequel aucune alliance n'est possible vu leur rejet de la religion chrétienne. Le Ralliement national est donc le parti le mieux placé pour répondre à ses aspirations idéologiques. Le remplacement de l'indépendance totale pour la formule d'États associés lui paraît être la manière de rallier le plus grand nombre de Québécois effrayés par la première option. Selon lui, l'autofinancement du Ralliement national par ses membres et ses dirigeants lui

---

<sup>41</sup> Gustave Lamarche, *Pourquoi j'accorde ma préférence au Ralliement national*, printemps 1966, p.1. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

permet de réellement mettre de l'avant les aspirations du peuple québécois. Pour toutes ces raisons, Gustave Lamarche croit toujours que le parti amenant les meilleures solutions aux problèmes de l'époque est celui dirigé par René Jutras, c'est-à-dire, le Ralliement national.

L'appui de René Chaloult au parti de René Jutras reste inchangé. Il donne son soutien officiel dans *La Nation*. Cependant, l'article ne nous apprend rien de neuf puisque, globalement, il reprend celui paru dans le premier numéro de *La Nation* du temps du Regroupement national. L'argumentaire de l'adhésion de Chaloult est donc pratiquement le même que celui évoqué au deuxième chapitre.

Dès l'annonce de la naissance du Ralliement national, Gilles Grégoire est présent afin d'appuyer les présidents Legault et Jutras dans leur nouvelle démarche politique. Rappelons que Grégoire affirme être prêt à aider le parti une fois son mandat fédéral terminé; il en deviendra le président en août 1966<sup>42</sup>. Dans le premier numéro de *La Nation* du Ralliement national, Grégoire fait confiance au nouveau parti et dit appuyer le RN dans la prochaine élection provinciale<sup>43</sup>. Néanmoins, les raisons de son soutien ne sont pas évoquées.

La position de Réal Caouette relativement à la création du Ralliement national est claire. À la fin d'avril 1966, il fait part de ses réserves aux membres et aux députés de l'exécutif provincial du Ralliement créditiste. Le départ d'un grand nombre de militants du Ralliement créditiste de Caouette vers le parti de Legault oblige le chef fédéral à prendre position. Réal Caouette affirme que les deux partis sont deux organisations politiques distinctes et que la politique provinciale n'est pas un objectif de son parti, car « seule l'indépendance financière peut résoudre l'ensemble des problèmes et la question financière [...] relève encore d'Ottawa où

---

<sup>42</sup> Gilles Daoust, *loc. cit.*, p.41-52.

<sup>43</sup> Ralliement national, *La Nation*, avril 1966, vol. 2, n° 1, p.3.

nous sommes à nous battre [...].<sup>44</sup> » Selon lui, la naissance du Ralliement national s'est produite au détriment des comtés fédéraux créditistes; elle a amené la division au sein du parti, qui s'est écarté de l'objectif de base du mouvement du crédit social. Depuis les trois dernières années, écrit-il, « il s'est glissé dans nos rangs une faction non créditiste qui s'est donnée pour mission de briser le Ralliement créditiste en lui donnant une orientation provinciale pour ne pas dire séparatiste [...].<sup>45</sup> » Idéologiquement ni à gauche ni à droite, l'objectif créditiste selon Réal Caouette est d'assurer « la justice pour tous dans le plus grand respect de la personne humaine.<sup>46</sup> » Malgré ces différends, le chef fédéral confirme le droit de tous les créditistes de participer à la politique provinciale, mais ceux qui choisiront cette option ne pourront être qu'à un comité exécutif à la fois. Réal Caouette prévient que « tous et chacun de nos membres sont libres de participer ou non à la campagne provinciale qui se terminera le 5 juin prochain et je souhaite qu'aucun d'eux ne soit traité de « vendu » par qui que ce soit.<sup>47</sup> »

### 3.2.6 Fonctionnement

Le Ralliement national ne diffère pas beaucoup du Regroupement national dans sa structure et ses activités de propagande. Cependant, quelques changements s'imposent depuis l'arrivée du groupe créditiste. Nous verrons donc les défis organisationnels que relèvera le nouveau parti de René Jutras et Laurent Legault trois mois avant les élections provinciales.

---

<sup>44</sup> Lettre de Réal Caouette adressée aux députés et aux membres de l'exécutif provincial du Ralliement créditiste, Ottawa, 21 avril 1966, p.2. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

<sup>45</sup> *Ibid.*, p.1.

<sup>46</sup> *Ibid.*, p.4.

<sup>47</sup> *Ibid.*, p.6.

En mars 1966, Laurent Legault confirme à ses membres la fusion du Ralliement créditiste et du Regroupement national et les appelle à se joindre au Ralliement national en grand nombre. Il leur transmet les informations suivantes. La structure interne est sensiblement similaire, avec un niveau central et des satellites régionaux. La direction centrale est constituée d'anciens provenant des deux partis. Du Regroupement national, il reste Jean Miville-Dechéne, devenu vice-président, Roland Perron comme trésorier, Jean Garon parmi les organisateurs et Joseph Costisella parmi les directeurs. Du nombre des créditistes les plus influents, on compte le président Fernand Bourret, tout comme un des organisateurs, Camil Samson. Le secrétariat général se déplace de Québec à Montréal, rue Saint-Denis, au cœur de la métropole québécoise.

Le financement du Ralliement national s'organise de la même manière qu'auparavant; le comité central a un budget global de 17 000 \$, mensuellement fourni par les comités régionaux à raison de 10 \$ à 30 \$ par mois<sup>48</sup>. Si les comités ont payé leur dû au comité central, ils obtiennent les cartes de membre à distribuer aux partisans de leur région. Ensuite, lors de la distribution de ces cartes, ils demandent à leurs adhérents une redevance raisonnable afin de se financer localement. Cependant, pour chaque carte distribuée, le comité régional doit remettre 2 \$ au comité central afin de souscrire aux frais d'abonnement annuel de *La Nation* qui est automatique lors de l'adhésion au parti. Le manifeste du parti est distribué à travers les différentes régions du Québec à raison de 5\$ pour cent exemplaires. Legault demande aux militants d'en distribuer le plus possible à toutes les personnes d'influence ou susceptibles d'adhérer au Ralliement national. Le président conjoint rassure les créditistes en soutenant que « ce manifeste est en parfaite conformité avec les

---

<sup>48</sup> Lettre de Laurent Legault adressée aux membres et aux supporteurs, 29 mars 1966, p.1. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

principes et la philosophie du crédit social.<sup>49</sup> » De plus, la direction du journal *La Nation* est attribuée à Fernand Bourret, dont l'influence créditiste se fait nécessairement sentir à travers les lignes du journal.

Nous croyons que l'association politique donnant lieu au Ralliement national a été judicieuse pour les deux partis. Il n'aurait pas été cohérent d'avoir deux partis aussi semblables au même scrutin. Le Ralliement national développe une option politique spécifique pour une frange importante de la population qui est à la fois traditionaliste et indépendantiste.

### 3.3 Les élections provinciales du 5 juin 1966

Après la fondation officielle du Ralliement national, le parti se met rapidement au travail en vue des élections du 5 juin. La campagne électorale s'annonce ardue pour le nouveau parti. Récemment fondé, il est le seul parti à avoir deux chefs à sa tête et son idéologie ainsi que son programme politique sont peu connus du grand public. En outre, les médias québécois ne lui font pas bonne presse.

#### 3.3.1 Programme électoral

Le programme électoral officiel du Ralliement national présenté à la population québécoise précise les éléments déjà exposés dans l'énoncé de principes et dans le manifeste en 107 points. Par ce programme, les dirigeants veulent démontrer leur opposition à la perte de contrôle généralisée dans la restructuration de l'État québécois par le gouvernement libéral de Jean Lesage depuis son arrivée en 1960. En effet, ils craignent que l'imposition de toutes les nouvelles taxes et l'augmentation de la dette publique paralysent le développement économique au Québec. De plus, ils dénoncent le manque de transparence et la corruption des deux principaux grands

---

<sup>49</sup> *Ibid.*



partis. Le Ralliement national se perçoit comme la seule alternative possible pour instaurer « une administration honnête, dynamique et efficace.<sup>50</sup> » Le programme proposé aux élections de 1966 s'axe sur la nationalisation des ressources naturelles du Québec, sur une politique économique saine et sur le projet d'États associés. Au cœur de l'idéologie, on retrouve la personne humaine, la famille et la nation québécoise.

Les 107 articles du manifeste sont rassemblés sous quinze thématiques. Avant de décortiquer ce programme, nous avons pris note que ce dernier a beaucoup de similitudes avec le programme politique de l'Union nationale de 1962. En les mettant côte à côte, nous observons que la structure de présentation est quasi identique. Les thématiques et la terminologie employées sont aussi analogues. En effet, le Ralliement national débute son programme par *Les principes de base* pour présenter ensuite les mêmes thèmes que l'UN, comme les cultivateurs, la personne humaine et la famille ou encore l'indépendance financière et la souveraineté politique du Québec<sup>51</sup>. Nous croyons que le RN a décidé de reprendre le programme politique de l'Union nationale de 1962 et de le remanier à sa façon.

### 3.3.1.1 Principes de base

Les valeurs fondamentales du parti sont hiérarchisées de la façon suivante : les droits de la personne humaine, la famille, la justice sociale, la démocratie chrétienne et la souveraineté de l'État québécois<sup>52</sup>. Ces principes nous éclairent sur la nature même du parti et son positionnement idéologique. L'individu est au centre de leurs préoccupations afin de faire opposition aux théories marxistes insistant sur l'importance de la collectivité. Le bonheur de chaque individu par l'entremise de la

---

<sup>50</sup> René Jutras et Laurent Legault, *Ralliement National - Programme politique*, juin 1966, p.1. Centre de recherche Lionel-Groulx, Fonds Michel Brochu, P22/C5, 15.

<sup>51</sup> Jean-Louis Roy, *Les programmes électoraux du Québec : un siècle de programmes politiques québécois*, Tome II : 1931-1966, Montréal, Éditions Leméac, 1971, p.395-402.

<sup>52</sup> René Jutras et Laurent Legault, *Ralliement National - Programme politique*, op. cit., p.2.

structure familiale est ce qui motive l'élaboration de leur programme politique. Selon eux, l'intervention de l'État permet à tous les citoyens d'atteindre le minimum de l'état du bonheur dans le respect des droits de la personne humaine.

Pour les dirigeants du Ralliement national, cet État ne peut s'atteindre que par l'interdépendance de structures sociales définies. Ces structures découlent de l'héritage canadien-français influencé par les valeurs catholiques. Par conséquent, leur conception de la société passe par une hiérarchisation de l'autorité à l'intérieur de chacune de ces structures, de la plus petite, la famille, à la plus grande, l'État québécois. C'est précisément pour cette raison que le deuxième article circonscrit la famille comme la cellule de base de la société québécoise, car la famille établit le cadre de toutes les autres structures. La famille épouse le modèle catholique type positionnant l'autorité patriarcale au centre de la prise des décisions. C'est donc à ce modèle type que le Ralliement national veut faire coller la structure de l'État québécois souverain : une reproduction de la cellule familiale canadienne-française d'inspiration chrétienne. Comme le souligne René Jutras, « on a reçu un héritage français et chrétien. [...] Notre héritage est tel que nous pouvons penser en terme de souveraineté.<sup>53</sup> »

### 3.3.1.2 Richesses naturelles

L'exploitation des richesses naturelles du Québec s'avère le pilier principal sur lequel le Ralliement national mise pour développer l'économie québécoise. La première étape consiste dans la création d'une société nationale du pétrole et du gaz du Québec qui se veut un partenariat entre le financement public majoritaire et privé minoritaire. Le RN désire ainsi garder le contrôle de l'exploitation et de l'exportation des ressources du territoire afin « d'établir une balance favorable du commerce

---

<sup>53</sup> « Jutras admet que la doctrine de son parti n'est pas susceptible de soulever l'enthousiasme de la jeunesse », *Le Devoir*, 1<sup>er</sup> juin 1966.

extérieur<sup>54</sup> ». D'une part, l'objectif est d'exploiter principalement ces ressources, en particulier le pétrole, le gaz naturel et les minéraux, afin de regarnir les coffres du Québec, et ainsi financer toutes les mesures sociales proposées. D'autre part, le gouvernement du Ralliement national veut diminuer les importations étrangères, augmenter les exportations de produits finis et transformer les ressources naturelles à proximité du lieu d'exploitation. La transformation de ces ressources se ferait au Québec et il serait interdit d'en faire l'exportation de matières brutes. La plupart des mesures dans ce domaine veulent contribuer à la prospérité collective par l'entremise de redevances ou l'exploitation des ressources naturelles au profit des Québécois : par exemple, l'interdiction de l'exploitation des produits miniers bruts par des compagnies privées ou la fondation de la Régie de la forêt pour mettre fin au gaspillage, au déboisement et à la mauvaise utilisation de la forêt.

### 3.3.1.3 Finance, économie et fiscalité

Cette troisième thématique propose une économie conservatrice, protectionniste et souverainiste. D'abord, le RN mettrait sur pied la Banque du Québec qui aurait le pouvoir de gérer l'émission et le contrôle du crédit. Aussi, il s'engage à ce que la globalité des éléments fiscaux soit prise en charge par l'État du Québec, qui pourrait ainsi récupérer les impôts versés à Ottawa chaque année. En procédant de cette façon, le Québec supprimerait certaines taxes (sur les matériaux de la construction, la taxe de vente de 6 % et autres taxes indirectes), tout en réorganisant le calcul de ses impôts. Le Ralliement national veut aussi rembourser le coût du déplacement quotidien pour se rendre au travail et attribuer de 2 500 \$ à 5 000 \$ aux citoyens ayant des personnes à charge. Selon eux, cette diminution de l'imposition serait possible grâce aux profits engendrés par l'exploitation des ressources naturelles. L'État aurait aussi le plein contrôle de l'émission des droits de douane et de la réglementation liée aux importations et aux exportations. Ces mesures

---

<sup>54</sup> René Jutras et Laurent Legault, *Ralliement National - Programme politique*, loc. cit., p.2.

coïncideraient avec une réglementation accrue de l'entrée des biens et services étrangers, pour ainsi éliminer le *dumping* des produits étrangers et augmenter la transformation des produits au Québec.

#### 3.3.1.4 La famille, la démographie et l'habitation

Le Ralliement national soumet aux Québécois plusieurs mesures pour améliorer le sort de la famille. Cette thématique est centrale dans l'idéologie du parti. La moralité qui s'en dégage est sans doute ce qui place ce parti comme étant traditionaliste, car ces préceptes moraux sont largement inspirés de la religion chrétienne. S'il est élu, le Ralliement national veut implanter un code de la famille au Québec pour assurer une aide morale et financière aux familles. Ainsi, ils désirent lutter contre les « périls de la famille » qu'ils définissent comme l'avortement, l'alcoolisme et l'immoralité par une déclaration officielle des droits de la famille. Nous comprenons ici que l'immoralité est implicitement liée à la morale chrétienne. On veut aussi assurer à toutes les familles québécoises un minimum vital permettant de vivre décemment. On projette aussi la création d'un ministère de la Santé. Les dirigeants souhaitent également fonder une association des pères de famille pour la défense de leurs droits ainsi que des centres de protection maternelle et infantile. Les mesures suggérées sont tout à fait louables, mais renvoient encore à l'idée d'une seule conception de la famille : le modèle familial chrétien hiérarchisé. La création d'un institut national démographique va aussi en ce sens en voulant régir les problèmes familiaux et démographiques des familles québécoises par la moralité de la religion chrétienne. Pour mettre en action cette vision de la famille, le Ralliement national propose des mesures assez interventionnistes pour l'époque, mais axées sur l'aide aux familles qui répondent à son modèle. En effet, pour encourager la natalité, le parti suggère une prime à la naissance de 100\$ par enfant à partir du deuxième nouveau-né, une allocation de la mère au foyer de 30\$ par mois et des prêts sans intérêt pour la rénovation ou la construction de logement pour les familles de quatre enfants et plus.

Par conséquent, cette aide pourra être donnée aux familles dites de type traditionnel, c'est-à-dire une famille nombreuse dont la mère reste au foyer.

### 3.3.1.5 L'éducation

Les propositions en éducation sont très interventionnistes. Le RN promet de financer les immeubles et le mobilier scolaire par des prêts sans intérêts de la Banque du Québec, car les institutions scolaires sont sans but lucratif. Également, la gratuité scolaire sera généralisée à tous les niveaux de scolarité, peu importe le sexe ou l'âge. À cette mesure s'ajoute l'attribution de bourses d'études non remboursables afin de financer la nourriture, le logement, les livres et l'habillement des étudiants devant se déplacer de leur milieu familial pour étudier. De plus, le RN veut démocratiser les collèges classiques ainsi que promouvoir l'enseignement des mathématiques et des sciences exactes en utilisant une pédagogie plus moderne. Entre autres, ils désirent l'introduction du système métrique, ce qui peut paraître contradictoire pour un parti traditionaliste s'adressant à une clientèle rurale fonctionnant quotidiennement avec le système anglais. Néanmoins, toutes les mesures proposées pour le système de l'éducation ne sont pas toutes aussi progressistes. Nous savons que le Ralliement national est pour la séparation du pouvoir de l'Église et de l'État, mais, vu leurs valeurs d'attachement aux traditions canadiennes-françaises, ils désirent maintenir la religion dans les institutions d'enseignement. Les articles 39 et 40 semblent contradictoires. En effet, l'article 39 concerne le droit parental à déterminer le genre d'éducation que recevra leur enfant. Néanmoins, l'article 40 évoque aussi le droit parental combiné à celui de l'Église d'assurer une éducation chrétienne à l'intérieur d'institutions scolaires chrétiennes. À ces propos, ils ajoutent l'annulation des mesures « pour chasser Dieu de nos écoles » ainsi que celles visant à américaniser et angliciser le système d'éducation. Par conséquent, la laïcisation de l'éducation n'est pas favorisée au sein d'un gouvernement du Ralliement national, mais le parti laisse l'option des écoles privées pour les citoyens voulant scolariser laïquement leurs enfants. Aussi, fidèle à son traditionalisme, le RN veut valoriser l'éducation nationale

par l'augmentation de l'enseignement de l'histoire du Québec, de la culture canadienne-française et de la religion catholique.

#### 3.3.1.6 L'agriculture

Compte tenu de la clientèle visée, le thème de l'agriculture est celui qui compte le plus grand nombre d'articles de tout le programme, soit plus de 24. Les différentes mesures proposées sont pensées pour protéger le marché québécois et pour valoriser l'autosuffisance alimentaire de la province par l'instauration de politiques protectionnistes. Les mesures mises de l'avant consistent en divers filets financiers pour aider les agriculteurs québécois. Selon eux, le marché agricole doit être protégé par des taxes douanières pour contrôler la vente de produits agricoles étrangers. Des politiques d'encouragement de consommation de produits de base locaux seront aussi mises en place. De plus, le RN veut établir des industries de transformation sur les lieux de production pour décentraliser ce domaine et ainsi le développer dans certaines zones agricoles sous-développées. Aussi, un gouvernement du Ralliement national prendra les dispositions afin de faire reconnaître officiellement par une législation la profession agricole pour son plein épanouissement et l'intérêt de toute la nation québécoise. Une filiale de la Banque du Québec aura comme mandat de s'occuper des affaires agricoles, la Banque agricole, en fournissant du crédit et des prêts aux fermes du Québec. Les prix seront garantis pour les fermes afin d'assurer la viabilité et l'autosuffisance. La fixation des prix assurera aussi un revenu au cultivateur calculé selon le salaire national moyen. Aussi, le gouvernement assumera le premier 50 \$ de la taxe foncière des agriculteurs et les taxes seront levées sur toutes les importations de machinerie agricole. Une loi-cadre régira les mesures d'assistance et une législation concernant les facteurs naturels de production (terre, eau, climat) encadrera l'agriculture. Une assurance-récolte et une assurance-bétail seront couvertes par un gouvernement du RN afin de lutter contre les intempéries et les désastres. Aussi, les cultivateurs auront la possibilité de former des associations agricoles afin de négocier collectivement le prix des produits agricoles. Le

gouvernement prendrait en charge les coûts du déboisement, de l'irrigation et des bâtiments nécessaires pour établir de nouvelles terres agricoles. Finalement, le Ralliement veut développer l'expertise dans le domaine agricole au Québec par la création d'un Office national des engrais chimiques, un Office d'exportation des produits agricoles du Québec, un centre de recherche en agriculture, un Office de développement des techniques agricoles, un programme de formation professionnelle et des instituts spécialisés en agronomie. Donc, le Ralliement national désire vraiment revitaliser le domaine de l'agriculture en le développant par la création d'offices, d'écoles et d'instituts spécialisés afin de s'assurer d'une meilleure productivité, et d'une autosuffisance certaine. Bref, nous pouvons voir un profond interventionnisme dans ce domaine par le soutien financier, le protectionnisme prôné d'encadrement. Cette grande place accordée à l'agriculture dans le programme traduit leur désir de plaire aux cultivateurs et à la population en périphérie des grands centres, de même que leur désir de continuité et un certain traditionalisme. En effet, les rallinistes misent sur le protectionnisme et sur l'autosuffisance du marché agricole québécois. Cependant, plusieurs mesures interventionnistes dans ce domaine sont plutôt modernes, tout en étant électoralistes.

### 3.3.1.7 Sécurité sociale et travail

La plupart des mesures dans ce domaine sont réalisées afin d'assurer un filet de sécurité collective et de favoriser la création d'emplois. Comme pour la grande partie du programme, les mesures proposées sont possibles grâce à l'exploitation des ressources naturelles sur tout le territoire québécois. D'abord, le Ralliement national veut augmenter le salaire minimum à tous les deux ans. Il propose un régime de retraite, l'assurance-emploi, des allocations aux infirmes, aux mères nécessiteuses, aux invalides et aux aveugles. De plus, l'assurance-emploi sera prolongée à deux ans, le montant par semaine sera augmenté de 10 \$ et, à toutes les années, ce montant global sera ajusté par rapport à l'inflation. Le RN propose de garantir un minimum vital pour tous, sans que soit précisé ce minimum. Le travail rémunéré serait interdit



le dimanche afin de permettre l'épanouissement de la vie familiale. Les deux dernières mesures sont inspirées des principes fondamentaux du parti qui sont les plus traditionalistes. En effet, la raison qui pousse les dirigeants du RN à garantir à tous un minimum pour vivre est liée à la notion chrétienne du respect de la personne humaine, et celle de l'interdiction du travail le dimanche renvoie plutôt au respect de la vie familiale épanouie.

#### 3.3.1.8 Santé

L'un des présidents du Ralliement national, René Jutras, est pédiatre à l'Hôtel-Dieu d'Arthabaska. Par conséquent, la santé s'avère un sujet important auquel le RN veut spécialement s'attaquer. Le programme propose l'établissement d'un système d'assurance-santé universelle et gratuite. Aussi, tous les citoyens québécois auraient accès aux rencontres médicales, à l'hospitalisation, aux soins médicaux et aux médicaments gratuits, via une assurance-maladie non étatique. Ces mesures sont très représentatives de l'avènement de l'État providence avec des politiques sociales accrues et universelles. Cependant, l'idée de remettre le contrôle de l'assurance-maladie à des compagnies privées s'avère contradictoire, surtout si les rallinistes désirent un système de santé et de médication universel. Aussi, par l'intermédiaire d'instituts d'hygiène sous-régionaux, les dirigeants du RN veulent rendre accessibles gratuitement les services d'immunisation (vaccins) pour tous. Des systèmes d'inspection des hôpitaux seront mis sur pied afin d'éviter les abus, ce qui selon eux, fera grandement diminuer les coûts hospitaliers. Finalement, la création d'un institut national de recherche de médecine théorique et appliquée permettra à la science médicale au Québec de continuer à progresser avec des subventions à la recherche médicale. Bref, les mesures en matière de santé sont très interventionnistes afin de s'assurer un accès universel à un système de santé essentiel à l'épanouissement de la personne humaine, mais aussi au développement de la nation québécoise.



### 3.3.1.9 Justice

Le programme du Ralliement national propose un énorme changement concernant la justice. En fait, il vise une dépolitisation radicale de la justice et prône l'impartialité totale du ministre de la Justice. Il va jusqu'à suggérer que les juges et les procureurs soient nommés par le Barreau.

### 3.3.1.10 Syndicalisme

Le Ralliement national reconnaît le droit à la syndicalisation et à la négociation de conventions collectives aux travailleurs québécois. Même si le syndicalisme est habituellement perçu comme un outil de la gauche, Jutras déclare que « [...] son parti souhaite l'épanouissement du syndicalisme parce qu'il constitue un rempart contre l'implantation d'un régime marxiste au Québec.<sup>55</sup> » À tout le moins, les droits individuels et la liberté politique qui en découlent sont les seules conditions à respecter durant les négociations syndicales.

### 3.3.1.11 Presse, radio et télévision

Le Ralliement national a une vision interventionniste concernant les médias. Il réclame la liberté d'expression et de presse. Néanmoins, le parti veut démanteler les monopoles de la presse écrite et parlée. Ils affirment que la formation de trusts et la monopolisation de l'opinion publique nuisent à la démocratie. Pour remédier à ce problème, ils interdiraient qu'un individu ou une compagnie possède plus d'un grand média d'information. Aussi, ils créeraient un média autonome d'information appelé *Radio-Québec* ainsi qu'une agence de presse québécoise, autonome et indépendante.

### 3.3.1.12 Habitation

Au sujet de l'habitation, le mantra du Ralliement national est « À chaque famille, son habitation ». Les familles nombreuses et moins nanties auront accès à des

---

<sup>55</sup> « Le Ralliement national n'est pas un *fan club* ou un parti à gogo – Jutras », *La Presse*, 31 mai 1966.

prêts à intérêts réduits pour la construction d'une maison. Le RN veut anéantir tous les logements insalubres et les taudis pour le meilleur développement de la personne humaine et de la vie familiale. Ces mesures sont mises en place pour assurer le meilleur épanouissement collectif par le bien-être physique et matériel de toutes les familles québécoises.

#### 3.3.1.13 Voirie, travaux publics et affaires municipales

La création d'emplois promise par le Ralliement national repose sur le déclenchement de grands travaux publics à travers le Québec. Ces travaux seront rendus possibles grâce aux redevances de l'exploitation des ressources naturelles. D'une part, il s'agit de construire plusieurs autoroutes permettant de relier les villes importantes des différentes régions administratives du Québec, comme Gaspé, Sept-Îles ou encore Rouyn-Noranda. D'autre part, le parti propose l'érection de sept nouveaux ponts pour desservir l'île de Montréal ainsi que la construction de quatre voies rapides surélevées à Montréal. Les dirigeants prévoient confier aux municipalités la responsabilité du réseau routier, les édifices publics et autres infrastructures de leur territoire; ces travaux seraient financés par des prêts sans intérêt de la Banque du Québec. Bref, toutes ces initiatives devraient créer beaucoup d'emplois au Québec.

#### 3.3.1.14 Navigation, marine marchande et pêcheries

D'abord, le Ralliement national propose des mesures encourageant le commerce maritime. Il désire construire une flotte de navires marchands et ainsi permettre la navigation à l'année longue sur la voie maritime du Saint-Laurent. Dans le même ordre d'idées, il souhaite développer et équiper les ports du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie pour desservir ce commerce maritime adéquatement. Ensuite, afin de bien encadrer le domaine de la pêche, une loi-cadre sera instaurée pour en assurer un développement et une rentabilité maximale. Cette loi coordonnera aussi une assistance technique et monétaire pour assurer un revenu égal à la moyenne

nationale pour tous les pêcheurs québécois. Cette aide proposée est similaire à celle destinée aux agriculteurs au sixième point de leur programme.

Pour conclure, le programme du Ralliement national précise la vision pour le Québec. D'une part, le RN tentera de faire du Québec un État souverain dans un système d'États associés le plus rapidement possible afin de poursuivre ses propres objectifs en tant que nation. Cette souveraineté englobe les pouvoirs politiques, législatifs, économiques et judiciaires, car « le gouvernement canadien [a] étouffé la nation canadienne-française par une politique d'immigration qui se fait contre le Québec. [...] le Québec doit reprendre sa souveraineté afin de contrôler son immigration et ses échanges commerciaux.<sup>56</sup> » Aussi, le parti s'assurera de l'intégrité du sous-sol québécois afin d'en retirer le maximum de profits pour financer les mesures sociales proposées. D'autre part, les représentants de ce parti veulent établir un État souverain de culture française dont la langue officielle sera le français, surtout au travail.

Nous comprenons maintenant que le programme de ce parti indépendantiste en est un de droite alimenté par une idéologie traditionaliste. La majorité des mesures proposées sont interventionnistes, mais souvent protectionnistes et populistes. En effet, en se référant aux principes de base du parti, ce sont les notions de respect des droits individuels, de démocratie chrétienne et du modèle hiérarchisé de la famille qui sont mis de l'avant pour régir un État québécois souverain. Cependant, mises à part les mesures en santé et en éducation, la plupart des solutions suggérées sont pensées pour une clientèle particulière et c'est précisément pour cette raison que nous disons que ce parti est populiste. Le programme électoral du Ralliement national se caractérise par son interventionnisme, son populisme et son traditionalisme. Pour

---

<sup>56</sup> « Le Québécois a été dépossédé (Laurent Legault) – Une immigration défavorable (René Jutras) », *Le Soleil*, 3 juin 1966.

terminer, nous devons mentionner que le désir de souveraineté des rallinistes peut s'expliquer par ces trois caractéristiques.

### 3.3.2 Campagne électorale

Lors des élections provinciales du 5 juin 1966, les partis en lice sont idéologiquement très diversifiés. Si nous nous rapportons à l'analyse de Réjean Pelletier, les électeurs québécois ont pu choisir à travers toute la panoplie idéologique lors de ce suffrage, car, pour la première fois, des partis politiques aux idées plus doctrinaires se présentent aux élections<sup>57</sup>. Des partis valorisant des idées politiques inspirées du socialisme, comme le RIN, connaissent un réel succès populaire et une visibilité certaine. Même chose pour le RN qui se qualifie ouvertement comme une démocratie chrétienne à une époque où la société québécoise tend vers la modernité et une dissociation de la religion catholique. Dans un tableau répertoriant le degré d'interventionnisme des quatre partis en lice, Pelletier classifie le Ralliement national comme étant le moins interventionniste des quatre<sup>58</sup>. Vu notre analyse de leur énoncé de principes et de leur programme politique, nous rejetons cette thèse, car nous croyons que le Ralliement national propose un long catalogue de mesures interventionnistes, dont plusieurs sont même très progressistes pour l'époque. Cependant, nous croyons que ce progressisme est intimement lié à un certain utopisme de la part d'un parti qui n'a jamais été à la tête d'un gouvernement.

Concrètement, le déroulement de la campagne électorale du printemps 1966 est particulièrement difficile pour le Ralliement national qui, en plus de s'afficher comme une démocratie chrétienne en pleine Révolution tranquille, a de la difficulté à

---

<sup>57</sup> Réjean Pelletier, *Partis politiques et société québécoise de Duplessis à Bourassa : 1944-1970*, Montréal, Québec/Amérique, 1989, p.351.

<sup>58</sup> *Ibid.*, p.350.

s'imposer avec son parti bicéphale et une union précaire et récente entre d'anciens créditistes et le Regroupement national.

Le docteur René Jutras a la chance d'avoir une tribune hebdomadaire dans le journal *La Nouvelle* de Victoriaville. Durant la campagne électorale, il en profite pour y exprimer ses promesses électorales et son désir profond de ne pas faire de la politique de manière corrompue<sup>59</sup>. D'abord, il soutient qu'aucune compensation financière ne sera versée aux collaborateurs et aux travailleurs de l'élection. Il ajoute qu'il usera toujours de son influence pour le bien commun et non pour son intérêt personnel. Il promet que toutes ses décisions politiques se feront dans l'intérêt premier des électeurs de son comté. Jutras jure que tous ses efforts iront à la réalisation de l'indépendance du Québec et à l'épuration de la fonction publique. Finalement, il incite les électeurs d'Arthabaska à voter pour lui en leur « promettant le ciel », et il ajoute « Alors, vous goûterez les joies éternelles du paradis que je promets. Amen.<sup>60</sup> » L'utilisation d'une métaphore liée à la religion catholique traduit bien la mentalité de René Jutras.

La campagne électorale amorcée à la mi-avril s'intensifie durant le mois de mai 1966. Dès le départ, le Ralliement national « accus[e] les vieux partis d'avoir dépossédé les citoyens du Québec par leur incompétence et leur incurie.<sup>61</sup> » Le Ralliement national tente pourtant une alliance avec l'Union nationale afin d'unir l'opposition pour vaincre les libéraux<sup>62</sup>. Cependant, l'UN décline l'offre du RN laissant le jeune parti à lui-même dans le coin droit. Habités aux tribulations des campagnes électorales, le Parti libéral et l'Union nationale, ne laissent aucune chance

---

<sup>59</sup> René Jutras, « Mes promesses électorales », *La Nouvelle*, 17 mai 1966, p.10.

<sup>60</sup> *Ibid.*

<sup>61</sup> « Le Québécois a été dépossédé », *loc. cit.*

<sup>62</sup> Charles-Henri Dubé, « Le Ralliement national, naissance difficile », *Métro-Express*, 4 juin 1966, p.9.

aux tiers partis, soutient le docteur Jutras. En effet, le chef conjoint du Ralliement national affirme que son parti a été victime d'une campagne de salissage de leur part. La conséquence principale de cette diffamation est que « le RN ne présente pas de candidat dans chacun des 108 comtés du Québec, à cause des efforts du parti libéral et de l'Union nationale qui ont tout fait pour tuer dans l'œuf notre jeune parti, qui leur fait peur.<sup>63</sup> » En fait, certains militants ont été dissuadés par les vieux partis de présenter leur candidature, et ce, par tous les moyens possibles, soutient encore Jutras. Dans neuf comtés, les candidats du RN se sont retirés à quelques jours de la date limite sans raison apparente<sup>64</sup>. Pour cette raison, le Ralliement national ne présente que 90 candidats sur une possibilité de 108 comtés aux élections du 5 juin.

Cette élection est la première où des partis indépendantistes se présentent. Durant la campagne, le journaliste politique Jean-Marc Léger classe le RIN à gauche et le RN loin à droite. René Jutras affirme que la distinction entre les deux partis indépendantistes est plutôt la suivante : « Je dirais que le RIN a une tendance vers le socialisme, alors que le RN croit à la liberté de la personne humaine et à l'entreprise privée. Il y a une différence dans les moyens, dans la conception et dans les hommes.<sup>65</sup> »

La vision du passé des deux partis est complètement différente. Selon Pierre Bourgault, le seul héritage que nos aïeux nous ont laissé est l'ignorance<sup>66</sup>. Cependant, pour Jutras, « le RN ne s'inscrit pas à rebours de l'histoire.<sup>67</sup> » Selon Jutras, le RIN veut l'indépendance pour rompre avec le passé et le RN pour en assurer la continuité.

---

<sup>63</sup> « Les vieux partis ont tout fait pour nous tuer dans l'œuf – Jutras », *La Presse*, 25 mai 1966, p.28.

<sup>64</sup> *Ibid.*

<sup>65</sup> *Ibid.*

<sup>66</sup> « Le Ralliement national n'est pas un *fan club* ou un parti à gogo – Jutras », *La Presse*, 31 mai 1966.

<sup>67</sup> *Ibid.*

Cet élément constitue une distinction profonde entre ces deux partis indépendantistes. Aussi, le chef ralliniste soutient que le RN se démarque aussi par son désir de dialoguer avec le peuple et non seulement avec les intellectuels, la jeunesse et l'élite comme le RIN. Jutras est conscient que « la doctrine de son parti n'[est] pas susceptible de soulever l'enthousiasme de la jeunesse et qu'il [a] perdu des milliers de votes en refusant d'accepter les recommandations de la quatrième tranche du rapport Parent.<sup>68</sup> » Le RN dénonce le mépris et le *snobisme* de cette jeunesse et de cette élite envers son parti et la population qu'il représente. Le docteur Jutras qualifie son électorat cible en établissant que son parti « veut se faire l'interprète de la clameur, de ce qui vient du bas fond des classes populaires [...] [ainsi qu'] exprimer à la face de tous cette souffrance et cette indignation de la population travailleuse.<sup>69</sup> » Finalement, il ne faut pas oublier que, pour André D'Allemagne, le Ralliement national n'est pas indépendantiste puisque ce parti préconise la formule d'États associés<sup>70</sup>. C'est sans doute pour toutes ces raisons que le RIN et le RN sont incapables de s'entendre sur un front commun pour et au-delà de l'élection du 5 juin.

Le charisme de chacun des chefs des différentes formations politiques semble fortement influencer le choix des électeurs à l'élection de 1966. À vrai dire, les chefs politiques ont été placés à l'avant-scène par leur parti respectif à la campagne de 1966. En éditorial, Laurent Laplante de *L'Action* de Québec soutient que « [...] ce sont les chefs eux-mêmes qui ont porté sur leurs épaules les responsabilités des plus importantes interventions et des plus nombreuses présences.<sup>71</sup> » Ce procédé désavantage ou avantage les partis politiques selon le charisme de leur chef respectif. Par exemple, Pierre Bourgault du RIN donne l'impression d'un politicien fort par ses

---

<sup>68</sup> « Jutras admet la doctrine », *loc. cit.*

<sup>69</sup> « Le Ralliement national n'est pas un *fan club* », *loc. cit.*

<sup>70</sup> « Le RIN et le RN sont d'accord ; pas de front commun après le 5 », *Le Devoir*, 28 mai 1966.

<sup>71</sup> Laurent Laplante, « Le rôle des chefs », *L'Action*, 31 mai 1966, p. 4.

talents oratoires et ses idées tranchées. Pour sa part, Jean Lesage du PLQ ne se démarque pas par sa personnalité, mais il est entouré par une équipe « du tonnerre », dont Georges-Émile Lapalme et René Lévesque. Le Ralliement national crée plutôt la confusion au sein de la population avec la double chefferie Jutras-Legault. Qui dirigera le gouvernement si le RN gagne l'élection? Aucun n'a répondu à cette question durant la campagne, ce qui donne une impression d'un manque organisationnel majeur. De plus, ni Jutras ni Legault n'a su faire déplacer les foules ou se démarquer par sa qualité de chef. Laurent Laplante amène un élément peu abordé par les médias au sujet du RN :

L'aigle à deux têtes qui préside aux destinées du Ralliement national n'a pas su s'élever au même niveau que les autres chefs. Ceci est amplement compensé par le fait que le RN colle de très près aux besoins d'une portion de la population. Devant le succès du parti en certains milieux, on doit se demander ce que serait la situation si le parti avait pu compter, non seulement sur une certaine sympathie populaire, mais sur une direction de grande classe.<sup>72</sup>

En effet, la presse a tendance à oublier que le Ralliement national touche les valeurs et les intérêts de la population plus rurale, plus conservatrice, nationaliste, mais moins instruite. Cependant, le manque de leadership des deux présidents du RN n'a pas pu engendrer l'engouement escompté. Il est possible de le constater dans plusieurs articles de presse où ces derniers rapportent le peu de personnes présentes lors de leurs assemblées à travers le Québec, comme lors d'une conférence à Montmorency « dans une salle presque vide.<sup>73</sup> »

Depuis sa fondation, l'un des problèmes récurrents du Ralliement national concerne les mauvaises relations entretenues avec la presse. Hormis quelques exceptions régionales, la couverture médiatique qu'il obtient lui est généralement

---

<sup>72</sup> *Ibid.*

<sup>73</sup> « Le Ralliement national n'est pas un *fan club* », *loc. cit.*



défavorable. Les médias ne semblent pas prendre au sérieux ce parti indépendantiste naissant, surtout les journalistes de la région métropolitaine. Voyons de quoi il en retourne.

La manière avec laquelle les propos du Ralliement national sont rapportés dans les journaux laisse croire à une certaine subjectivité. Souvent, les journalistes rappellent les citations les plus farfelues et controversées des dirigeants du RN, comme celle-ci, tirée d'une conférence à Montmorency, où une bonne partie du discours de Jutras a porté sur les réformes du système de l'éducation de la province : « Je crains [...] que les présentes réformes n'aboutissent à la formation d'une génération de fifis et de mémottes! [...] Les réformistes n'ont qu'un but : la déconfessionnalisation des écoles.<sup>74</sup> » Ou encore celle-ci où le docteur Jutras décrit la manière avec laquelle la presse catégorise son électorat : « des non-instruits, des méprisés, des pauvres, des incapables et des *pas fins*.<sup>75</sup> » Peu de journalistes vont tenter d'analyser en profondeur leur programme et leur impact réel dans les populations auxquelles ils s'adressent. Selon les responsables du RN, les journalistes exploitent de façon mensongère certains aspects de leur programme : « [...] le co-chef a tenté avec insistance de démontrer que si le Ralliement national est un parti chrétien, sa campagne électorale n'a pourtant pas reposé sur l'exploitation démagogique de la religion, comme, selon lui, certains journaux l'auraient prétendu.<sup>76</sup> » Certains éditoriaux démontrent à quel point le Ralliement national n'est pas pris au sérieux par les journalistes politiques : « Si le RN, qui paraissait lever à volonté d'innombrables phalanges créditistes, a manqué de souffle, il faut en voir la

---

<sup>74</sup> *Ibid.*

<sup>75</sup> *Ibid.*

<sup>76</sup> André Béliveau, « Tous les créditistes appuient le Dr Jutras – Fernand Bourret », *La Presse*, 4 juin 1966.

cause profonde dans un programme qui n'a pas su dépasser le stade du pot-pourri et dans ses chefs qui n'ont pas toujours su alimenter leurs déclarations de réflexions.<sup>77</sup> »

Le manque d'organisation et de coordination nationale de ce jeune parti se mérite beaucoup de mauvais commentaires médiatiques. En début de campagne, le RN est perçu par les électeurs régionaux comme une alternative à l'Union nationale, vu leurs similitudes idéologiques conservatrices, ou au RIN, vu leur bataille pour l'indépendance, mais plus la campagne avance, plus le parti perd en crédibilité. Principalement, nous croyons que la rapidité avec laquelle ce parti s'est fondé à la veille des élections, avec la fusion de deux groupes distincts et la double chefferie ont relativement compliqué l'établissement d'une ligne de parti cohérente durant la campagne électorale. Les éditorialistes n'ont pas manqué de le souligner :

Le manque de discipline de ce parti à deux têtes, la hâte avec laquelle il a fallu le mettre sur pied, le choix trop rapide des candidats, l'insuffisance des fonds électoraux, l'absence trop évidente de jeunes éléments plus représentatifs de la nation en plein essor...ont petit à petit miné la confiance populaire. Si bien que le Ralliement national peut difficilement [...] escompter plus de 5 pour cent des suffrages.<sup>78</sup>

Malheureusement, cette situation colportée dans les journaux influence largement l'opinion publique et, par le fait même, le vote des indécis. Les membres eux-mêmes sont conscients de ce manque de coordination et d'organisation, comme nous l'observons dans la correspondance de Lucien Lessard avec le docteur Jutras, candidat dans Forestville. Ce dernier souligne : « Ce qui est important, c'est de ne pas se faire d'illusions. D'ailleurs, la convention m'a aidé en ce sens : peu de monde, manque d'organisation, car le temps nous pressait.<sup>79</sup> » La situation est encore plus

---

<sup>77</sup> Laurent Laplante, « Le regroupement des forces », *L'Action*, 31 mai 1966, p.4.

<sup>78</sup> Charles-Henri Dubé, « Le Ralliement national », *loc. cit.*, p.9.

<sup>79</sup> Lettre de Lucien Lessard à René Jutras, 10 mai 1966. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

flagrante lors de leurs visites à Montréal où les salles sont pratiquement vides. Dans la métropole, ils savent pouvoir faire très peu de gains vu la grande popularité du RIN, alors peu d'efforts y sont déployés. Lors de la dernière journée de la campagne, le Ralliement national termine sa tournée électorale à Montréal, mais leur présence passe quasi inaperçue selon un journaliste de *La Presse* qui observe que la « réunion d'hier soir, [...] n'était pas, à proprement parler, le couronnement d'une campagne.<sup>80</sup> »

Le problème de coordination peut s'expliquer par l'alliance rapide entre les membres du Regroupement national et du Ralliement des créditistes qui associe deux groupes de militants politiques aux habitudes et aux valeurs différentes. Il semble exister des conflits dès le début de la fusion. Néanmoins, cette impression n'est pas encore perceptible concrètement, mais les correspondances des acteurs politiques du RN laissent déjà sentir le malaise entre les lignes. Nos doutes seront confirmés véritablement au printemps de 1967, au moment où des conflits majeurs auront lieu à la direction de *La Nation* entre les anciens créditistes et les anciens regroupistes. Ce n'est sans doute pas pour rien que *La Presse* suggère l'existence de conflits internes au sein du RN. En effet, le quotidien affirme que le docteur Jutras « n'avait bénéficié d'aucune aide de la part des créditistes fédéraux depuis le début de la campagne » et que « des adhérents du RN souscrivaient à la caisse du RIN.<sup>81</sup> » De plus, à l'ultime réunion du RN à Montréal le 4 juin, Laurent Legault brille par son absence en invoquant l'impossibilité de se rendre dans la métropole à la veille des élections vu son obligation d'être le lendemain dans son comté de Rouyn-Noranda. Son absence alimente les ouï-dire, mais ces derniers sont évidemment démentis par

M. Fernand Bourret, président du Ralliement national, [qui] a catégoriquement nié les rumeurs voulant que l'aile créditiste de ce parti, aile dirigée par Laurent

---

<sup>80</sup> André Béliveau, « Tous les créditistes », *loc. cit.*

<sup>81</sup> *Ibid.*

Legault, n'appuie plus de tout son cœur le chef conjoint de cette nouvelle formation politique, le Dr René Jutras, candidat dans Arthabaska.<sup>82</sup>

Malgré ces démentis, nous croyons que l'alliance entre les deux groupes a été difficile. Comme nous le verrons à travers les lettres de madame Germaine Perron et de madame Albert Guay, des frictions existent bel et bien au sein de l'organisation, mais les dirigeants tentent de calmer le jeu en insistant sur l'objectif commun du parti, gagner les élections du 5 juin.

Malgré le manque d'intérêt et l'ostracisme de la plupart des médias envers le Ralliement national, René Jutras considère que son parti et l'électorat qu'il représente devraient être aussi bien desservis par la presse que les autres formations politiques. Jutras et les dirigeants estiment que ce n'est pas le cas et ne se gênent pas pour dénoncer la situation à la veille du scrutin :

Ce sentiment de frustration agressive à l'égard des journaux, « qui nous ont boycottés tout au long de la campagne » s'est manifesté à plusieurs reprises au cours de la soirée [assemblée de clôture à Montréal]. Presque tous les orateurs qui ont défilé devant le micro y sont allés de leurs mises en garde ou de leurs regrets à ce sujet.<sup>83</sup>

Il est vrai que le parti n'a pas bonne presse, ce qui peut grandement influencer le vote des indécis. Lucien Lessard constate aussi que les électeurs insatisfaits du gouvernement libéral peuvent faire basculer le vote, mais, souligne-t-il, « ce mécontentement doit être dirigé de notre côté, plutôt que vers l'Union nationale.<sup>84</sup> » Malgré leurs espoirs, l'éditorial de Laurent Laplante décrit bien la situation de ce jeune parti :

---

<sup>82</sup> *Ibid.*

<sup>83</sup> *Ibid.*

<sup>84</sup> Lettre de Lucien Lessard à René Jutras, 10 mai 1966. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

Le RN peut, certes, connaître une certaine rentabilité en certains milieux, mais, faute de moyens, de politiciens aguerris et de coordination, il perd régulièrement du poids. La conséquence, c'est qu'un bloc de créditistes et d'indépendantistes de droite va pivoter vers d'autres partis. [...] Le ralentissement s'explique surtout par un amateurisme que le RN n'a pas su corriger à temps, du moins sur un certain nombre de terrains.<sup>85</sup>

Pour terminer, il est clair que l'électorat se réfère en partie aux analyses journalistiques afin de fixer leur vote, mais nous croyons que ce n'est pas le seul élément que les électeurs vont considérer. Les commentaires subjectifs, défaitistes et négatifs à l'endroit du Ralliement national n'ont clairement pas aidé à ce que ce jeune parti puisse faire bonne impression dans l'opinion publique. Aussi, le programme politique élaboré rapidement, la chefferie à deux têtes, le manque de coordination et d'organisation ainsi que les conflits internes ont grandement miné la crédibilité de ce parti naissant. Nous verrons bientôt que les dirigeants du RN avaient bien raison de se plaindre de leur couverture médiatique durant la campagne électorale de 1966, mais d'abord, nous en sommes à analyser ces résultats électoraux afin d'obtenir un regard neuf sur cette élection.

### 3.3.3 Résultats électoraux

Les résultats du 5 juin 1966 stupéfient. L'Union nationale remporte les élections grâce à la carte électorale et au mode de scrutin, et cela, aux dépens du PLQ qui obtient en réalité plus de votes. Les deux partis indépendantistes récoltent près de 10 % des suffrages. L'élection provinciale de 1966 montre bien, non seulement tout le bouillonnement idéologique progressiste, mais aussi le côté réfractaire de cette période transitoire.

Avant d'analyser ces statistiques électorales, une indication méthodologique est nécessaire. Cette analyse statistique prend en compte le nombre d'électeurs inscrits au

---

<sup>85</sup> Laurent Laplante, « Le regroupement », *loc. cit.*, p.4.

total, et non pas celui des seuls électeurs ayant exercé leur droit de vote. Cette précision est nécessaire, car depuis le début de nos recherches, l'idée que le Ralliement national ait obtenu 3,2 % des voix le 5 juin 1966 est constante dans les études à ce sujet. Cependant, si nous nous référons à la méthode de Pierre Drouilly, le RN a plutôt reçu 2,3 % du suffrage<sup>86</sup>. Nonobstant, cette nuance ne modifie en rien l'analyse globale des élections du 5 juin 1966.

**Tableau 3.1**

Résultats de l'élection générale provinciale du 5 juin 1966

Partis politiques	Pourcentages	Votes	Députés
Parti libéral du Québec (PLQ)	34,1 %	1 099 435	50
Union nationale (UN)	29,4 %	948 928	56
Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN)	4 %	129 045	-
Ralliement national (RN)	2,3 %	74 670	-
Indépendants (autres)	2,3 %	72 751	2
Total du suffrage exprimé	72,1 %	2 324 829	108

Source : Pierre Drouilly, *op. cit.*, p.17.

<sup>86</sup> Pierre Drouilly, *Statistiques électorales du Québec 1867-1989*, 3<sup>e</sup> éd., Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale, 1990, p.17.

Comme l'indique le tableau 1, le résultat électoral révèle le problème du mode de scrutin au Québec qui permet à un parti ayant eu moins d'appuis populaires d'accéder au pouvoir avec un nombre plus élevé de députés élus. Ce phénomène avantage aussi les deux représentants indépendants de la région de Montréal.

Pour une première élection, le résultat électoral des partis indépendantistes est substantiel. En effet, leurs suffrages totalisent 6,3 %, soit plus de 200 000 votes à travers la province. Le Rassemblement pour l'indépendance nationale obtient un plus haut pourcentage de votes que son rival indépendantiste, le Ralliement national. Ils récoltent respectivement 4 % et 2,3 %. Les appuis du RIN se concentrent surtout dans la région montréalaise et dans le comté de Duplessis (Côte-Nord) où Pierre Bourgault s'est présenté.

Le Ralliement national n'a élu aucun député à sa première présence électorale. Cependant, certains candidats se sont hissés jusqu'à la troisième position dans quelques comtés, un pourcentage intéressant pour une première présence.

**Tableau 3.2**  
 Résultats électoraux du 5 juin 1966  
 (Résultats électoraux du 14 novembre 1962)

Circonscriptions Candidats	PLQ	UN	RN	RIN	Nombre de votes pour RN	Candidatures antérieures
Abitibi-Est	28,7 %	24,8 %	16,5 %	3,3 %	7 145 votes /	Élections fédérales 1965 / Ralliement des créditistes
Roger Raymond	(43,8 %)	(40,5 %)			43 182	
Abitibi-Ouest	36,6 %	26,2 %	21,3 %	2,1 %	3 293 votes /	
Stanislas	(50 %)	(37,8 %)			15 472	
Godbout						
Arthabaska	36,5 %	36,9 %	6,8 %	2,1 %	1 871 votes /	
<b>René Jutras</b>	(48,7 %)	(42,3 %)			27 608	
Chicoutimi	31,9 %	39,8 %	8,4 %	-	2 074 votes /	
Jules Larouche	(43,4 %)	(43,9 %)			24 696	
Dubuc	24,7 %	30,9 %	13,4 %	-	3 400 votes /	
Jacques Cayer	-	-			25 317	
Jonquière	36,6 %	22,8 %	15,3 %	2,8 %	4992 votes /	
Magella	(51,5 %)	(33,8 %)			32 677	
Tremblay						
Lac-Saint-Jean	33,9 %	44,9 %	6,5 %	-	1 621 votes /	
Normand	(46,5 %)	(41,9 %)			24 831	
Bergeron						
Lotbinière	38,6 %	39,1 %	7,8 %	-	1 243 votes /	
Gérard Grenier	(40,7 %)	(46,9 %)			15 884	
Mégantic	36,5 %	38,4 %	7,9 %	-	2 443 votes /	
Harold Vachon	(48,6 %)	(39,7 %)			30 396	
Portneuf	30,5 %	34,4 %	13,5 %	1,9 %	4 407 votes /	Élection fédérale 1965 /Pontiac- Témiscamingu e/ Ralliement des créditistes
Antoine Drolet	(43,5 %)	(40,7 %)			32 724	
Roberval	34,3 %	39,5 %	6,9 %	-	2 077 votes /	
Claude Munger	(41,1 %)	(43,2 %)			29 899	
Rouyn-Noranda	26 %	31 %	19,9 %	3,3 %	4 237 votes /	
<b>Laurent Legault</b>	(50,5 %)	(33,6 %)			21 268	
Saguenay	29,3 %	26 %	6,7 %	-	2 444 votes /	
Lucien Lessard	(44,6 %)	(33,1 %)			36 600	
Témiscamingue	40,8 %	20,3 %	21,9 %	-	2 369 votes /	
Camil Samson	(45,9 %)	(40,8 %)			10 807	

Source : Pierre Drouilly, *Statistiques électorales du Québec 1867-1989*, 3<sup>e</sup> éd., Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale, 1990, p.26-27-28-29-34-35-74-75-91-119-126-127-143-144-154-155-183-185-217-218-222-223-224-247-249.



Le tableau 3.2 permet de constater que les circonscriptions ayant obtenu le plus de votes rallinistes sont situées principalement dans trois grandes régions : l'Abitibi-Témiscamingue, le Saguenay-Lac-Saint-Jean et les régions rurales au centre du Québec. En effet, l'Abitibi-Témiscamingue est la région où le vote en faveur du Ralliement national est le plus élevé, environ 20 % dans Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Rouyn-Noranda et Témiscamingue. Soulignons que le candidat dans Témiscamingue, Camil Samson, secrétaire du parti, récolte le plus haut suffrage de toutes les circonscriptions au Québec, soit 21,9 %. Il est ainsi le seul à atteindre le deuxième rang du suffrage exprimé dans un comté où se présente un candidat du RN. Dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, ce n'est pas autant le pourcentage de votes qui étonne, mais bien le nombre de circonscriptions dans la région qui obtiennent un suffrage considérable et qui atteint la 3<sup>e</sup> position des intentions de vote. Outre les circonscriptions de Saguenay, Chicoutimi, Roberval et de Lac-Saint-Jean qui obtiennent des suffrages respectables de 6,5 à 8,4 %, dans les comtés saguenéens de Dubuc et de Jonquière, les votes grimpent à plus de 10 %, soit respectivement à 13,4 % et à 15,3 %. Finalement, certains comtés au centre du Québec, Lotbinière, Arthabaska, Mégantic et Portneuf, se distinguent, puisque le Ralliement national atteint là aussi le troisième rang des suffrages exprimés. Portneuf se fait remarquer dans la région de Québec avec plus de 13,5 % des votes. Avec 7,8 % et 7,9 %, Lotbinière et Mégantic sont les exceptions de la Rive-Sud de la province. Le comté d'Arthabaska a la particularité d'être la circonscription où se présente l'un des chefs du Ralliement national, le docteur René Jutras. C'est sans doute pour cette raison qu'Arthabaska fait aussi partie des exceptions du côté sud du fleuve. Même avec un maigre 6,8 % des voix, Jutras arrive tout de même à la troisième position de son comté électoral.

Le nombre de votes attribués à René Jutras nous amène à poser la question suivante : les circonscriptions où le pourcentage de votes est le plus élevé le sont-elles grâce au candidat de ce comté ou au parti qu'il représente? Nous croyons que le

candidat compte plus que le parti. Prenons l'exemple de Camil Samson, qui se présente pour la première fois dans la circonscription de Témiscamingue à l'élection fédérale de 1965<sup>87</sup>. Il est connu dans son comté vu ses postes de président de la Jeunesse créditiste du Canada en 1963 et en 1964, ainsi que secrétaire et vice-président du Ralliement créditiste du Canada<sup>88</sup>. Ses responsabilités politiques en font un homme de confiance, originaire de la région et à qui la population abitibienne peut se fier.

Le cas de Camil Samson est particulier, mais nous pouvons aussi mentionner le cas de Magella Tremblay, arrivé deuxième à l'élection fédérale de 1965 dans la circonscription de Chicoutimi où les créditistes obtiennent la victoire depuis 1962. Tremblay se présente pour le Ralliement national à l'élection provinciale de 1966 dans le comté de Jonquière où il est déjà connu des électeurs.

Ces deux exemples montrent que le Ralliement national a pu obtenir de bons résultats électoraux dans certaines circonscriptions grâce à d'anciens représentants créditistes ayant déjà une notoriété publique dans leur région. Par conséquent, nous croyons que le candidat influence plus le résultat électoral dans une circonscription donnée que le parti qu'il représente. Néanmoins, les comtés où le RN a obtenu une troisième position représentent des circonscriptions fédérales où les créditistes ont connu du succès durant les élections de 1962, 1963 ou 1965. Nous croyons que ces régions comptent un électorat plus conservateur, mais adhérant en même temps aux idées nationalistes et créditistes.

Il ne faut pas oublier que le Ralliement national a fait basculer le vote dans certaines régions. En analysant les résultats dans les circonscriptions du tableau 3.2,

---

<sup>87</sup> Pierre Drouilly, *Statistiques électorales fédérales*, op. cit., p.330.

<sup>88</sup> Assemblée nationale du Québec, section « Députés », Camil Samson, juillet 2009. <<http://www.assnat.qc.ca/Fra/membres/notices/s/samsc.htm>> (8 novembre 2009).

nous observons que le Ralliement national gruge surtout les votes du Parti libéral du Québec, et ce, dans douze des quatorze circonscriptions analysées. Pourquoi les votes de la dernière élection appartenant au PLQ se sont-ils dirigés vers le RN? Nous croyons qu'il s'agit plutôt de votes contre le pouvoir en place. Le phénomène est frappant dans le comté de Mégantic où le RN enlève plus de 11 % au PLQ. Il y a cependant deux exceptions; Lotbinière et Témiscamingue. Dans Témiscamingue, un comté assez conservateur et créditiste habituellement, la candidature de Camil Samson pour le Ralliement national soustrait des votes à l'UN. En effet, le PLQ recueille 40 % des suffrages contre 20,3 % à l'UN et 21,9 % au RN. Dans ce cas précis, si les votes de la droite sont combinés, la majorité est obtenue. Bref, il s'agit de la première élection où la présence de tiers partis, comme le Ralliement national ou le Rassemblement pour l'indépendance nationale, a brouillé les prédictions électorales, car nul ne pouvait prévoir l'incidence des tiers partis sur les votes habituellement dirigés vers les vieux partis.

### 3.3.4 Causes de l'échec électoral

Au lendemain de l'élection du 5 juin 1966, le Ralliement national fait un retour sur la campagne électorale et les causes de son échec. Le jeune parti n'a recueilli que 2,3 % des suffrages et aucun député n'a été élu. Néanmoins, l'édition de juillet 1966 de *La Nation* titre « Victoire du Ralliement national ». Dans un article conjoint, Laurent Legault et René Jutras expliquent leurs sentiments victorieux. Premièrement, grâce à la défaite du Parti libéral et à l'élection de l'Union nationale, le RN a vu une partie de ses idées politiques triompher. Deuxièmement, ils sont particulièrement fiers « d'avoir réussi l'exploit, en deux mois, de présenter 90 candidats et de mettre sur pied les bases d'un parti capable de remporter la victoire aux prochaines élections.<sup>89</sup> »

---

<sup>89</sup> René Jutras et Laurent Legault, « Victoire du Ralliement national », *La Nation*, juillet 1966, vol. 2, n° 3-4, p.2.

Aussi, cette fusion rapide de deux groupes politiques distincts et la double présidence compliquent d'autant la coordination des actions politiques du parti. Des conflits internes sur la direction à prendre pour le RN et *La Nation* diminuent la rapidité organisationnelle durant la campagne électorale. Il faut ajouter aussi le manque de moyens financiers chroniques qui empêche les dirigeants de s'investir à fond dans la campagne : les chefs doivent en effet continuer à travailler tout en essayant de visiter les quatre coins du Québec. À ce sujet, Jutras souligne que « Peu de personnes autres que M. Legault et moi-même ne saurons jamais dans quelles conditions pénibles et combien démunies le RN a dû s'engager dans la lutte électorale *croc-en-jambe* [...].<sup>90</sup> » En effet, les responsables du RN doivent déboursier de leur poche les dépenses relatives à leurs déplacements, et ce, sans rémunération pour leur travail politique. De plus, ce manque d'argent ne leur permet pas d'acheter de publicités médiatiques, de retenir les services de journalistes assignés à leur campagne ou de contribuer financièrement à des œuvres caritatives. Par conséquent, le Ralliement national a été « le seul [parti] à ne visiter aucune communauté, aucune école, ni collège, ni université. » Le docteur Jutras ajoute : « Nous n'avions aucune entrée dans ces endroits.<sup>91</sup> » Malgré ces débuts rapides et difficiles, les dirigeants ont tout de même réussi à faire le tour de toutes les régions du Québec en promouvant au meilleur de leurs capacités le Ralliement national.

Finalement, contre toutes attentes, les chefs sont satisfaits puisque le Ralliement national a eu un rôle décisif dans l'élection provinciale de 1966 et dans la victoire d'un parti ayant une idéologie analogue, l'Union nationale. En effet, nous avons vu dans le tableau 3.2 que, dans les circonscriptions où le RN a obtenu de bons résultats, ils se sont surtout emparés des votes qui se destinaient à la dernière élection

---

<sup>90</sup> René Jutras, « Le rapport Bourassa et le Ralliement national », *Le Devoir*, 3 novembre 1966, p.8.

<sup>91</sup> René Jutras, document sans titre, été 1966, p.1. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

au Parti libéral. Les résultats électoraux du RN peuvent être expliqués par une multitude de facteurs, mais il faut aussi regarder la couverture médiatique de la campagne. Donc, l'Union canadienne des journalistes de langue française commande une étude concernant la couverture médiatique de tous les partis en lice. Rendu public au mois d'octobre 1966, le rapport Bourassa est réalisé par Guy Bourassa, professeur de sciences politiques de l'Université de Montréal. Son étude analyse les médias écrits les plus lus, *La Presse*, *The Montreal Star*, *Le Soleil*, *Le Devoir*, *Le Nouvelliste* et *La Tribune*, représentant 80 % du tirage des journaux quotidiens et indépendants au Québec<sup>92</sup>. L'étude établit que, durant la campagne électorale du printemps, la presse québécoise a donné une image plus avantageuse de l'Union nationale que du Parti libéral, car il s'agit du parti au pouvoir<sup>93</sup>. Cependant, le PLQ a dominé l'espace médiatique par le nombre d'articles écrits à son sujet. Mis ensemble, le RIN et le RN ont eu droit au tiers des articles écrits, ce qui est considérable. À ce sujet, le RIN a obtenu plus de couverture que le RN et les médias leur donnent une image plus positive que tous les autres partis politiques en lice<sup>94</sup>. Les articles sur le Ralliement national analysés démontrent que « les traits défavorables ont été mis en évidence.<sup>95</sup> » En plus d'avoir reçu deux fois plus de titres défavorables que le PLQ, l'espace médiatique accordé aux deux chefs du RN ne correspond qu'au cinquième de l'espace alloué à tous les chefs de parti<sup>96</sup>. Par conséquent, les blâmes qui ont été adressés aux médias par les dirigeants du Ralliement national étaient justifiés. Il est important de rappeler que cet intérêt des médias envers le PLQ, l'UN et le RIN est alimenté par l'achat de publicités dans leur quotidien. Malheureusement, souligne le

---

<sup>92</sup> Guy Bourassa et Francine Dépatie, « La presse québécoise et les élections du 5 juin », *Cahiers Cité Libre*, Montréal, n° 2, novembre 1966, p.2.

<sup>93</sup> « Le rapport Bourassa », *Le Devoir*, 19 octobre 1966, p.1.

<sup>94</sup> Guy Bourassa et Francine Dépatie, *loc. cit.*, p.26.

<sup>95</sup> « Le rapport Bourassa », *loc. cit.*, p.1.

<sup>96</sup> Guy Bourassa et Francine Dépatie, *loc. cit.*, p.13-17.

docteur Jutras, le Ralliement national ne disposait pas de telles sommes d'argent<sup>97</sup>. Le rapport Bourassa confirme le sentiment généralisé des membres du RN voulant que les journaux les aient boycottés tout au long de la campagne<sup>98</sup>. Néanmoins, certaines nuances sont aussi à considérer. Soulignons que l'espace médiatique restreint qu'ont obtenu les chefs rallinistes est proportionnel au ratio de la population surtout rurale que rejoint le RN et aux journaux majoritairement urbains analysés dans le rapport. Donc, la couverture médiatique allouée au Ralliement national n'a certes pas été aussi importante et positive qu'auraient voulu les chefs, mais nous croyons qu'elle a été tout de même considérable vu la récente apparition sur la scène politique québécoise de ce parti traditionaliste et indépendantiste. L'été de 1966 en sera un de restructuration globale par l'entremise du congrès général du mois d'août.

### 3.5 Le congrès post-électoral d'août 1966

Le Ralliement national a été fondé si rapidement à la veille des élections provinciales que le parti n'avait pas eu le temps d'inviter ses militants à une assemblée générale officielle. Au lendemain du scrutin, le temps des constats et des remises en question est arrivé pour l'ensemble des membres. Le premier congrès du Ralliement national est organisé à Victoriaville les 20 et 21 août 1966. L'objectif principal de cette réunion est de rassembler les principaux militants pour

étudier la signification véritable du scrutin du 5 juin, analyser froidement et objectivement la situation du parti, apprécier les perspectives d'avenir, mettre au point un ensemble de mesures et un programme d'organisation de nature à conduire le parti au succès [...] [et] mettre fin à la direction bicéphale du Ralliement national.<sup>99</sup>

---

<sup>97</sup> René Jutras, « Communiqué de presse », été 1966, p.2. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

<sup>98</sup> André Béliveau, *loc. cit.*

<sup>99</sup> René Jutras, « Soyez les bienvenus aux premières assises annuelles du Ralliement national », 20 août 1966, p.1. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

Bref, des transformations majeures seront réalisées et le Ralliement national entrera dans la deuxième phase de son existence politique.

### 3.5.1 Démission de René Jutras

Comme nous l'avons vu, René Jutras s'est retrouvé à la tête du Regroupement national, en septembre 1964, par la force des choses. Dès lors, il confirme que cette nomination est patriotique, mais temporaire, car ses obligations familiales et professionnelles sont prioritaires à ses yeux<sup>100</sup>. La même chose se produit à la fondation du Ralliement national. Cependant, cette fois-ci, Jutras est jumelé à un autre chef, Laurent Legault. Il se trouve encore une fois malgré lui au poste de direction. En avril 1966, des problèmes de santé s'ajoutent à ses réticences. Après les élections, tous les membres du RN sont conscients que René Jutras et Laurent Legault n'ont plus le désir de rester à la présidence du parti. C'est donc avec regret, mais beaucoup de compréhension que les militants acceptent la démission du docteur Jutras et de celle Laurent Legault au congrès de Victoriaville.

Cependant, Laurent Legault s'adresse aux militants toujours en tant que chef au congrès. Contrairement à René Jutras, Legault ne quitte pas la politique active. En fait, un nouvel exécutif sera élu durant ce congrès et il souhaite en faire partie, mais pas nécessairement pour occuper le poste de chef du RN. Par conséquent, l'allocution de Legault s'avère être un appel à l'union des forces du Ralliement national. Il amorce son discours en citant un passage du manifeste rappelant la nécessité et le devoir de tous de faire du Québec un pays souverain avec la formule d'États associés. À sa manière, Legault reprend le slogan *Maître chez nous* : « Pour que les Québécois deviennent véritablement maîtres chez eux, il n'est pas nécessaire de détruire tout ce qui a été fait dans le passé, il n'est même pas nécessaire de détruire le régime

---

<sup>100</sup> René Jutras, « La dernière des indépendances... », *L'Union des Cantons-de-l'Est*, 30 septembre 1964.

capitaliste et le libéralisme économique, mais il faut en corriger les abus.<sup>101</sup> » Pour avoir enfin le contrôle de notre destin, rappelle-t-il, il faut diriger tous les aspects de notre économie. Pour lui, les résultats de l'élection du 5 juin sont satisfaisants d'un certain point de vue, car « [...] dans le domaine des idées, nous avons été les vainqueurs [...], et les socialistes ont été les perdants.<sup>102</sup> » Le message déterminant de son discours concerne l'unité des créditistes et des indépendantistes au sein du Ralliement national. Il rappelle à ses militants l'importance de la combinaison de l'indépendance financière et de la souveraineté politique pour en arriver à une meilleure société québécoise : « VOILÀ POURQUOI NOUS DEVONS TOUS ÊTRE DES MEMBRES DU RALLIEMENT NATIONAL.<sup>103</sup> » Nous verrons bientôt que des conflits internes auront lieu entre la faction créditiste et regroupiste au cours de l'année 1967.

Pour sa part, Jutras annonce son départ définitif de la politique active : « Je quitte la politique uniquement parce que c'est mon devoir de la quitter. Ma famille et ma profession ont toujours réclamé toutes mes énergies et en dépit de la meilleure volonté, elles ont à en [s]ouffrir de mon activité politique.<sup>104</sup> » À cette occasion, Jutras rappelle sa pensée politique et réitère le devoir de tous les Québécois, mais surtout des membres du Ralliement national, de travailler à la souveraineté du Québec. Il souligne quitter la vie publique « avec la satisfaction d'avoir travaillé honnêtement pour la patrie.<sup>105</sup> »

---

<sup>101</sup> Laurent Legault, « Allocution d'ouverture de M. Laurent Legault, chef-conjoint du Ralliement national », 20 août 1966, p.3. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

<sup>102</sup> *Ibid.*

<sup>103</sup> *Ibid.*

<sup>104</sup> René Jutras, « Soyez les bienvenus », *op. cit.*, p.2.

<sup>105</sup> « Le testament politique du Dr René Jutras », *L'Union des Cantons de l'est*, 24 août 1966, p.17.



### 3.5.2 Élection de Gilles Grégoire et d'un nouvel exécutif

Gilles Grégoire est élu nouveau chef du Ralliement national dès sa première journée du congrès de 1966. Sa candidature en avait étonné plus d'un, car il était supposément présent à titre d'observateur. Outre le nouveau président, le nouvel exécutif est constitué de Cécilien Pelchat et de Camil Samson à la vice-présidence, de Robert Tremblay à la direction régionale; René Matte devient le secrétaire et Samuel Bouchard accepte la trésorerie<sup>106</sup>. Les anciens chefs restent tous deux à l'exécutif à titre de directeurs *ex officio*. La plupart des postes de présidents régionaux sont renouvelés, mais certains noms restent familiers, comme Marc-André Bédard dans Saguenay-Lac-Saint-Jean, Jean Garon dans la région de Québec ou même Roger Moreau dans les Bois-Francs. Au lendemain du congrès, l'éditorialiste du *Nouvelliste* qualifie l'élection du président de « tournure aussi dramatique qu'imprévue.<sup>107</sup> » En effet, Gilles Grégoire est alors député fédéral de Lapointe pour le Ralliement créditiste à la Chambre des Communes. Son intérêt pour le RN n'étonne pas : il a fortement appuyé le jeune parti créditiste-indépendantiste dès sa fondation et il était présent à la conférence de presse où l'alliance entre les deux partis avait été scellée. Il est un homme politique expérimenté, orateur fougueux et déjà connu de la population québécoise<sup>108</sup>. L'élection de Gilles Grégoire est perçue comme un renouveau au sein du parti, car la présidence cesse d'être bicéphale. Néanmoins, comment peut-on devenir chef d'un parti indépendantiste en étant à la fois député au fédéral? C'est exactement ce qui ennuie le chef du Ralliement créditiste à Ottawa, Réal Caouette. Grégoire affirme vouloir terminer son mandat de député. Toutefois, Caouette soutient qu'il serait illégitime pour le député de Lapointe de continuer à siéger aux

<sup>106</sup> « Exécutif du Ralliement national », août 1966, p.1. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

<sup>107</sup> Paul-Émile Plouffe, « Chef indépendantiste, député à Ottawa », *Le Nouvelliste*, 23 août 1966, p.4.

<sup>108</sup> *Ibid.*

Communes, institution parlementaire qui est le symbole même de la Confédération canadienne, puisqu'il a choisi de lutter pour l'indépendance du Québec<sup>109</sup>.

Grégoire laisse entendre qu'une alliance avec l'autre parti indépendantiste serait favorable au mouvement. Est-ce utopique de sa part de croire que le RIN voudrait bien se joindre au RN? Nous croyons que oui, car l'expérience a déjà été tentée auparavant. Cependant, le président du RN croit que la clé pour arriver à l'indépendance du Québec réside dans l'union des forces indépendantistes. Nous verrons que la solution proposée par Grégoire est la bonne, mais qu'il manque encore un acteur clé au sein de ce mouvement afin de mobiliser l'opinion publique.

### 3.6 Conclusion

D'une part, l'arrivée du Ralliement national sur la scène politique québécoise ne bouleverse pas l'ordre établi. Cependant, l'alliance entre le Regroupement national et le Ralliement créditiste du Québec transforme la conception de l'idée d'indépendance jusqu'à maintenant; ils sont tous deux nationalistes, traditionalistes et veulent réunir les forces de la droite québécoise sous un seul parti pour ainsi faire face aux vieux partis. Afin de rejoindre un type de population traditionaliste et nationaliste avec l'idée d'indépendance, le mariage est très pertinent à une époque où la place du clergé, le modèle conventionnel de la famille, le respect de l'ordre établi ainsi que les traditions passées et la culture canadienne-française prennent toujours une place importante dans la vie de ces citoyens. Le programme du Ralliement national se distingue par son idéologie traditionaliste et populiste combinée à des solutions interventionnistes qui répondent aux besoins de l'époque. Bref, le Ralliement national contribue au mouvement nationaliste de cette période, car il réussit à unir

---

<sup>109</sup> *Ibid.*

l'idée d'indépendance aux aspirations quotidiennes d'une partie très précise de la population québécoise.

D'autre part, le scrutin du 5 juin 1966 marque un tournant du mouvement indépendantiste, car c'est la première élection où deux partis souverainistes sont en lice. La campagne électorale est difficile pour le Ralliement national qui ne réussit pas à obtenir une couverture médiatique positive, mais aussi parce que l'alliance politique s'est réalisée à moins de trois mois du scrutin. Les résultats de l'élection confèrent 2,3 % du vote populaire au RN. De façon générale, l'idée d'indépendance gagne du terrain au sein de la population québécoise et les valeurs traditionalistes sont toujours bien présentes. En effet, l'élection est remportée par l'Union nationale qui véhicule aussi ce type d'idéologie. Par conséquent, même s'il n'a pas réussi à faire élire de députés, le Ralliement national saisit que ses idées traditionalistes interpellent une grande partie de la population québécoise. Ils savent maintenant qu'une meilleure organisation de leur parti, un plus gros budget électoral et une visibilité plus accrue pourront faire une différence à la prochaine élection, car ils croient que les Québécois sont sensibles à leurs idées. C'est exactement l'objectif du congrès général du parti en août 1966. Rendre le parti plus crédible aux yeux de la population demande une restructuration globale du Ralliement national. La fin de la présidence bicéphale avec l'élection d'un homme politique connu comme chef, Gilles Grégoire, est le premier pas nécessaire à la crédibilité de ce parti. Cependant, ce congrès marque aussi la fin de la vie politique active du principal architecte de ce parti, le docteur René Jutras.

## CHAPITRE IV

### L'UNION DES FORCES INDÉPENDANTISTES

#### 4.1 Introduction

Le changement de direction annonce des transformations dans l'orientation du RN. En effet, Grégoire veut affirmer l'idée d'indépendance pour le Ralliement national et abandonner l'idée ambivalente du statut d'État associé pour le Québec. Aussi, il se montre ouvert aux autres organisations indépendantistes dans l'espoir d'unifier le mouvement. À la même période, un nouveau mouvement indépendantiste voit le jour : le Mouvement souveraineté-association, fondé par René Lévesque après son départ fracassant du Parti libéral. Nous verrons que l'arrivée de ce troisième acteur politique dans le mouvement indépendantiste jouera un rôle prédominant dans l'union des forces afin de former un parti souverainiste unique, le Parti québécois. Néanmoins, les négociations entre les trois partis sont très ardues vu leurs divergences idéologiques.

D'abord, nous devons bien comprendre le Ralliement national de Gilles Grégoire, car ce parti évoluera sous sa présidence. Aussi, les trois partis politiques en cause ainsi que leurs motivations devront être pris en compte. Finalement, nous jetterons un regard neuf sur les négociations entre les partis indépendantistes pour la création du Parti québécois, mais surtout, sur le rôle que tiendra le RN dans ces tractations.

## 4.2 Le Ralliement national de Gilles Grégoire

Dès l'annonce de sa présidence, Gilles Grégoire effectue une série de déclarations sur la redéfinition du Ralliement national sous sa gouverne. Il élabore une nouvelle stratégie politique visant à clarifier la position de son parti et surenchérit sur l'idée d'unir les forces indépendantistes sous une seule formation politique. Néanmoins, les malaises entre créditistes et indépendantistes au sein du RN s'accroissent, ce qui transforme quelque peu les attitudes des adhérents face au parti, le fonctionnement et l'organisation de ce dernier.

### 4.2.1 La nouvelle orientation de Gilles Grégoire : première phase de changement

Avant d'analyser la nouvelle orientation du Ralliement national, une mise au point s'impose quant à la position de Gilles Grégoire à Ottawa et au sein du Ralliement créditiste. Une fois officielle la nomination du nouveau chef du RN, Réal Caouette s'empresse de commenter la nouvelle dans les médias : « Si Gilles Grégoire veut diriger un parti politique provincial, qu'il soit indépendantiste ou non, il faut d'abord quitter la scène fédérale.<sup>1</sup> » Néanmoins, ce n'est pas l'avis de Grégoire qui affirme : « Mes électeurs m'ont confié un mandat [...] et je remplirai ma mission jusqu'au bout. Je ne vois pas pourquoi je ne pourrais pas présider un parti politique provincial tout en conservant mon poste de député à Ottawa.<sup>2</sup> » Devant cette divergence de vues entre les deux chefs, il appartient alors au caucus du Ralliement des créditistes de trancher. Finalement, le 29 août 1966, Gilles Grégoire est exclu du caucus vu l'incompatibilité des objectifs du Ralliement des créditistes et du Ralliement national. C'est de sa propre initiative que le chef du RN décide de siéger comme indépendant pour la circonscription de Lapointe, dans la région du Saguenay-

---

<sup>1</sup> Florian Bernard, « Caouette demandera au caucus d'expulser Grégoire du parti », *La Presse*, 24 août 1966.

<sup>2</sup> *Ibid.*

Lac-Saint-Jean<sup>3</sup>. Bref, Gilles Grégoire termine son mandat comme député fédéral malgré ses fonctions de chef du Ralliement national, mais en tant qu'indépendant.

Nous percevons deux phases distinctes dans l'évolution des idées politiques de Gilles Grégoire : la première prend forme à son arrivée à la direction et la deuxième se cristallise lors de la présentation de son programme officiel durant le congrès annuel du Ralliement national en octobre 1967. Néanmoins, durant tout le processus de redéfinition du RN, Grégoire spécifie l'importance de trouver un terrain d'entente afin d'unir toutes les forces indépendantistes sous un même parti. D'abord, la première phase se démarque par la redéfinition de l'idée d'indépendance et le rôle de cette idée dans l'identité du RN. Dans la constitution adoptée au congrès de Victoriaville, le but ultime du RN est mentionné comme ceci :

Le Ralliement national assume la mission de promouvoir une saine administration politique, de faire l'éducation économique et l'action politique de toute la population en vue de l'avènement d'un gouvernement souverainiste national garantissant à la Nation Québécoise les pleins pouvoirs politiques et économiques dans une forme qui respectera la liberté et la dignité de la personne humaine, et ayant comme langue officielle le français.<sup>4</sup>

Dès lors, nous pouvons comprendre que le nouveau président veut donner une orientation indépendantiste plus affirmée en insistant sur la langue française, les valeurs démocratiques et les droits de la personne pour définir le Ralliement national. Gilles Grégoire rejette le statut d'État associé pour prôner plutôt l'indépendance complète du Québec. L'élément fondamental de la pensée de Grégoire à ce sujet est qu'« il n'y a pas d'indépendance politique sans indépendance monétaire.<sup>5</sup> » Cette logique traduit bien le rapprochement possible entre la théorie indépendantiste et la

---

<sup>3</sup> « Grégoire siègera comme indépendant », *Le Devoir*, 30 août 1966, p.1.

<sup>4</sup> Ralliement national, *Constitution*, 21 août 1966, p.1. Centre d'archives de Québec, Fonds Gilles Grégoire, P858, 2005-05-007.

<sup>5</sup> Gilles Daoust, « Grégoire accepte la présidence du RN; perspective d'une union avec le RIN », *La Presse*, 22 août 1966, p.1.

théorie créditiste, selon Grégoire. En fait, sa place de député à la Chambre des communes pour le Ralliement des créditistes à partir de 1962 lui fait graduellement prendre conscience que l'avenir du Québec ne se fera pas au sein de la Confédération canadienne<sup>6</sup>. Donc, à son allégeance créditiste et à son nationalisme traditionaliste s'est progressivement greffée l'idée d'indépendance pour le Québec. D'où l'importance pour les membres du RN de cesser de se catégoriser comme étant issus de deux factions distinctes, les regroupistes et les créditistes, car c'est précisément l'union de ces deux groupes qui fait la force du parti, selon Grégoire. En outre, Grégoire n'est pas un radical et il désire réaliser la souveraineté par des moyens démocratiques. À cet effet, il rappelle aux militants de la cause : « J'exhorterai les indépendantistes à vivre dans l'ordre et le respect des lois canadiennes tant que le Québec demeurera dans la confédération.<sup>7</sup> » En somme, le nouveau président du Ralliement national croit à une indépendance démocratique et respectueuse de l'ordre légal établi, mais aussi à une souveraineté dont les politiques monétaires se baseront sur la théorie du crédit social, permettant ainsi de financer le développement de la société québécoise. De cette façon, le Québec cessera d'être à la solde de la domination étrangère autant politiquement qu'économiquement.

En plus de redéfinir les valeurs intrinsèques du Ralliement national, Gilles Grégoire tend la main au Rassemblement pour l'indépendance nationale. En effet, lors de son premier discours en tant que chef du RN, Grégoire affirme qu'une union entre les deux partis constitue une opportunité viable afin de créer un seul parti indépendantiste. Il déclare même avoir eu de multiples contacts avec le RIN et la discussion semble engagée. Selon Grégoire, il y a trois objectifs communs sur lesquels les deux partis doivent s'entendre : « l'indépendance du Québec, l'indépendance monétaire du Québec, le respect, dans tout cela, de l'entreprise privée

---

<sup>6</sup> « Grégoire siègera comme indépendant », *Le Devoir*, 30 août 1966, p.1.

<sup>7</sup> *Ibid.*, p.2.

et des libertés humaines.<sup>8</sup> » Après la lecture de leurs programmes politiques respectifs, Grégoire affirme qu'ils sont d'accord avec l'idée d'établir une Banque du Québec, mais le chef du RN s'oppose aux mesures qui seraient calquées sur celles du socialisme. Par exemple, le RIN qualifie la planification comme une technique d'organisation du travail des hommes et de leurs échanges. De son côté, le RN croit que l'État doit planifier ainsi que proposer certaines mesures économiques et politiques tout en laissant l'entreprise privée les mettre en application<sup>9</sup>. Aussi, le chef du RN se dit en accord avec le RIN au sujet de la confessionnalité dans les écoles en affirmant vouloir offrir l'éducation aux citoyens des établissements scolaires de toutes confessions. Néanmoins, il réitère : « Nous construirons des écoles neutres pour ceux qui en veulent, [...] mais on n'ira pas enlever les crucifix là où ils sont.<sup>10</sup> » Donc, malgré qu'il se dise en accord avec le RIN à ce sujet, Grégoire n'est pas d'accord avec un système d'éducation complètement laïque au Québec, mais bien un système qui accommoderait les parents ne voulant pas du système en place. Malgré que Gilles Grégoire allègue d'une reprise du dialogue entre les deux partis indépendantistes, le vice-président du RIN, Guy Pouliot, soutient ne pas avoir eu de contacts officiels ou officieux avec le chef du Ralliement national<sup>11</sup>. De plus, Guy Pouliot et André D'Allemagne ne croient pas en la possibilité de rapprochements ou d'alliance, car selon eux, le RN est un parti naissant, imprévisible, sans programme politique et avec une pensée politique ambiguë. L'indépendance, leur objectif commun, n'est pas suffisante pour unir les deux partis, selon les dirigeants du RIN.

---

<sup>8</sup> *Ibid.*, p.2.

<sup>9</sup> *Ibid.*

<sup>10</sup> *Ibid.*

<sup>11</sup> « Le RIN : nous n'avons pas eu de contact avec le RN », *Le Devoir*, 23 août 1966, p.10.



#### 4.2.2 Les acteurs politiques

Dès la fondation du Regroupement national en 1964, les dirigeants et certains membres de l'exécutif échangent avec Marcel Chaput. Défenseur de l'indépendance de la première heure, Chaput a même donné quelques conférences avec les regroupistes et a joué le rôle de médiateur lors des premiers pourparlers entre le RN et le RIN en 1965. Néanmoins, durant la campagne électorale de 1966, Marcel Chaput s'est présenté comme candidat pour le RIN dans Papineau. Le RIN étant un parti anticlérical et Marcel Chaput étant un fervent catholique, madame Albert Guay, une militante au RN de la première heure, tente de convaincre Chaput depuis plusieurs années de s'associer officiellement au Ralliement national :

Le programme du Ralliement répond en tous points aux aspirations et aux espoirs des vrais patriotes [canadiens-français]. Il est avant tout d'inspiration chrétienne, ce qui augure bien pour sa marche et sa réalisation. Un congrès aura lieu les 20 et 21 août, vous intéressera-t-il? Un membre influent du R.N. [Jean Miville-Dechéne] qui vous connaît et qui vous estime, exprimait ainsi ses regrets et son étonnement lors de votre retour au R.I.N. : 'On ne le comprend pas...' Et un autre [Jean Garon], pensif, ajoutait : 'Il n'a peut-être pas dit son dernier mot'. Ce dernier mot, le direz-vous?...et pourquoi pas à l'occasion de l'important congrès qui doit se tenir bientôt?...Tout le monde, amis et admirateurs compris, seraient heureux de vous voir entrer 'chez-nous'...où, vous ayant toujours considéré un des nôtres pour l'instant de passage en pays étranger... (le R.I.N. en l'occurrence), vous seriez reçu à bras ouverts.<sup>12</sup>

Par la correspondance échangée entre madame Guay et Marcel Chaput, nous pouvons comprendre que ce dernier ne s'est pas joint au RN, car il voulait être dans le parti indépendantiste le plus prédisposé à obtenir les meilleurs résultats : « Avec plus de candidats que le RIN, le RN n'a pas recueilli la moitié des votes obtenus par le RIN.<sup>13</sup> » Même s'il semble être idéologiquement plus proche du Ralliement national,

<sup>12</sup> Lettre de madame Albert Guay à Marcel Chaput, 12 août 1966, p.1. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

<sup>13</sup> Lettre de Marcel Chaput à madame Albert Guay, 29 août 1966, p.1. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

Marcel Chaput reste attaché au Rassemblement pour l'indépendance nationale et à ses membres, sans doute parce qu'il a fondé ce parti et parce qu'il croit que le RIN pourrait être le maître-d'œuvre de l'union des forces indépendantistes, beaucoup plus que le RN. À ce sujet, il ajoute :

Ce qui compte, c'est que le mouvement indépendantiste soit définitivement inscrit sur la carte politique du Québec. [...] Il faut le reconnaître, le mouvement indépendantiste est divisé. Il l'a d'ailleurs toujours été. [...] Mais la divergence de pensée valait-elle que le RN se fonde pour diviser les forces indépendantistes et donner aux ennemis le triste spectacle de la lutte fratricide? Je ne crois pas. Je ne veux pas faire le procès de personne, mais tant que les [i]ndépendantistes seront groupés dans deux partis, ils ne réussiront jamais à atteindre leur objectif qui est l'indépendance du Québec.<sup>14</sup>

Par conséquent, il apparaît que Chaput n'oublie pas que ce sont les membres du Regroupement national qui ont initialement scindé le mouvement indépendantiste par conviction idéologique. Chaput est pragmatique. Il est conscient de la nécessité de s'unir sous un seul parti, mais il sait aussi que cette union ne pourra jamais être monolithique : « [...] ce seul parti devra comprendre tous les éléments de la population; gauche, droite, centre, croyant, agnostique... » Néanmoins, malgré l'appel de Grégoire à entreprendre des discussions avec les dirigeants du RIN, Bourgault refuse toujours de s'y compromettre. Selon Chaput, cette situation est regrettable et paralyse le mouvement en entier. Dans sa lettre à madame Guay, il suggère même que « Grégoire revienne à la charge et propose de nouveau l'entente entre les deux partis<sup>15</sup> ». Marcel Chaput se dit même prêt « à user de [s]on influence pour qu'une entente se réalise. » Néanmoins, il semble avoir une préférence pour que ce parti soit le RIN, qu'il perçoit comme étant plus crédible et articulé. Il rappelle que la crainte du socialisme et de l'agnosticisme d'une partie des rinistes ne devrait pas freiner les membres du RN. Selon lui, d'une manière ou d'une autre, les

---

<sup>14</sup> *Ibid.*

<sup>15</sup> *Ibid.*, p.2.

indépendantistes de tout horizon doivent apprendre à s'approprier afin d'en arriver à l'objectif commun de l'indépendance du Québec. Les espoirs de voir Marcel Chaput se joindre au Ralliement national se perpétuent jusqu'à l'automne de 1966 où René Jutras confie à madame Guay : « Votre initiative aura porté d'excellents fruits. Ceci est strictement confidentiel, mais il semble bien acquis que Marcel Chaput s'en vient au RN!<sup>16</sup> » Cependant, nous savons maintenant que cette adhésion n'a jamais eu lieu.

#### 4.2.3 Fonctionnement et organisation

Toujours sous le signe du changement, Gilles Grégoire désire revitaliser le personnel de *La Nation*. Ces transformations sont nécessaires, vu l'arrivée de Gilles Grégoire à la présidence du parti et son désir de réorientation, mais elles sont aussi causées par la publication d'articles à caractère raciste, fasciste et antisémite dans le numéro de juillet 1966. En effet, le rédacteur en chef, Joseph Costisella, ancien regroupiste, a laissé certains articles être publiés malgré leurs propos controversés. Dès lors, Grégoire souligne que son parti « entend adopter une attitude plus ouverte et plus tolérante à l'égard des Néo-Canadiens et des divers groupes ethniques qui vivent sur le territoire du Québec.<sup>17</sup> » Les journalistes qualifient cette déclaration de revirement radical, vu les positions de certains éditorialistes de *La Nation*. Au départ, la publication d'un numéro choc durant l'été avait été motivée par la nécessité de prouver au public que le RN refusait de mourir malgré les résultats électoraux.

Les problèmes éditoriaux de *La Nation* sont intimement liés à son rédacteur en chef, Joseph Costisella : les doutes qui subsistent au sujet de ce militant actif entraînent une série de conflits internes au sein du RN. Initialement, au début d'août 1966, un message du *Service d'intelligence canadien* insinue que Joseph Costisella

<sup>16</sup> Lettre de madame Albert Guay à René Jutras, 2 janvier 1967, p.1. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

<sup>17</sup> André Béliveau, « Le RN sera plus ouvert envers les Néo-Canadiens et réoriente *La Nation* », *La Presse*, 25 août 1966.

serait « d'ac[co]intance et d'acoquinage avec des communistes connus » et qu'il aurait « reçu l'ordre du R.I.N. d'infiltrer et de pourrir par le dedans le Ralliement national<sup>18</sup> ». Au bas de la page, Laurent Legault inscrit à la main un commentaire concernant Costisella à l'intention de René Jutras: « [...] tout laisse à croire pour le moment qu'il joue deux jeux.<sup>19</sup> » Liés à Joseph Costisella, les problèmes financiers du RN refont surface. En effet, au lendemain de l'élection de juin 1966, le Ralliement national est à l'agonie et Costisella emprunte à la banque pour payer de sa poche l'imprimeur afin de publier les numéros de juillet et août de *La Nation*<sup>20</sup>. De plus, Costisella soutient avoir aussi déboursé de l'argent personnel durant la campagne électorale. Bref, dans une lettre envoyée au docteur Jutras, il lui annonce son intention de devenir un simple militant, mais aussi, il lui demande de faire pression à l'exécutif pour se faire rembourser un montant de 4000 \$. Au même moment, l'imprimeur du *Bulletin de Buckingham* répond à la lettre du 10 août de madame Perron, administratrice du journal *La Nation*, l'informant que Costisella a réglé les dettes que le RN avait contractées envers son entreprise. Probablement à cause des allégations du *Service d'intelligence canadien*, madame Perron n'a pas de bons mots au sujet de monsieur Costisella dans sa lettre à l'imprimeur, car ce dernier lui répond :

Par ailleurs, je ne saisis pas bien les insinuations malveillantes que vous faites à l'endroit de M. Costisella. En effet, il n'existe pas beaucoup de gens comme M. Costisella, qui acceptent de payer de leur poche des dettes assez lourdes contractées par leur parti. Il me semble donc équitable que votre

---

<sup>18</sup> Lettre de Laurent Legault à René Jutras contenant la photocopie d'une lettre de Patrice Walsh à Jean-Paul Trudel, *Le Service d'intelligence canadien*, 29 juillet 1966, p.1. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

<sup>19</sup> *Ibid.*

<sup>20</sup> Lettre de Joseph Costisella à René Jutras, 24 août 1966. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

administration, d'où vous avez exclu M. Costisella, le rembourse de ce qu'il nous a déjà versé, soit 550 \$.<sup>21</sup>

Quelques jours plus tard, grâce aux remboursements de certains autres membres, Laurent Legault annonce à Costisella qu'il pourra lui rendre la moitié de la dette, soit 2000 \$, mais Legault ne veut pas demander directement l'argent à l'exécutif : « [...] je crois qu'il ne faudrait pas leur mettre sur les épaules la dette de l'élection. Cela pourrait avoir pour effet de tuer le mouvement.<sup>22</sup> » Finalement, nous comprenons que M. Costisella ne réussit pas à se faire rembourser et qu'il se fait mettre à l'écart du parti sans explication. Cette attitude est sans doute motivée par les informations obtenues par le *Service d'intelligence canadien*, mais laisse dans l'ignorance monsieur Costisella. À la fin de novembre, une mise en demeure est envoyée au Ralliement national pour le remboursement complet de la dette. Si le montant n'est pas remis dans sa totalité, Costisella menace de « transmettre le dossier de cette créance à [s]on avocat qui poursuivra le règlement par toutes les voies du droit » et il se « réserve également le droit de communiquer à ce sujet avec le président général des élections, Me Drouin, ainsi que de mettre au courant [s]es confrères journalistes.<sup>23</sup> » Costisella envoie une lettre séparément au docteur Jutras dans laquelle il lui demande d'utiliser son influence pour ne pas avoir à mettre sa menace à exécution et il lui confie sa déception d'avoir à poser ce geste après autant de dévouement envers le Ralliement national<sup>24</sup>. Néanmoins, Laurent Legault

---

<sup>21</sup> Lettre de Gérard Lemay (Le Bulletin de Buckingham) à Germaine Perron, Laurent Legault et René Jutras, 25 août 1966, p.1. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

<sup>22</sup> Lettre de Laurent Legault à Joseph Costisella, Rouyn, 2 septembre 1966. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

<sup>23</sup> Lettre de Joseph Costisella à Laurent Legault, L.B. Courtemanche, Gilles Grégoire, René Jutras, 28 novembre 1966. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

<sup>24</sup> Lettre de Joseph Costisella à René Jutras, 28 novembre 1966. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

n'apprécie pas du tout la méthode utilisée par Costisella pour obtenir son argent et lui écrit un long contre-argumentaire où il termine en disant : « Les menaces contenues dans ta lettre m'insultent, mais m'indiffèrent, car je ne marche jamais ni par la peur ni par les menaces.<sup>25</sup> »

Malgré ces différends entre les membres de la direction, il se cache des problèmes internes encore plus généralisés; certains anciens créditistes nouvellement membres du Ralliement national sont en conflit avec les anciens regroupistes quant à l'orientation du parti et du journal *La Nation*. En effet, les correspondances entre René Jutras, madame Albert Guay et madame Germaine Perron durant l'hiver de 1967 en font état. Déjà à la mi-janvier, madame Perron avertit le docteur Jutras en soulignant certains problèmes de coordination au sein du journal : « J'ai donc fait le numéro de janvier avec les moyens du bord, au milieu de beaucoup d'objections et de tergiversations de la part de M. Robert Tremblay, dans un délai de trois heures seulement.<sup>26</sup> » Dans sa lettre, elle évoque les complications pour faire paraître ce numéro, notamment le peu de journalistes volontaires, la stagnation d'abonnements et le manque de publicité. Pour terminer, madame Perron, désespérée, ajoute au sujet de son collègue : « Là encore, nous avons M. R. Tremblay, qui, appuyé sur son poste de vice-président, fait toutes sortes de difficultés. Aidez-nous M. Jutras si vous voulez la survie du RN. Je fais une lutte terrible à Mtl et j'ai si besoin de vous.<sup>27</sup> » La situation au journal semble désorganisée et obstruée de chicanes intestines. Selon madame Perron, le climat ne fait qu'empirer durant les mois qui suivent. Elle soupçonne que le secrétariat du parti soit sous l'égide de créditistes toujours fidèles à Réal Caouette :

---

<sup>25</sup> Lettre de Laurent Legault à Joseph Costisella, Rouyn, 30 novembre 1966, p.1-2. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

<sup>26</sup> Lettre de Germaine Perron à René Jutras, 18 janvier 1967, p.1. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

<sup>27</sup> *Ibid.*, p.2.

M. Goulet [secrétaire] descend toujours M. Grégoire et répand un climat de suspicion continuellement. M. Trudel [trésorier] parle continuellement contre l'indépendance et le nationalisme tel qu'on l'entend. [...] M. Trudel s'est même vanté que si le RN ne payait pas les dépenses du secrétariat, ils passeraient celles-ci au Ralliement créditiste.<sup>28</sup>

La journée même où madame Perron envoie ses observations au docteur Jutras, le secrétariat annonce que le journal sera désormais administré à Chicoutimi par un journaliste de carrière. Par conséquent, madame Perron se fait remercier de ses services à *La Nation* par le groupe de Montréal qui veut apparemment l'éloigner du secrétariat situé dans la métropole. Madame Perron confie son analyse de la situation : « Donc, une indépendantiste comme moi n'était pas, selon eux, bien désirable. Conséquence : on entre dans l'idée d'éloigner le journal et l'administration, on me joue des coups pendables au secrétariat, on déblatère sur mon compte en arrière, et le tour est joué!<sup>29</sup> » En somme, les efforts soutenus de Gilles Grégoire pour unir les membres du parti ne donnent pas les résultats escomptés. Nous pouvons alors comprendre qu'un petit groupe de créditistes, toujours près de Réal Caouette, veut prendre le contrôle de la portion montréalaise du Ralliement national et du journal de parti.

Après les conflits avec Joseph Costisella, le responsable aux finances, Laurent Legault, fait un bilan préoccupant de la situation financière du Ralliement national. Ainsi, il réalise deux bilans sur la dette électorale de l'élection du 5 juin 1966 et sur les revenus et dépenses pour la période depuis le congrès de Victoriaville jusqu'au 26 janvier 1967. Concernant la dette électorale, nous comprenons que le RN doit encore plus de 19 000\$ à des membres du parti, comme Joseph Costisella et Laurent Legault, mais aussi à la Caisse populaire, à la Banque de Victoriaville, à un imprimeur et à

---

<sup>28</sup> Lettre de Germaine Perron à René Jutras, 16 mars 1967. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

<sup>29</sup> Lettre de Germaine Perron à René Jutras, 22 mars 1967. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

Bell Canada. Le deuxième segment de l'état financier s'avère moins problématique, avec un excédent des dépenses sur les revenus de seulement 420 \$. En plus des différences entre les revenus et les dépenses, Legault rappelle qu'il est inacceptable que des chèques sans provision pour plus de 1000\$ aient été faits par des responsables du parti<sup>30</sup>. Il doit même réécrire aux membres de l'exécutif pour souligner à ce sujet « un manque de responsabilité générale » et faire la liste exhaustive des chèques arrêtés<sup>31</sup>. Par conséquent, le manque de régularité dans le contrôle des finances est néfaste pour le parti. En effet, les déficits rendent difficiles l'obtention de liquidités nécessaires à la publicité, à la promotion ainsi qu'aux émissions radiophoniques et télévisuelles. Selon Gilles Grégoire, les émissions de télévision sont une nécessité absolue, mais Legault propose un nombre restreint d'apparitions afin d'équilibrer le budget<sup>32</sup>. Au mois de juin, la dette du Ralliement national s'élève à plus de 4 900 \$ auprès des télédiffuseurs. Selon Legault, cette dette diminue grandement la crédibilité du parti. Finalement, le rapport financier englobant la période du 1<sup>er</sup> août 1966 au 1<sup>er</sup> octobre 1967 conclut à l'équilibre budgétaire<sup>33</sup>. Il aura fallu beaucoup d'ajustements et de communications de la part du président du comité des finances, mais le Ralliement national est fin prêt pour le congrès annuel du parti les 7 et 8 octobre 1967.

---

<sup>30</sup> Laurent Legault, *États financiers du Ralliement national*, 26 janvier 1967, p.1-2. Centre d'archives de Québec, Fonds Gilles Grégoire, P858, 2005-05-007.

<sup>31</sup> Laurent Legault, *Ralliement national – À tous les membres de l'exécutif – confidentielle*, 19 juin 1967, p.1-2. Centre d'archives de Québec, Fonds Gilles Grégoire, P858, 2005-05-007.

<sup>32</sup> René Matte (Secrétaire), Procès-verbal de la réunion de l'exécutif du Ralliement national; samedi et dimanche, les 10 et 11 juin 1967, 11 juin 1967, p.5. Centre d'archives de Québec, Fonds Gilles Grégoire, P858, 2005-05-007.

<sup>33</sup> Ralliement national, Rapport financier du 1<sup>er</sup> août 1966 au 1<sup>er</sup> octobre 1967. Centre d'archives de Québec, Fonds Gilles Grégoire, P858, 2005-05-007.



#### 4.2.4 La nouvelle orientation de Gilles Grégoire: deuxième phase de changement

À la réunion de l'exécutif en juin 1967, une nouvelle approche est adoptée par Gilles Grégoire afin d'unifier le Ralliement national et de motiver les troupes par des idéaux et de nouvelles méthodes d'organisation en vue du congrès annuel d'octobre. À travers le document *Plan d'organisation*, les membres de l'exécutif donnent les directives aux organisateurs de comtés pour les guider dans leurs tâches de gestion des assemblées hebdomadaires et des comités d'organisation, du recrutement des membres ainsi que de la gestion des finances. Néanmoins, dans cette brochure, nous nous intéressons surtout à leur position quant au rôle des jeunes et des femmes dans l'organisation. En fait, c'est la première fois que l'exécutif du Ralliement national se prononce sur ce sujet et nous croyons que cette initiative est directement liée à l'arrivée de Gilles Grégoire à la présidence du parti. La jeunesse au sein du RN est fortement valorisée, car elle est « l'avenir du pays » et qu'« elle a beaucoup d'énergie à donner<sup>34</sup> ». Pour capter cette énergie, les rédacteurs de la brochure proposent de confier les responsabilités de la jeunesse à des jeunes âgés entre 20 et 30 ans, dont quelques couples mariés afin que ces assemblées mixtes ne deviennent pas un lieu de rencontre. Cependant, les membres de l'exécutif considèrent que, vu son manque d'expérience, la jeunesse a besoin de beaucoup de soutien, de structures, de formation et d'orientation. Ils proposent même d'offrir aux jeunes des cours de personnalité et de *conférence* pour avoir du succès auprès de cette clientèle. Le comité d'organisation a aussi la tâche d'inciter les femmes à se joindre au Ralliement national par l'entremise de l'*Organisation des dames*. À ce sujet, le premier devoir de tous membres du RN est d'encourager sa propre femme à participer à cette organisation. Selon les membres du Ralliement national, le rôle des femmes dans le

---

<sup>34</sup> Albert Bergeron, Laurent Legault, Maurice Papineau Cécilien Pelchat, Lucien Plante, Camil Samson, et Robert Tremblay, *Plan d'organisation*, 10 juin 1967, p.15. Centre d'archives de Québec, Fonds Gilles Grégoire, P858, 2005-05-007.

mouvement « est exactement le même que dans votre foyer. » En s'adressant directement à elles, ils le définissent ainsi :

Vous savez, nous, les hommes, qui devons gagner la vie de la famille, tous les jours, si nous le faisons, jour après jour, c'est que nous avons votre appui moral. Et bien, dans le mouvement, c'est la même chose. [...] Vous pouvez aussi aider vos époux par le téléphone. [...] Ceci est un travail qui vous convient, ou encore organiser un souper de fèves pour les membres actifs du comté, etc.<sup>35</sup>

D'une part, le rôle des femmes au Ralliement national consiste à soutenir leur mari dans leur occupation politique et à les appuyer moralement. D'autre part, les femmes peuvent s'engager au sein de l'*Organisation des dames*, mandatée par les responsables de comté pour seconder leurs actions politiques. Les rédacteurs de ce document concluent leur texte dédié aux femmes par : « [...] nous vous encourageons à seconder vos époux dans leur travail pour établir au pays un régime qui respectera la personne humaine.<sup>36</sup> » À la même époque, d'autres partis politiques intègrent ces deux groupes et misent sur leur spécificité sans les encadrer dans ce type de fonctions sociales préétablies<sup>37</sup>.

Au congrès annuel du Ralliement national en octobre 1967, la première étape de l'élaboration de la pensée politique du parti en vue des prochaines élections est enclenchée. En effet, les membres et dirigeants du RN établissent le *Projet de Programme du Ralliement National* qui montre bien la direction vers laquelle ce parti évolue. Les grandes lignes qui suivent sont tirées intégralement de ce document<sup>38</sup>.

---

<sup>35</sup> *Ibid.*, p.17.

<sup>36</sup> *Ibid.*

<sup>37</sup> Lionel Bellavance, *Les partis politiques indépendantistes de 1960-73*, Montréal, Anciens Canadiens, 1973, p.31.

<sup>38</sup> Comité politique du Ralliement national, *Projet de Programme du Ralliement National*, 15 octobre 1967, p.2. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

#### 4.2.4.1 La constitution

Le Ralliement national désire établir une république du Québec, indépendante et démocratique où la langue officielle sera le français. L'établissement de ce type de gouvernement, la république, constitue une nouveauté au programme de 1967. Le gouvernement serait composé d'un président, d'un premier ministre, d'un cabinet des ministres et d'une seule chambre, l'Assemblée nationale. Il y aurait aussi l'instauration de gouvernements régionaux sur tout le territoire québécois.

#### 4.2.4.2 Les affaires économiques

Les affaires économiques engloberaient la politique monétaire, le régime fiscal et la politique tarifaire pour favoriser le développement des industries et des ressources naturelles. Le Ralliement national voudrait nationaliser le système monétaire sous la supervision de la Banque du Québec. Il valoriserait l'investissement étranger tout en assurant au Québec une autonomie politique et économique. Des négociations avec le Canada seraient effectuées afin d'assurer la viabilité des services de transports nationaux ferroviaires, maritimes et aériens.

#### 4.2.4.3 Le développement économique

Le Ralliement national souhaiterait mettre sur pied un Commissariat au développement économique. En fait, cette idée s'apparente beaucoup à la Société générale de financement du Québec. Ce commissariat serait formé de spécialistes issus de divers secteurs d'activités. Il aurait pour mandat d'effectuer les études et les enquêtes pour maintenir un inventaire renouvelé des ressources du Québec ainsi que de proposer un plan général permettant d'assurer l'équilibre harmonieux de l'économie du Québec indépendant.

#### 4.2.4.4 La sécurité sociale

En ce domaine, le Ralliement national changerait peu ses politiques par rapport à celles proposées dans le programme de 1966. Il croit toujours à la gratuité des soins médicaux pour tous ainsi qu'à un revenu minimal pour tous les citoyens. Il financerait

aussi des prêts sans intérêt pour la construction de maisons unifamiliales et une allocation à la mère à la naissance de chaque enfant. Une pension serait allouée aux aînés à partir de 60 ans et serait transférable à l'épouse s'il y a lieu.

#### 4.2.4.5 L'éducation

Encore une fois, peu de changements ont été apportés au programme antérieur dans le domaine de l'éducation, d'autant plus que les amendements ont tous été suggérés par le docteur Jutras. Donc, le RN aspire toujours à offrir un enseignement gratuit à tous les niveaux. Les membres du parti croient au respect de la liberté académique comme au droit des parents à choisir l'éducation de leur enfant. Concrètement, ils suggèrent l'institution d'un présalaire au niveau universitaire, la mise en place progressive d'un système de cogestion au niveau universitaire (sans préciser les acteurs de cette cogestion), la promotion de l'enseignement des sciences exactes et de l'éducation civique, l'application pour les écoles privées du principe « à service égal, subvention égale » ainsi que la création de l'Institut national de recherche.

#### 4.2.4.6 Les affaires municipales

Le Ralliement national accorderait des prêts sans intérêt aux municipalités québécoises. Ces prêts devraient servir exclusivement au développement des services municipaux.

#### 4.2.4.7 La justice

Un gouvernement du RN s'assurerait d'une saine administration de la justice au Québec. Pour ce faire, le Ralliement national propose de nommer un plus grand nombre de juges afin d'accélérer le traitement des dossiers. Les membres insistent sur l'importance de dépolitiser le système de nomination des juges. Pour la population, ils offriraient un système d'assistance juridique pour assurer à tous les citoyens le bon exercice de leurs droits.

#### 4.2.4.8 L'agriculture

Dans ce domaine, le Ralliement national conserverait l'objectif d'autosuffisance pour le Québec. Par conséquent, des politiques agricoles seraient mises sur pied afin d'assurer que les agriculteurs québécois nourriraient la totalité de la population québécoise. Toute la législation dans ce domaine serait complètement révisée selon cette optique. Un code rural serait mis sur pied afin d'harmoniser l'offre avec la demande. Ce code rural instaurerait aussi des mesures visant à contrecarrer le dumping de produits étrangers sur le territoire québécois.

#### 4.2.4.9 L'immigration

Les rallinistes privilégieraient l'immigration des Canadiens français hors Québec avant toute autre immigration. Un moratoire de deux ans serait imposé aux autres immigrants afin d'établir les futures mesures qui seraient appliquées en ce domaine.

#### 4.2.4.10 Les affaires extérieures

Le RN établirait des alliances bilatérales et multilatérales avec les pays qui respecteraient les intérêts politiques, économiques, culturels, sociaux et économiques d'un Québec indépendant au sein d'organismes internationaux.

#### 4.2.4.11 La défense

Le Québec indépendant serait un pays pacifique, et donc, se retirerait de tous conflits armés. Les rallinistes veulent que le Québec joue un rôle diplomatique pacificateur sur la scène internationale par la création d'une milice de paix.

En somme, le *Projet de Programme du Ralliement national* adopté au congrès d'octobre 1967 ressemble en plusieurs points à celui proposé lors de l'élection de juin 1966. Néanmoins, nous remarquons leurs efforts pour moins discourir, et plutôt écouter leurs propositions afin de rendre leur programme plus accessible à la population générale. D'une part, le RN développe la forme de gouvernement et des

détails administratifs à l'avènement d'un Québec indépendant, chose qu'il ne faisait pas auparavant. D'autre part, il soutient encore une démocratisation des services de base à la population comme la gratuité des frais médicaux et scolaires, mais ajoute le droit à l'assistance juridique, l'aide à l'acquisition de propriété pour les familles, la pension de vieillesse et les allocations à la naissance pour les mères. Le filet de sécurité sociale reste une pierre angulaire du programme. Le développement économique ne repose plus seulement sur l'exploitation des ressources naturelles, mais aussi sur les échanges commerciaux avec les pays voisins. En ce qui concerne l'agriculture, la perspective est toujours celle de l'autosuffisance alimentaire pour le Québec. La proposition la plus saugrenue est sans doute celle de l'immigration voulant rapatrier les Canadiens français hors Québec pour ainsi prioriser cette immigration pendant les deux premières années de souveraineté. Inversement, le RN tient à fermer la frontière à tous autres immigrants durant cette période.

Pour terminer, les titres de journaux rapportant le programme du Ralliement national nous apparaissent très ironiques considérant que leur programme politique ne propose sensiblement aucune transformation majeure. *Le Devoir* titre « Ralliement national : un grand saut vers la gauche? Son congrès étudiera un projet qui préconise l'assurance-maladie complète et universelle, le revenu minimum vital, la gratuité scolaire, etc. »<sup>39</sup> Tous ces projets sont du programme de 1966, il n'y a donc pas de revirement idéologique majeur. L'arrivée de Gilles Grégoire et le départ du docteur René Jutras changent-ils la perception qu'ont les médias du Ralliement national? Nous croyons que oui. Cependant, il est vrai que le filon plus conservateur, axant certaines politiques sur un principe comme la morale chrétienne, a disparu des pages du programme. Aussi, le programme se veut moins moralisateur quant à la manière

---

<sup>39</sup> « Ralliement national : un grand saut vers la gauche? Son congrès étudiera un projet qui préconise l'assurance-maladie complète et universelle, le revenu minimum vital, la gratuité scolaire, etc. », *Le Devoir*, 16 septembre 1967, p.1.

traditionnelle de présenter la société canadienne-française. Selon nous, ces deux éléments transforment la perception que les médias ont de ce parti.

#### 4.2.5 Tentative de négociations avec le RIN

Durant l'été de 1967, le passage du général De Gaulle alimente l'effervescence du mouvement indépendantiste grâce à son fameux « Vive le Québec libre! » Gilles Grégoire sent le besoin de rassurer les plus sceptiques en déclarant être capable d'amener l'indépendance dans le calme<sup>40</sup>. Le président du RN cherche en même temps à se dissocier de certains indépendantistes plus radicaux. À ce moment, il est toujours question de rapprochements entre le RN et le RIN. Une rencontre a même lieu entre les deux exécutifs de parti en août. La presse souligne néanmoins que « le chef du RN s'est montré très évasif sur la question. [...] On sait que seule la question idéologique a empêché la fusion jusqu'ici.<sup>41</sup> »

Marcel Chaput se porte à nouveau volontaire pour devenir le médiateur entre les deux partis indépendantistes. Le président du RN soutient que « l'âme dirigeante de ces négociations, c'est bien Marcel Chaput. C'est lui le mieux placé pour mener à bien cette tâche.<sup>42</sup> » Évidemment, l'objectif de la reprise de ces négociations est d'unir toutes les forces indépendantistes sous un seul parti en laissant de côté les conflits idéologiques pour la *cause*. Pourtant, ces rapprochements ne font pas que des heureux :

Quelques-uns du RIN grincent des dents en vous [Marcel Chaput] voyant vous rapprocher de M. Grégoire. Ce sont des jaloux qui pensent représenter tout le

---

<sup>40</sup> « Le RN collaborera à tout ce qui peut amener l'indépendance dans le calme », *Le Soleil*, 2 août 1967.

<sup>41</sup> « Grégoire présentera aux Communes une motion sur l'autodétermination », *Le Devoir*, 31 août 1967.

<sup>42</sup> « Marcel Chaput, médiateur entre le R.I.N et le R.N. », *La Nation*, vol. 2, n° 10, juin 1967, p.3.

parti [RIN] [...]. La preuve est là qu'ils ne veulent pas du tout l'union des indépendantistes, mais un genre d'indépendance qui n'est pas le nôtre. Ils feront toujours une « clique » à part.<sup>43</sup>

Les *jaloux* dont parlent madame Guay sont certains membres de tendance marxiste qui pénètrent le RIN et dont la figure de proue est Andrée Ferretti. En effet, depuis la fondation du RIN en 1960, l'exécutif a toujours été issu du groupe de Pierre Bourgault, André D'Allemagne, Marcel Chaput et Guy Pouliot. En 1966, l'arrivée du groupe de militants socialistes de la revue *Parti Pris* divise le Rassemblement pour l'indépendance nationale en proposant une vision beaucoup plus radicale. Ces adeptes de la décolonisation et des théories marxistes choisissent le RIN afin de mener leur lutte politique aux partis traditionnels. Au congrès d'octobre 1967, les ferrettistes doivent placer leurs militants à des postes de direction, afin de prendre le contrôle du parti. Sans opposition, la présidence est gagnée par Pierre Bourgault. C'est néanmoins aux autres postes exécutifs que l'équipe de *Parti Pris* tente de se faire élire. À la tête de ce mouvement, Andrée Ferretti se présente à la vice-présidence contre Marcel Chaput, Marc Lavallée et Robert Vachon. Ferretti et son équipe, composée de candidats aux postes de directeurs, Gabriel Rufiange, Walter P. O'Leary et Dimitri Sampanidis, ont des points de vue qui contrastent avec les positions officielles du RIN<sup>44</sup>. À travers un outil de propagande, le bulletin de liaison *Le Bélier*, ils expriment leurs opinions quant à la direction que devrait prendre le RIN, mais surtout dans le cas qui nous intéresse ici, ils contestent toute forme d'alliance avec le RN. Andrée Ferretti confirme ses intentions à ce sujet :

Je me présente également pour faire échec au projet de fusion prôné par l'équipe Chaput. Cette fusion du R.N. et du R.I.N., loin de faire l'unité des

---

<sup>43</sup> Lettre de madame Albert Guay à Marcel Chaput, 14 mai 1967, p.1. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

<sup>44</sup> Francis Provost, Étude sur les dissensions entre la droite et la gauche au sein du Rassemblement pour l'indépendance nationale entre 1966 et 1968, Mémoire de M.A. (histoire), Université du Québec à Montréal, 2003, p.35.



indépendantistes, serait une source profonde et constante de division interne et nuirait au développement précis, rapide et harmonieux du R.I.N.<sup>45</sup>

Dans un article publié dans *Le Bélier*, Gabriel Rufiange ironise à propos de l'appel à l'unité du mouvement indépendantiste lancé par le RN : « Ces gens, les Garon, les Chaput et d'autres ont été et seront toujours les créateurs de querelles internes qui ne feront que servir leur propre publicité et rien de plus. Ceux-là mêmes qui aujourd'hui parlent d'unité, sont ceux-là qui hier ont créé la division.<sup>46</sup> » Nous comprenons alors qu'à ce congrès du Rassemblement pour l'indépendance nationale, les luttes idéologiques intestines entre la droite, l'équipe de Bourgault, et la gauche, l'équipe de Ferretti, prennent le dessus sur les discussions visant à fusionner leur parti au Ralliement national. De toute manière, les deux militants sont tous deux contre une alliance. Un troisième groupe se présente pour des postes à l'exécutif, l'équipe de Marcel Chaput et de Réginald Chartrand. Elle représente la tendance la plus conservatrice au sein du RIN et favorise la fusion avec le RN. Finalement, Marcel Chaput se retire de la course à la vice-présidence afin de favoriser le candidat de l'équipe de Bourgault, Marc Lavallée, et ainsi contrer l'élection d'Andrée Ferretti à ce poste<sup>47</sup>. Cette tactique ne réussira pas et Ferretti est élue vice-présidente du RIN avec une majorité de 34 voix. De plus, Gabriel Rufiange et Walter P. O'Leary obtiennent deux des sept postes de directeurs de parti. Dans son mémoire, Francis Provost démontre bien que l'objectif indépendantiste n'est pas le même pour ces deux factions; pour l'équipe de Pierre Bourgault, « l'indépendance est une fin en soi », mais pour le groupe de Ferretti, « l'indépendance est un moyen pour l'émancipation

---

<sup>45</sup> « Texte de la conférence de presse de Madame Andrée Ferretti », Montréal, 21 septembre 1967. Centre d'archives de Montréal, Fonds Marcel Chaput, P96, p.2, tiré de Francis Provost, *op. cit.*, p.36.

<sup>46</sup> Gabriel Rufiange, « Le RIN ressuscite les morts », *Le Bélier*, vol. 1, n° 6, septembre 1967, p.1, tiré de Francis Provost, *op. cit.*, p.37.

<sup>47</sup> Francis Provost, *op. cit.*, p.38.

des travailleurs<sup>48</sup> ». Alors, comment les dirigeants du Ralliement national peuvent-ils envisager une alliance avec le Rassemblement pour l'indépendance nationale en de telles circonstances?

À la suite d'un conflit d'horaire, le congrès annuel du Ralliement national est remis aux 14 et 15 octobre, car les rinistes et les créditistes tenaient déjà leurs congrès respectifs la fin de semaine des 7 et 8 octobre. De cette façon, le RN peut aligner ses positions avec les décisions prises au congrès du RIN la semaine précédente. En fait, durant la semaine qui sépare les deux congrès, les membres du RN confient à la presse qu'ils sont « déroutés par l'attitude du RIN. » Jean Garon souligne dans le même article qu'« un rapport de force s'établira nécessairement au sein du comité exécutif du RIN » et qu'« il est impossible de prévoir maintenant quelle direction prendra le RIN.<sup>49</sup> »

Finalement, au congrès d'octobre 1967, les membres du RN « n'ont pas voulu se prononcer sur la fusion des deux groupes [...] et ont accepté une solution intermédiaire.<sup>50</sup> » Cette solution laisse ainsi la porte ouverte à de futures négociations en vue d'une Fédération des mouvements indépendantistes. Durant la fin de semaine, les présidents fondateurs, René Jutras et Laurent Legault, rappellent « que le parti doit faire tout en son pouvoir pour rallier les forces indépendantistes » et Grégoire ajoute souhaiter parvenir « à un minimum d'entente commune et de programme commun entre tous les indépendantistes.<sup>51</sup> » Quelques jours avant le congrès, Jean Garon favorisait aussi la création d'une Fédération des mouvements indépendantistes dont

---

<sup>48</sup> *Ibid.*, p.45.

<sup>49</sup> Claude Turcotte, « Le RN est dérouté par l'attitude du RIN », *Le Devoir*, semaine du 9 octobre 1967.

<sup>50</sup> Michel Samson et Gérard Tremblay, « À la suite du congrès du Ralliement national – La fusion immédiate du RN et du RIN est hors de question », *Le Soleil*, 16 octobre 1967, p.3.

<sup>51</sup> Michel Samson et Gérard Tremblay, *loc. cit.*, p.3.

François Aquin serait le porte-parole officiel à l'Assemblée nationale<sup>52</sup>. Aquin a démissionné du Parti libéral le 28 juillet 1967 à cause de son désaccord avec la déclaration du chef du Parti libéral, Jean Lesage, à propos de la visite du général de Gaulle, et il siège alors comme député indépendant<sup>53</sup>. Un revirement politique majeur vient changer les plans de Garon. En effet, le 14 octobre 1967, René Lévesque claque la porte du Parti libéral et décide de siéger lui aussi à titre d'indépendant<sup>54</sup>. Vu la notoriété de Lévesque, Jean Garon croit maintenant qu'il vaut mieux demander la participation du député de Laurier pour occuper la fonction de porte-parole officiel d'une éventuelle Fédération des mouvements indépendantistes à l'Assemblée nationale. Une résolution du parti est adoptée pour que « le Ralliement national invite les démissionnaires libéraux René Lévesque et François Aquin à participer au regroupement des forces indépendantistes du Québec.<sup>55</sup> » Le 18 novembre 1967, René Lévesque fonde officiellement le Mouvement souveraineté-association, ce qui viendra transformer l'échiquier politique de tout le mouvement indépendantiste<sup>56</sup>.

#### 4.3 Vers la fondation d'un seul parti indépendantiste

En effet, à l'initiative du MSA, les négociations débutent environ un mois après la naissance du parti dirigé par René Lévesque, soit le 28 décembre 1967<sup>57</sup>. La

---

<sup>52</sup> Gérard Tremblay, « Fédération possible des mouvements indépendantistes – Aquin pourrait devenir porte-parole du RN à l'Assemblée législative », *Le Soleil*, 12 octobre 1967, p.8.

<sup>53</sup> Assemblée nationale du Québec, section « députés », *François Aquin*, septembre 2009. [En ligne] : [<http://www.assnat.qc.ca/Fra/Membres/notices/a/AQUIF.htm>] (14 décembre 2009).

<sup>54</sup> Assemblée nationale du Québec, section « députés », *René Lévesque*, septembre 2009. [En ligne] : [<http://www.assnat.qc.ca/Fra/Membres/notices/a/AQUIF.htm>] (14 décembre 2009).

<sup>55</sup> Jean-V. Dufresne, « Le RN invite Lévesque et Aquin à prendre part au regroupement des indépendantistes du Québec », *Le Devoir*, 16 octobre 1967, p.1.

<sup>56</sup> René Lévesque, « Rencontre MSA avec les responsables, le 6 juillet 68 », 6 juillet 1968, p.13. Centre d'archives de Montréal, Fonds René Lévesque, P18, série 2, sous-série 2, sous-sous-série 1, 1992-02-005/21.

<sup>57</sup> *Ibid.*, p.13.

dernière partie de cette section a pour objectif de mieux comprendre le rôle du Ralliement national, et par conséquent, du courant traditionaliste indépendantiste.

#### 4.3.1 Le Mouvement souveraineté-association

Les membres fondateurs du Mouvement souveraineté-association sont issus en majorité du Parti libéral du Québec. Tout débute en avril 1967 alors qu'une vingtaine de libéraux se réunissent pour faire le point sur la question constitutionnelle. Apparemment, la moitié de ces libéraux sont d'avis que l'option d'un Québec souverain associé au reste du Canada est la solution aux problèmes constitutionnels du Québec. Ils présentent donc cette proposition au congrès annuel du PLQ en octobre 1967, mais elle est refusée. Par conséquent, de nombreux libéraux nationalistes désertent en masse le PLQ : « quelques centaines de membres, dizaines d'organiseurs et le député de Laurier, monsieur René Lévesque, quittent les rangs des libéraux.<sup>58</sup> » En novembre 1967, plus de 400 personnes se présentent à Montréal pour fonder le MSA. François Aquin se joint au MSA en décembre. Durant l'hiver de 1968, le chef du MSA, René Lévesque, publie un manifeste intitulé *Option Québec* qui est vendu à plus de 50 000 exemplaires. L'arrivée de Lévesque à la tête d'un parti souverainiste et la publication de son ouvrage permettent une meilleure diffusion, compréhension et vulgarisation de l'idée d'indépendance pour les Québécois. Environ trois mois après la fondation de ce parti, le MSA compte plus de 7 000 membres, majoritairement établis dans la région métropolitaine<sup>59</sup>. Le premier congrès du MSA se déroule la fin de semaine des 19, 20 et 21 avril 1968 à Montréal. Le quart de ses membres se présente pour ainsi développer l'orientation idéologique concernant la culture, l'économie, la société et la politique. Les idées proposées à ce

<sup>58</sup> Gilles Châtillon, « Les premiers pas d'un mouvement politique » ou « Les étapes historiques du Mouvement Souveraineté-Association », 10 juillet 1968, p.1. Centre d'archives de Montréal, Fonds René Lévesque, P18, série 2, sous-série 2, sous-sous-série 2, 1992-02-005/22.

<sup>59</sup> « Les membres du MSA – Répartition régionale », 7 août 1968. Centre d'archives de Montréal, Fonds René Lévesque, P18, série 2, sous-série 2, sous-sous-série 2, 1992-02-005/22.

congrès constitueront la base idéologique du Parti québécois. Ils adoptent trois positions claires : « Fondation d'un parti politique dans un délai de 6 mois; association, si possible, avec le R.I.N. et le R.N.; adoption de structures provisoires qui, pour l'essentiel, mandatent le comité exécutif central à donner suite aux décisions des Assises.<sup>60</sup> » En plus de ce congrès, une assemblée publique d'information sur la question de la souveraineté attire plus de 6 000 personnes. Le MSA organise aussi une soirée de clôture de leur congrès en proposant un spectacle réunissant plusieurs chansonniers québécois auquel assistent plus de 8 000 personnes. Au lendemain de ce congrès, le MSA compte 3 000 nouvelles adhésions au parti. En mai, les membres du MSA totalisent ainsi plus de 10 000 individus<sup>61</sup>. D'une part, la composition des membres du parti peut se résumer ainsi : 80 % sont des hommes; répartition égale des membres ayant plus et moins de 30 ans; 24 % sont des étudiants, 21 % des professionnels, 36 % sont collets blancs ou bleus, 10 % sont des commerçants, 5 % sont des ménagères et 4 % sont des fermiers<sup>62</sup>. D'autre part, les membres du MSA sont majoritairement concentrés à Montréal et ses environs, soit dans une proportion de 55 %.

Ainsi, les partisans du MSA appartiennent à un électorat majoritairement urbain, éduqué et masculin, mais de toutes les catégories d'âges. À l'inverse, nous savons que l'électorat du Ralliement national est plutôt rural, masculin et probablement moins scolarisé. Cependant, René Lévesque a une définition peu flatteuse de cet électorat dans une lettre au député libéral Jean-Paul Lefebvre datée de 1966 : « Ce sont les reliquats les plus bouchés de l'électorat créditiste et les derniers carrés de bourgeoisie encarcassée et paniquée de petites villes. Mais ce sont des Québécois comme les autres à qui il faut ouvrir les yeux et montrer le chemin de la

---

<sup>60</sup> Gilles Châtillon, « Les premiers pas », *op. cit.*, p.1.

<sup>61</sup> *Ibid.*

<sup>62</sup> « Composition du mouvement souveraineté-association », 15 mai 1968. Centre d'archives de Montréal, Fonds René Lévesque, P18, série 2, sous-série 2, sous-sous-série 2, 1992-02-005/22.

souveraineté.<sup>63</sup> » De plus, le RN a maintenant un chef plus charismatique que René Jutras, mais Gilles Grégoire ne soulève pas les foules comme René Lévesque ou Pierre Bourgault. Pierre Godin souligne que :

Avec Gilles Grégoire, petit homme de 40 ans qui présente tous les tics du politicien d'arrière-pays et qui criaille comme un jars, René Lévesque se sent en terrain plus sûr. Paradoxalement, ce créditiste rusé qui sait parler au peuple lui convient mieux que Pierre Bourgault. Peu importe ce qu'en pensent les fines bouches du MSA, pour qui l'archaïsme du RN sied mieux aux bedeaux de village qu'aux citoyens laïques et progressistes qui forment le mouvement.<sup>64</sup>

Vraisemblablement, le mouvement indépendantiste a tous les atouts nécessaires à son succès depuis l'arrivée de Lévesque. D'une part, la combinaison de l'électorat du MSA et du RIN avec celui du RN assure à un seul parti indépendantiste d'atteindre largement la population québécoise. En fait, c'est le nationalisme des gauchistes, des droitistes et des centristes qui unifie un électorat aussi diversifié. D'autre part, un homme politique fort, charismatique et aimé de la population comme René Lévesque garantit au mouvement une meilleure reconnaissance populaire et médiatique.

#### 4.3.2 Négociations entre le MSA, le RN et le RIN

La première rencontre officielle entre les dirigeants du RIN et du MSA a lieu le 28 décembre 1967. Pour une raison inconnue, aucun membre du RN n'est présent. Cette réunion a pour objectif principal d'établir un premier dialogue entre ces deux partis pour préciser l'idéologie, l'orientation et la conception indépendantistes du MSA nouvellement formé. Après discussion, on fixe une prochaine rencontre à la mi-février qui aurait l'ordre du jour suivant : « 1. Travail de déblaiement des textes : programme du RIN, manifeste du MSA 2. Union économique : conséquence.

---

<sup>63</sup> Pierre Godin, *René Lévesque : héros malgré lui (1960-1976)*, Montréal, Boréal, 1997, p.375.

<sup>64</sup> *Ibid.*

(Discussion à préparer de part et d'autre en consultation avec des économistes). 3. Attitudes face aux minorités du Québec. Langue. 4. Financement du parti. 5. Rôle des députés dans le parti. 6. Attitudes minima[les] à établir en cas d'élections précipitées.<sup>65</sup> » Finalement, les luttes endogènes au sein du RIN obligent à repousser les négociations de février, car les rinistes tiennent un congrès spécial en mars. Juste avant ce congrès, la *gauche* d'Andrée Ferretti quitte le RIN pour fonder un autre parti politique indépendantiste, socialiste et décolonisateur<sup>66</sup>. Pour marquer le renouveau au sein du parti, les dirigeants invitent Gilles Grégoire à prononcer un discours à l'occasion de leur congrès. Le chef du RN profite de cette tribune pour réclamer les pleins pouvoirs pour le Québec face à l'administration d'Ottawa<sup>67</sup>. Par la suite, c'est le MSA qui doit préparer ses premières assises à la fin avril. Au même moment, un ex-dirigeant regroupiste, Lucien Lessard, décide de délaisser ses anciens collègues du RN pour suivre la proposition de souveraineté-association de René Lévesque :

Le 22 mars prochain (au plus tard), nous aurons une réunion afin d'étudier la possibilité de fonder dans notre région une section MSA. Je désirerais recevoir de la documentation en ce qui concerne les conditions pour être membre et l'adresse du bureau central du mouvement, car nous espérons bien faire parvenir nos cotisations avant le 31 mars prochain, afin de pouvoir envoyer des délégués à votre congrès au mois d'avril prochain.<sup>68</sup>

Il n'est pas le seul dans cette position. Durant l'hiver de 1967-1968, la présence de trois partis indépendantistes éparpille l'attachement politique des militants. René Lévesque reçoit beaucoup d'appuis de militants indépendantistes qui sont à la fois

---

<sup>65</sup> Jean-Roch Boivin, « Tableau minimum – RE : Relation inter-indépendantistes », 5 juillet 1968, p.2. Centre d'archives de Montréal, Fonds René Lévesque, P18, série 2, sous-série 2, sous-sous-série 2, 1992-02-005/21.

<sup>66</sup> Francis Provost, *op. cit.*, p.72.

<sup>67</sup> Gilles Grégoire, « Pleins pouvoirs au Québec », *Pleins pouvoirs*, 1968, vol. 1, n° 7, p.4.

<sup>68</sup> Lettre de Lucien Lessard à René Lévesque, 5 mars 1968. Centre d'archives de Montréal, Fonds René Lévesque, P18, série 2, sous-série 2, sous-sous-série 2, 1992-02-005/24.

membres du MSA et du RIN ou du RN<sup>69</sup>. Finalement, le comité exécutif du MSA propose au RIN et au RN par le comité exécutif du MSA de tenir une rencontre le 3 juin 1968. Les trois partis acceptent et les véritables négociations commencent à ce moment.

La séance du 3 juin réunit les représentants principaux des trois partis indépendantistes. Le Ralliement national s'y présente avec la plus grande cohorte, soit 14 représentants, dont Gilles Grégoire est le principal porte-parole. Quatre grandes décisions sont prises. D'abord, on accepte d'étudier le projet d'une manifestation commune le 20 juin. Un comité de planification est alors mis sur pied. Ensuite, il est proposé d'établir les cadres d'un front commun entre les trois partis indépendantistes. Il est convenu :

- A) d'exclure toute forme d'attaque entre mouvements indépendantistes ou leur principaux porte-paroles, et d'exclure toute forme de négociations publiques;
- B) de chercher des occasions de déclarations communes;
- C) d'émettre des communiqués conjoints provenant des trois (3) partis après chaque séance de négociations.
- D) d'instituer un comité de coordination *ad hoc* de trois (3) membres (un par parti) ayant les tâches suivantes :
  - a. s'avertir mutuellement des actions publiques de chaque parti;
  - b. s'échanger des suggestions quant aux actions communes.<sup>70</sup>

Le secrétariat est aussitôt formé par Jean-Roch Boivin du MSA, Pierre Renaud du RIN et Gilles Grégoire du RN. Finalement, le dernier point à l'horaire de cette rencontre se veut un moment d'échanges principalement à propos de l'unilinguisme, des questions économiques ainsi que du style et de l'image. Ces trois thèmes sont

---

<sup>69</sup> Voir le dossier « Correspondance adressée à M. René Lévesque ». Centre d'archives de Montréal, Fonds René Lévesque, P18, série 2, sous-série 2, sous-sous-série 2, 1992-02-005/24.

<sup>70</sup> Jean-Roch Boivin, « Tableau minimum », *op. cit.*, p.4.



remis à l'ordre du jour de la prochaine rencontre du 9 juin. Concrètement, le rapprochement des partis se manifeste par un communiqué de presse conjoint rapportant les grands points de leur réunion, mais aussi pour communiquer la désolation commune face à la mort d'un important journaliste et intellectuel nationaliste, André Laurendeau. Les communiqués font même un peu de publicité au sujet de la possibilité de l'union des forces indépendantistes et cette visibilité permet à la population de suivre le cours des négociations<sup>71</sup>.

La rencontre du 9 juin débute sur une mauvaise note qui contaminera l'atmosphère du reste de la journée des négociations. Dès le départ, le MSA annonce qu'il se retire du projet de manifestation commune vu ses autres engagements et il met en garde les autres partis du « danger d'un échec si cette manifestation n'était pas préparée avec toutes les énergies dont nous pouvions disposer.<sup>72</sup> » Pour sa part, le RN souligne qu'il ne peut contribuer que minimalement, car la manifestation en question doit avoir lieu au milieu de la semaine et ses militants habitent surtout à l'extérieur de Montréal. Par la suite, les discussions portent sur les quatre points énoncés précédemment. Les échanges sont basés sur deux documents rédigés par l'exécutif du RIN et portant sur la question linguistique et culturelle au Québec. Ces documents mettent au centre des préoccupations la nation comme un fait culturel dont la langue française est la pierre angulaire. L'argument principal des rinistes est que « s'il veut conserver sa culture, le Québec doit prendre les moyens nécessaires pour protéger sa langue nationale qui est particulièrement menacée dans le contexte où il se trouve.<sup>73</sup> » Ainsi, ils proposent que le français devienne la langue officielle au Québec, autant dans la société (communication quotidienne, enseignement et travail) que dans toute

---

<sup>71</sup> « Un pacte tacite de non-agression entre les partis indépendantistes », *Le Devoir*, 5 juin 1968, p.7.

<sup>72</sup> Jean-Roch Boivin, « Tableau minimum », *op. cit.*, p.5.

<sup>73</sup> Exécutif du RIN, *La question linguistique*, juin 1968, p.2. Centre d'archives de Montréal, Fonds René Lévesque, P18, série 2, sous-série 2, sous-sous-série 2, 1992-02-005/21.

la fonction publique et les sociétés d'État. Afin de s'assurer de l'assimilation des minorités en place et des nouveaux arrivants, les rinistes suggèrent que le français soit la seule langue enseignée, mais, le droit aux institutions de toutes confessions religieuses serait maintenu. René Lévesque prend alors des notes précisant que le fond du problème est le rôle que les rinistes attribuent à l'État. Il souligne que si les minorités désirent avoir leurs écoles et avoir leur langue d'usage, cela fait partie de leur sphère privée. Néanmoins, Lévesque indique tout de même que le rôle et le devoir de l'État sont de protéger la langue et la culture nationale<sup>74</sup>.

Le document proposé par le MSA au sujet de la langue comporte cinq éléments fondamentaux. Sur les premier et deuxième points, l'entente règne entre le RIN et le MSA, à propos du français comme langue officielle de l'État et de l'ensemble des institutions publiques ainsi que de l'établissement de mesures nécessaires pour que le français soit la langue de travail. Le troisième élément propose que les enfants immigrants se rendent vers les écoles publiques francophones et qu'une connaissance minimale du français soit une condition à l'obtention de leur citoyenneté. En quatrième lieu, le parti de Lévesque désire maintenir le système anglophone qui serait subventionné proportionnellement à la population anglophone native du Québec. Le système anglophone d'éducation devrait enseigner en français au moins deux matières de leur programme. Finalement, les diffuseurs télévisuels et radiophoniques seraient soumis à une règle de programmation et un seul réseau public de télévision et de radio francophone serait maintenu au Québec<sup>75</sup>.

Dans le document « Proposition faite par le RIN au MSA et au Ralliement national », le RIN propose quatre points principaux. D'abord, que les négociations

---

<sup>74</sup> Notes manuscrites de René Lévesque derrière le document « Exécutif du RIN », *La question linguistique*, juin 1968, p.2. Centre d'archives de Montréal, Fonds René Lévesque, P18, série 2, sous-série 2, sous-sous-série 2, 1992-02-005/21.

<sup>75</sup> Mouvement souveraineté-association, *La langue*, 6 juin 1968. Centre d'archives de Montréal, Fonds René Lévesque, P18, série 2, sous-série 2, sous-sous-série 2, 1992-02-005/21.

soient la priorité des trois partis politiques en cause, « quitte à bouleverser tous les calendriers et les engagements personnels.<sup>76</sup> » Le RIN demande aussi à ce que le nouveau parti accepte et supporte les ailes plus radicales en leur rang. Au sujet de la langue, les rinistes veulent l'assimilation de la minorité anglophone et l'évaluation des moyens pour arriver à cet objectif. Finalement, l'exécutif veut déjà commencer les discussions au sujet de la représentation respective des partis dans un congrès de fusion.

Les informations concernant la position du Ralliement national durant les négociations se trouvent dans les notes manuscrites de la réunion du 9 juin contenues dans le fonds de René Lévesque et dans l'ouvrage biographique de Pierre Godin à propos de René Lévesque. D'abord, ces notes sont apparemment la transcription instantanée des échanges verbaux entre les différents acteurs politiques présents lors des tractations. Il a été difficile de comprendre l'écriture et le sens de certaines phrases, mais voici notre interprétation des propos de Gilles Grégoire concernant l'intégration obligatoire des anglophones que propose le RIN. Grégoire rappelle que l'assimilation d'un peuple a déjà été tentée au Canada auparavant, soit celle des Canadiens français, et il rappelle que malgré ces tentatives, les Canadiens français ont réussi à perdurer au Québec. Par conséquent, il ne croit pas que l'intégration obligatoire soit la mesure à adopter et il souhaite que l'immigrant à l'avenir puisse faire ce qu'il entend. Selon lui, les Britanniques déjà résidents s'intégreront par eux-mêmes si on ne les attaque pas de front<sup>77</sup>. Malgré sa tentative d'expliquer sa pensée, Gilles Grégoire ne parvient pas à réconcilier Pierre Bourgault et René Lévesque sur la question linguistique, pour ainsi sembler plus près de la position du MSA. Après les

---

<sup>76</sup> Comité exécutif du RIN, *Proposition faites par le RIN au MSA et au Ralliement national*, 19 juin 1968. Centre d'archives de Montréal, Fonds René Lévesque, P18, série 2, sous-série 2, sous-sous-série 2, 1992-02-005/21.

<sup>77</sup> Pierre Renaud, « MSA-RN-RIN-9/6/68-PM », *Procès verbal manuscrit des négociations*, 9 juin 1968, p.11. Centre d'archives de Montréal, Fonds René Lévesque, P18, série 2, sous-série 2, sous-sous-série 2, 1992-02-005/21.

propos de Gilles Grégoire, une remarque est ajoutée par le scripteur : « Je vois, pas de fait. Toujours tensions entre le RIN et MSA.<sup>78</sup> » En fait, nous croyons que Grégoire veut calmer le jeu, mais son parti-pris pour le compromis ne tempère pas les profondes divergences de vue entre le RIN et le MSA. Finalement, Grégoire souligne à tous les membres de la réunion qu'il comprend bien les deux positions, autant celle du RIN que du MSA. Cependant, en se montrant d'accord au sujet de la langue avec le MSA, il espère sans doute des concessions ailleurs à son avantage<sup>79</sup>.

Bref, la position du MSA et du RIN au sujet de la langue française au Québec se fracasse sur la question des minorités anglophones de la province et des nouveaux arrivants au pays. Il nous semble ici que le Ralliement national est quasi absent des débats animant les négociations dans le peu de documents à ce sujet. Aucun document à leur effigie ne se retrouve dans les dossiers de négociations de tous les fonds d'archives consultés; les propositions avancées par Gilles Grégoire dans le peu que nous avons trouvées sont assez faibles. En fait, nous croyons que les membres du Ralliement national sont déjà assez près de la position du MSA et que c'est précisément pour cette raison que nous ne retrouvons pas de documents officiels à leur effigie. Nous avançons cependant que Grégoire joue le rôle de médiateur dans ces négociations entre Bourgault et Lévesque:

Concernant les positions respectives du MSA et du RIN, M. Grégoire croit que nous devons viser un juste milieu plutôt que l'intransigeance. Il voit une concession dans la position du MSA qui parle d'un secteur bilingue plutôt qu'anglophone. Il lance un appel au RIN pour en faire autant.<sup>80</sup>

---

<sup>78</sup> *Ibid.*

<sup>79</sup> Pierre Renaud, « MSA-RN-RIN-9/6/68-PM », *op. cit.*, p.17.

<sup>80</sup> Document sans titre ni auteur dactylographié, *M. Bourgault propose de faire inscrire aux affaires nouvelles l'article conseil conjoint de spécialistes. Accepté.*, p.5. Centre d'archives de Montréal, Fonds René Lévesque, P18, série 2, sous-série 2, sous-sous-série 2, 1992-02-005/21.

Grégoire a l'air de vouloir satisfaire les deux partis pour en arriver à un compromis afin d'unir les forces indépendantistes. Les rapports concernant l'économie et une association entre un Québec indépendant et le Canada sont aussi une source de conflits lors de la réunion du 9 juin 1968. Les rinistes contestent le cœur même de la proposition de René Lévesque, car une affiliation avec le Canada est perçue comme un fédéralisme camouflé. André D'Allemagne conteste cette association en évoquant : « Notre position de principe est claire. Pas de création d'une autorité supérieure à celle du Québec, ce serait la négation même de notre objectif d'indépendance.<sup>81</sup> » À ce sujet, les rallinistes présents, Gilles Grégoire, Jean Garon et Lucien Lessard, ne se mêlent pas trop au conflit, car ils acceptent le concept de souveraineté-association pour le Québec souverain. Cependant, Gilles Grégoire, seul ancien créditiste, ajoute à ce concept l'idée d'union monétaire avec le Canada, tout en revendiquant la création d'une Banque du Québec<sup>82</sup>. Les rallinistes n'appuient pas l'opinion de leur chef, tout en le laissant défendre son point de vue que les rinistes trouvent tout aussi utopique.

Comme nous l'avons souligné précédemment, le RIN a proposé au MSA et au RN de faire front commun afin de « marquer la participation des indépendantistes aux fêtes de la Saint-Jean-Baptiste.<sup>83</sup> » Rappelons-nous que le MSA et le RN ont finalement décliné l'offre d'organiser une telle manifestation durant la réunion du 3 juin. Pierre Bourgault, chef du RIN, a été invité par la Société Saint-Jean-Baptiste à s'asseoir à l'estrade d'honneur érigée devant la bibliothèque municipale, rue Sherbrooke, pour la parade officielle. Cependant, les invités à l'estrade d'honneur sont des ennemis jurés de la cause indépendantiste. Bourgault raconte les événements :

---

<sup>81</sup> Pierre Godin, *op. cit.*, p. 379.

<sup>82</sup> *Ibid.*

<sup>83</sup> « Participation massive des indépendantistes aux fêtes de la Saint-Jean-Baptiste? », *Le Devoir*, 31 mai 1968, p.1.

J'ai refusé cette invitation et j'ai condamné la Société Saint-Jean-Baptiste d'avoir invité Trudeau [...] C'était une aberration d'inviter un homme qui ne reconnaît pas la nation québécoise à célébrer sa fête nationale. J'ai préféré aller manifester dans la rue avec les vrais Québécois que j'ai invités à manifester publiquement leur réprobation à la présence de Trudeau.<sup>84</sup>

Finalement, au lieu de réaliser une manifestation pacifique le 20 juin entouré du MSA et du RN, le RIN appelle les indépendantistes à crier haut et fort leur mécontentement relativement à la présence de Pierre Elliott Trudeau à la célébration de la fête nationale des Québécois. La manifestation dérape rapidement entre les manifestants et les policiers. Le lendemain, le bilan de l'émeute sera de 292 arrestations dont celles de 81 mineurs, de 123 blessés dont 42 policiers, auxquels il faut ajouter 12 autos patrouilles brûlées, six chevaux blessés et une suspension, celle de Claude-Jean De Virieux, journaliste à Radio-Canada, qui avait décrit le défilé comme étant le « lundi de la matraque<sup>85</sup> ».

La réaction immédiate de René Lévesque et des membres du parti relativement à l'émeute de la Saint-Jean-Baptiste est de transmettre un communiqué de presse afin de se dissocier des actions violentes du RIN :

Le MSA tient à condamner toutes formes de violence dont le seul résultat ne peut être que de diviser et d'affaiblir encore un petit peuple que sa situation de minoritaire politique, de démunie économique et d'humilié a déjà bien suffisamment magané. Trop de gens, et souvent, hélas, ceux-là mêmes qui devaient être les plus responsables, jouent présentement avec la violence comme autant d'apprentis-sorciers. Les événements du 24 juin, à Montréal, sont tristement révélateurs sur ce point. Il y a eu dans les jours qui ont précédé, des incitations directes à l'emploi de la violence comme moyens d'action politique. À ce sujet, le MSA tient à proclamer sans aucune ambiguïté qu'il réprouve complètement ces méthodes, qui sont celles du moindre effort et ne mènent en définitive qu'à des aventures anarchiques où tout le monde se

---

<sup>84</sup> « L'émeute qui a transformé la Saint-Jean-Baptiste en fête nationale », *Le Devoir*, 21 juin 2003.

<sup>85</sup> *Ibid.*

dégrade. [...] L'inconscience béate de ceux qui l'ont invité n'a d'égale que l'irresponsabilité avec laquelle d'autres ont déclenché une manifestation qui était condamnée d'avance à dépasser les bornes.<sup>86</sup>

L'émeute porte un grand coup à l'image du mouvement indépendantiste, autant négativement que positivement. Il ne faut pas oublier qu'un nombre important de rinistes sont arrêtés, dont le chef du RIN Pierre Bourgault. En plus d'ébranler la crédibilité de tous les partis souverainistes, pas seulement celle du RIN, les événements violents rendent sceptiques une bonne partie de la population, donnent des arguments négatifs aux détracteurs de la cause et, finalement, perturbent les pourparlers amorcés entre les trois partis. D'un autre côté, certains Québécois sont d'accord avec la levée de boucliers de certains indépendantistes face à l'arrogance de Pierre Elliott Trudeau à la fête nationale. Une lettre entre deux dirigeants du MSA démontre bien le tourbillon qu'engendre l'émeute de la Saint-Jean-Baptiste de 1968 :

Et puis... l'Exécutif du MSA s'est réuni, a pesé le tout pour adopter la position dont les pièces jointes font objet. Pour l'instant, les négociations sont suspendues. Déjà un impact, des dizaines d'adhésions nouvelles... (au fait 143 en 36 heures)... Faut prévoir d'autres *événements*... ça devient excitant... et puis René Lévesque qui est menacé de mort.<sup>87</sup>

Pour sa part, le RIN publie aussi un communiqué de presse deux semaines après l'émeute, et ce, après une réunion du Conseil central riniste. Dans cette publication, le conseil « réaffirme l'unité et la solidarité du parti et réitère sa confiance à l'endroit de son président.<sup>88</sup> » De plus, les rinistes soutiennent vouloir

---

<sup>86</sup> Communiqué de presse, « Le MSA et les incidents du 24 juin », -30-, 27 juin 1968. Centre d'archives de Montréal, Fonds René Lévesque, P18, série 2, sous-série 2, sous-sous-série 2, 1992-02-005/24.

<sup>87</sup> Lettre d'André Bellerose à Daniel Latouche, 3 juillet 1968. Centre d'archives de Montréal, Fonds René Lévesque, P18, série 2, sous-série 2, sous-sous-série 2, 1992-02-005/24.

<sup>88</sup> Conseil central du RIN, *Communiqué du RIN*, 8 juillet 1968. Centre d'archives de Montréal, Fonds René Lévesque, P18, série 2, sous-série 2, sous-sous-série 2, 1992-02-005/21.

poursuivre les négociations avec le RN et le MSA et soulignent l'importance de la création d'un seul parti indépendantiste au Québec le plus tôt possible.

On laisse retomber la poussière durant tout le mois de juillet et à la fin de ce mois, le Mouvement souveraineté-association relance le RIN et le RN pour reprendre les négociations, mais à plusieurs conditions. En résumé, le MSA demande à ce que le RIN et le RN soient d'accord avec sa définition des objectifs fondamentaux susceptibles de les unir dans un même parti. Ces principes sont la création d'un État souverain de langue française, l'instauration d'une démocratie à tous les niveaux pour cet État et où les droits fondamentaux de tous les groupes minoritaires seraient reconnus, la négociation avec le Canada pour une association économique et, finalement, la fixation des modalités de participation des membres respectifs à un même congrès de fondation d'un parti politique avant le 9 août prochain<sup>89</sup>. Les exécutifs des trois partis sont donc conviés à un restaurant de Montréal le 2 août. L'objectif de cette rencontre est de faire connaître la position de chacun des partis au sujet des conditions envoyées par le MSA.

Ce sont plus de 21 personnes qui se présentent à la soirée de négociations du 2 août 1968 chez « Butch Bouchard ». Du nombre et en plus des dirigeants habituels, nous devons mentionner la présence d'anciens regroupistes de la première heure, dont Marc-André Bédard, Cécilien Pelchat et le docteur René Jutras<sup>90</sup>. Chacun des partis a déjà reçu une copie des conditions émises par le MSA et la rencontre doit servir à la discussion, à l'amélioration et à la signature d'un document officiel qui marquerait la première étape vers un seul parti politique indépendantiste. Quelques modifications

---

<sup>89</sup> Lettre de Jean-Roch Boivin à Pierre Renaud, 30 juillet 1968, p.1-2. Centre d'archives de Montréal, Fonds René Lévesque, P18, série 2, sous-série 2, sous-sous-série 2, 1992-02-005/21.

<sup>90</sup> Comités exécutifs du Ralliement national et du Mouvement souveraineté-association, *Souscription aux objectifs fondamentaux*, 2 août 1968 et dans Procès verbal manuscrit de *Réunion MSA-RIN-RN chez Butch Bouchard*, 2 août 1968, p.17. Centre d'archives de Montréal, Fonds René Lévesque, P18, série 2, sous-série 2, sous-sous-série 2, 1992-02-005/21.



du texte sont demandées par le Ralliement national au sujet du point quatre à propos d'un traité d'association économique avec le reste du Canada. Les amendements du RN sont acceptés par tous. De leur côté, les membres du conseil exécutif du RIN arrivent à la réunion avec une série d'amendements relatifs aux droits des minorités anglophones et au pouvoir du futur congrès sur cette question épineuse<sup>91</sup>. Aucune entente n'est possible vu le désir du RIN d'assimiler complètement les anglophones, alors que le MSA et le RN souhaitent maintenir leurs droits au Québec. Selon le RIN, le maintien des droits scolaires aux anglophones est un non-sens pour un Québec français indépendant, car Bourgault affirme que « [s]i leur culture survit, y [les anglophones] vont se multiplier.<sup>92</sup> » Bref, André D'Allemagne rappelle que le RIN n'est absolument pas d'accord avec l'objectif numéro trois. Néanmoins, il suggère au MSA et au RN certaines alternatives afin de modifier l'objectif en question et il soutient que l'acceptation de l'une de ces alternatives satisfera le RIN.<sup>93</sup> Une pause est donnée à chacun des partis afin d'y réfléchir, mais le MSA et le RN sont incapables de s'entendre avec le RIN, qui quitte abruptement les négociations. Le texte final signé par le Ralliement national et le Mouvement souveraineté-association se lit comme suit :

Nous, membres des Comités Exécutifs du MSA et du RN déclarons, au nom de nos groupements respectifs, souscrire sans réserve aux objectifs fondamentaux suivants :

- 1.- parvenir à la création d'un État souverain de langue française, par une action politique visant à rallier démocratiquement une majorité de Québécois.

---

<sup>91</sup> *Négociations MSA-RIN-RN – Séance du 2 août 1968 – Amendements émis au cours de la séance*, 2 août 1968. Centre d'archives de Montréal, Fonds René Lévesque, P18, série 2, sous-série 2, sous-sous-série 2, 1992-02-005/21.

<sup>92</sup> Procès verbal manuscrit de *Réunion MSA-RIN-RN chez Butch Bouchard*, 2 août 1968, p.6. Centre d'archives de Montréal, Fonds René Lévesque, P18, série 2, sous-série 2, sous-sous-série 2, 1992-02-005/21.

<sup>93</sup> *Ibid.*, p.7.

2.- instaurer une démocratie qui ne soit pas qu'électorale, mais économique, sociale et culturelle, à laquelle chacun puisse contribuer et dont tous puissent bénéficier – et en attendant de pouvoir l'appliquer, s'attaquer à la définir par un programme, à la faire avancer en toute occasion et à la pratiquer le mieux possible dans la vie même.

3.- faire du Québec la patrie également incontestée de tous ses citoyens de quelque origine qu'ils soient, où l'on respectera aussi jalousement les droits fondamentaux de la personne humaine que ceux des groupes minoritaires reconnus, y compris les droits scolaires de la minorité anglophone.

4.- dans le cadre général de cette interdépendance de plus en plus étroite à laquelle sont soumises toutes les économies nationales, proposer au reste du Canada la négociation d'un traité d'association économique qui prendrait la forme d'une communauté tarifaire et monétaire, tout en laissant à chacun le contrôle souverain de ses institutions bancaires et financières.

En conséquence, nous engageons tous les partisans de l'indépendance québécoise qui partagent ces objectifs à joindre leurs efforts aux nôtres pour la fondation d'un parti politique en octobre prochain.<sup>94</sup>

René Lévesque et Gilles Grégoire signent ce document le 2 août 1968. Par conséquent, la première étape vers l'union du MSA et du RN sous un seul parti politique est ainsi amorcée. Le RIN est alors écarté des négociations, ce qui confirme l'annonce que le parti avait faite dans le numéro de *L'Indépendance* de juillet 1968 : « le RIN continuera seul son action politique et présentera 108 candidats aux prochaines élections du Québec.<sup>95</sup> »

---

<sup>94</sup> Comités exécutifs du Ralliement national et du Mouvement souveraineté-association, *op. cit.*

<sup>95</sup> Le service de l'information du RIN, « Le RIN souhaite la création d'un seul grand parti indépendantiste », *L'Indépendance*, 1<sup>er</sup> au 31 juillet 1968, vol. 6, n° 17, p.1, tiré de Francis Provost, *op. cit.*, p.83.

### 4.3.3 Fondation du Parti québécois

Dès le lendemain, les modalités de participation à un congrès de fondation sont amorcées. Les rallinistes Gilles Grégoire et Cécilien Pelchat sont responsables de s'occuper de ces modalités aux côtés de Marc Brière et André Bellerose du MSA<sup>96</sup>. Il est donc proposé que soit fondé officiellement à Québec les 12, 13 et 14 octobre 1968 un seul parti politique en vue de fusionner le MSA et le RN. Des discussions sont alors amorcées au sujet des postes à l'exécutif et leur répartition entre les deux formations. Dès lors, Grégoire affirme que René Lévesque doit être le chef du parti et il propose pour lui-même le poste de vice-président<sup>97</sup>. Certains rallinistes font aussi partie du Conseil exécutif, dont Marc-André Bédard et Jean-Robert Tremblay<sup>98</sup>. À la fin de la journée, six étapes préparatoires sont fixées et, cinq jours plus tard, un septième point est ajouté :

- 1.- D'ici le 27 août : Fusion de tous les membres en règle des deux formations politiques sous la surveillance d'un comité d'arbitrage;
- 2.- Entre le 2 et le 22 septembre : élection de délégués dans chaque comté;
- 3.- L'attribution des postes de délégués d'office;
- 4.- L'envoi de la liste des délégués et textes de résolution au secrétariat avant le 23 septembre;
- 5.- L'expédition aux délégués de toutes les résolutions;

---

<sup>96</sup> André Bellerose, *Modalités de participation à un même Congrès*, 3 août 1968, p.1. Centre d'archives de Montréal, Fonds René Lévesque, P18, série 2, sous-série 2, sous-sous-série 2, 1992-02-005/21.

<sup>97</sup> André Bellerose, *Le Congrès (Meeting RN-MSA)*, 3 août 1968, p.2. Centre d'archives de Montréal, Fonds René Lévesque, P18, série 2, sous-série 2, sous-sous-série 2, 1992-02-005/21.

<sup>98</sup> Congrès de fondation du parti souverainiste du Québec, *Élections pour la formation du Conseil Exécutif du parti, Liste des candidats*. Centre d'archives de Montréal, Fonds René Lévesque, P18, série 2, sous-série 2, sous-sous-série 2, 1992-02-005/21.

6.- Un projet de statuts permanents sera expédié à chaque comté au plus tard le 12 septembre après avoir été soumis aux exécutifs des deux formations;<sup>99</sup>

7.- Les délégués participant au congrès de fondation élisent au scrutin secret les officiers suivants : un président, un vice-président, un trésorier, ainsi que six (6) conseillers qui formeront le conseil exécutif du parti; leur mandat est d'un an. Les bulletins de mise en candidature doivent être remis au plus tard le 30 septembre 1968.<sup>100</sup>

L'union des deux partis oblige les formations à réaliser un décompte des membres au sein du MSA et du RN. Cependant, plusieurs membres du Ralliement national sont aussi membres du Mouvement souveraineté-association. Il est donc difficile de donner une estimation précise, mais André Bellerose affirme aux cadres du MSA que les effectifs réunis seront d'environ 33 000 membres, soit environ 13 000 pour le MSA et 20 000 pour le RN<sup>101</sup>. Il nous apparaît peu plausible que le RN compte autant de membres vu le nombre de délégués présents au dernier congrès ralliniste en octobre 1967, soit 200 personnes<sup>102</sup>. En se référant au site du Parti québécois, le nombre total de membres en octobre 1968 est plutôt de 16 000, mais la proportion exacte pour les membres issus du RN n'est pas indiquée<sup>103</sup>. Bref, nous ne savons pas exactement combien d'indépendantistes sont réunis à la fondation du PQ, et encore moins, le ratio ralliniste. De plus, nous ne savons pas non plus si tous les membres du RN, traditionalistes, vont suivre leurs dirigeants pour entrer dans ce

---

<sup>99</sup> MSA, *Proposition de fondation du parti*, 3 août 1968. Centre d'archives de Montréal, Fonds René Lévesque, P18, série 2, sous-série 2, sous-sous-série 2, 1992-02-005/21.

<sup>100</sup> *Protocole d'entente RN-MSA sur les modalités de participation au Congrès*, 8 août 1968. Centre d'archives de Montréal, Fonds René Lévesque, P18, série 2, sous-série 2, sous-sous-série 2, 1992-02-005/21.

<sup>101</sup> André Bellerose, « Le nombre de membres MSA-RN, *Memo à l'intention des cadres du MSA*, 21 août 1968. Centre d'archives de Montréal, Fonds René Lévesque, P18, série 2, sous-série 2, sous-sous-série 2, 1992-02-005/21.

<sup>102</sup> Michel Samson et Gérard Tremblay, *loc. cit.*, p.3.

<sup>103</sup> Parti québécois, « *Parti* », *Repères historiques dans Les années 60 ou la révolution*, 2010. [En ligne] : <<http://www.pq.org/parti/ans-victoires/>> (2 mars 2010).

nouveau parti unifié. Il reste que l'apport traditionaliste au moment de la fondation du PQ n'est pas négligeable.

Durant les mois de septembre et d'octobre 1968, René Lévesque et Gilles Grégoire effectuent une multitude de conférences conjointes<sup>104</sup>. Ils traversent le Québec pour expliquer à toute la population le parti souverainiste que le Ralliement national et le Mouvement souveraineté-association désirent constituer au congrès de la mi-octobre. La préparation de ce congrès est éreintante, car les deux formations doivent maintenant coordonner leurs opérations. Plus de 990 délégués y sont attendus. En plus des membres des deux partis, 1 500 observateurs sont aussi du nombre<sup>105</sup>. Certaines personnalités influentes au Québec à ce moment, dont Michel Chartrand, Guy Rocher, Jean-Marc Léger, Pierre Péladeau et Jacques Parizeau sont invités<sup>106</sup>. René Matte, député créditiste à Ottawa, membre du RN et du MSA, s'excuse de ne pas pouvoir être présent, car le congrès des créditistes fédéraux se déroule au même moment :

Comme secrétaire du Ralliement [n]ational et en tant que membre du mouvement Souveraineté-Association, je me réjouis grandement à la pensée du thème de notre congrès *Un parti à fonder pour un pays à bâtir*. Les circonstances étant que le congrès du Ralliement créditiste se déroule aux mêmes dates, je serai dans l'impossibilité d'être présent et de participer à ces assises. Cependant, soyez assuré de mon entier appui.<sup>107</sup>

La brochure *Un parti à fonder pour un pays à bâtir* est envoyée à tous les membres. C'est l'aboutissement idéologique des assises du MSA en avril 1968 avec

---

<sup>104</sup> Au dossier « MSA – Communiqués de presse ». Centre d'archives de Montréal, Fonds René Lévesque, P18, série 2, sous-série 2, sous-sous-série 2, 1992-02-005/24.

<sup>105</sup> Lionel Bellavance, *op. cit.*, p.47.

<sup>106</sup> « Liste des invités, à titre d'observateurs », *Congrès de fondation*, septembre 1968. Centre d'archives de Montréal, Fonds René Lévesque, P18, série 2, sous-série 2, sous-sous-série 2, 1992-02-005/21.

<sup>107</sup> Lettre de René Matte à René Lévesque, 9 octobre 1968. Centre d'archives de Montréal, Fonds René Lévesque, P18, série 2, sous-série 2, sous-sous-série 2, 1992-02-005/24.

certaines éléments économiques de la théorie créditiste amenés par le RN. Ce programme sera soumis à la discussion lors du congrès.

Au moment de trouver le nom de ce nouveau parti indépendantiste, Lévesque affiche clairement sa préférence pour les noms ayant l'adjectif descriptif lié à la souveraineté. Une liste d'une centaine de suggestions est proposée par les délégués durant la fin de semaine. Après un tri réduisant la liste à cinq noms potentiels, les militants ont la tâche de voter. On leur donne ainsi le choix entre : le Parti souverainiste (PS), le Parti souveraineté-association (PSA), Parti du peuple souverain (PPS), le Parti de l'indépendance du Québec ou le Mouvement souveraineté-association (MSA)<sup>108</sup>. Le nom *Parti québécois* n'est pas du nombre<sup>109</sup>. Quelque temps auparavant, lors d'un souper entre les rallinistes Gilles Grégoire et Jean Garon, le nom de *Parti québécois* avait été évoqué. Grégoire l'avait proposé à Lévesque, mais ce dernier trouvait le terme « trop globalisant, présomptueux et surtout trop exclusif.<sup>110</sup> » Au moment d'imprimer les bulletins de vote pour l'appellation du parti, Grégoire, à l'insu de Lévesque, réussit à faire ajouter un espace supplémentaire vide servant à un ajout de dernière minute. À ce sujet, il affirme : « Je ne tiens pas plus que cela à *Parti québécois*. Mais laissons donc la ligne au bas du bulletin au cas où un nouveau nom, qu'on n'aurait pas prévu, surgirait durant le congrès.<sup>111</sup> » Comme de fait, avec l'aide des rallinistes présents qui ne veulent que contrarier Lévesque, l'appellation *Parti québécois* se retrouve sur les bulletins de vote secret. Ce nom arrive juste derrière *Parti souverainiste*. Le vote final se fait à main levée dans le petit Colisée de Québec. Sournais, Gilles Grégoire s'arrange avec le président d'assemblée

---

<sup>108</sup> Pierre Godin, *op. cit.*, p. 391.

<sup>109</sup> « Liste de proposition pour le nom du nouveau parti », *Congrès de fondation*, octobre 1968. Centre d'archives de Montréal, Fonds René Lévesque, P18, série 2, sous-série 2, sous-sous-série 2, 1992-02-005/21.

<sup>110</sup> Pierre Godin, *op. cit.*, p. 390.

<sup>111</sup> *Ibid.*, p. 391.

pour que sa préférence soit mise au vote en premier. Lorsque le président demande : « Quels sont ceux qui sont pour le *Parti québécois*? », la foule répond en scandant « Le Québec aux Québécois! » Témoin de l'enthousiasme de tous pour ce nom porteur d'une identité complètement distincte de celle du Canada, René Lévesque s'avoue vaincu à Grégoire : « Mon venimeux! Tu m'as eu!<sup>112</sup> »

Le dernier congrès du RIN a lieu les 26 et 27 octobre 1968. À l'origine, ce congrès devait traiter des problèmes concernant la fusion avec le MSA et le RN. Évidemment, le fait que le Parti québécois ait été fondé la fin de semaine précédente change grandement les circonstances. Pierre Bourgault propose la dissolution du RIN par conviction idéologique pour la Cause. Les rinistes présents votent pour la proposition à 227 voix contre 50<sup>113</sup>. Bref, à cause de leur radicalisme, les membres du Rassemblement pour l'indépendance nationale n'entrent malheureusement pas par la grande porte au Parti québécois. En somme, il est résolu par l'assemblée plénière que le congrès national du RIN se prononce en faveur de l'unification immédiate des indépendantistes, de la dissolution du parti et suggère que ses membres se joignent au Parti québécois<sup>114</sup>. Dans la lettre envoyée aux rinistes annonçant cette dissolution, Pierre Bourgault va même jusqu'à insérer un coupon d'adhésion au PQ en indiquant cependant ceci : « Chacun d'entre nous doit faire un geste personnel. Chacun doit décider pour soi-même de continuer la lutte dans le Parti québécois. C'est plus dur de le faire ainsi que d'y être intégré automatiquement.<sup>115</sup> »

---

<sup>112</sup> *Ibid.*, p. 391-392.

<sup>113</sup> Francis Provost, *op. cit.*, p.87.

<sup>114</sup> Rassemblement pour l'indépendance nationale, *Texte de la résolution*, 28 octobre 1968. Centre d'archives de Montréal, Fonds René Lévesque, P18, série 2, sous-série 2, sous-sous-série 2, 1992-02-005/21.

<sup>115</sup> Lettre de Pierre Bourgault à tous les membres du RIN, 4 novembre 1968, p.2. Centre d'archives de Montréal, Fonds René Lévesque, P18, série 2, sous-série 2, sous-sous-série 2, 1992-02-005/21.

#### 4.3.4 Le parcours des anciens regroupistes et rallinistes

Plusieurs anciens regroupistes et anciens rallinistes ont pris part à la montée du Parti québécois. En plus d'être du mouvement indépendantiste depuis leurs débuts, ces militants sont les penseurs de l'idée d'indépendance.

##### 4.3.4.1 Docteur René Jutras

Après avoir été chef du Regroupement national et du Ralliement national de 1964 à 1966, René Jutras quitte la vie politique active en août 1966 et il retourne à la pratique de la pédiatrie dans la région des Bois-Francs. Il sera de la fondation du Parti québécois, mais il quitte rapidement le PQ, dès le début des années 1970, dont il n'apprécie pas le programme trop social-démocrate et laïque pour lui. En fait, Jutras et son épouse deviennent militants du mouvement pro-vie. Au début des années 1970, ils fondent *La Feuille de chou*, une revue de morale chrétienne défendant surtout le droit à la vie, le respect de la personne humaine et l'importance de la famille traditionnelle pour la société canadienne-française. Ils s'opposent ouvertement à l'avortement et aux pratiques du docteur Henry Morgentaler, activiste pro-choix. Le couple publie *La Feuille de chou* jusqu'en 1987. Malheureusement, le docteur René Jutras est assassiné par un cambrioleur à sa résidence familiale de Victoriaville en 1988.

##### 4.3.4.2 Gilles Grégoire<sup>116</sup>

Gilles Grégoire a été le vice-président du Parti québécois lors de sa fondation de 1968 jusqu'en 1972. Candidat du Parti québécois dans Jonquière, il a été défait aux élections provinciales de 1970. Cependant, il contribue à la victoire de son parti en 1976 lorsqu'il est élu comme député dans Frontenac, poste qu'il gardera jusqu'en 1985. Durant son mandat, il devient l'adjoint parlementaire du ministre des Richesses

---

<sup>116</sup> Assemblée nationale du Québec, section « Députés », *Gilles Grégoire*, septembre 2009. [En ligne] : <<http://www.assnat.qc.ca/FRA/Membres/notices/g-i/gregg.HTM>> (2 février 2009).



naturelles de 1976 à 1981. À partir de 1983, après sa condamnation relativement à une histoire de mœurs impliquant une mineure, Grégoire siège comme député indépendant jusqu'à la fin de sa carrière politique. Il est décédé en 2006.

#### 4.3.4.3 Jean Garon<sup>117</sup>

Jean Garon se présente comme candidat du Parti québécois dans Charlevoix en 1973. Il perd les élections, mais est élu trois ans plus tard dans Lévis. Garon reste député de ce comté de 1973 à 1985 et de 1994 à 1998. De 1976 à 1979, il est ministre de l'Agriculture dans le cabinet de René Lévesque. La réorganisation du cabinet lui ajoute les responsabilités des Pêcheries et de l'Alimentation de 1979 à 1985. Il subit la défaite lorsqu'il se présente à la direction du Parti québécois en septembre 1985. Par la suite, Jean Garon occupe des postes à différentes commissions de la fonction publique. Entre autres, il a été vice-président de la Commission du budget et de l'administration de 1986 à 1989, président de la Commission de l'économie et du travail à l'été de 1989 et président de la Commission de l'aménagement et des équipements de 1989 à 1994. En 1994, Garon effectue un retour en tant que ministre de l'Éducation dans le cabinet Parizeau, poste qu'il occupera jusqu'en janvier 1996. Il devient ensuite président de la Commission de la culture de 1996 à 1998. Avant de mettre fin à sa carrière politique en 2005, Jean Garon est élu maire de Lévis le 1<sup>er</sup> novembre 1998.

#### 4.3.4.4 Marc-André Bédard<sup>118</sup>

Après son engagement au sein du Comité d'unification des forces indépendantistes en 1968, Marc-André Bédard devient conseiller de l'exécutif national du Parti québécois de 1968 à 1974. Aussi, il occupe le poste de président

---

<sup>117</sup> Assemblée nationale du Québec, section « Députés », *Jean Garon*, septembre 2009. [En ligne] : <<http://www.assnat.qc.ca/Fra/Membres/notices/g-i/garoj.HTM>> (2 février 2009).

<sup>118</sup> Assemblée nationale du Québec, section « Députés », *Marc-André Bédard*, septembre 2009. [En ligne] : <<http://www.assnat.qc.ca/Fra/Membres/notices/b/bedama.htm>> (2 février 2009).

régional du Parti québécois du district de Saguenay-Lac-Saint-Jean de 1969 à 1973. En 1970, Bédard est candidat défait du Parti québécois dans Chicoutimi, mais il gagne ses élections en 1973, en 1976 et en 1981. Dans le cabinet Lévesque, il est nommé ministre de la Justice de 1976 à 1984, ministre d'État à la Réforme électorale de 1979 à 1982 et ministre délégué à la Réforme électorale. De 1984 à 1985, Bédard occupe à la fois le poste de leader parlementaire du gouvernement en plus d'occuper la fonction de vice-premier ministre dans le cabinet Lévesque. Sous le cabinet Pierre-Marc Johnson, il reste vice-premier ministre, en plus d'ajouter les fonctions de solliciteur général et de ministre délégué à la Réforme électorale à l'automne de 1985. Il ne se représente pas en 1985 puisqu'il retourne à la pratique du droit à Chicoutimi. Il s'engage localement en siégeant comme conseiller spécial au bureau du recteur de l'Université du Québec à Chicoutimi de 1985 à 1996. À sa retraite du monde politique, il siège en tant que membre de plusieurs conseils d'administration. Il reçoit, en 2007, le titre d'avocat émérite du Barreau du Québec.

#### 4.3.4.5 Lucien Lessard<sup>119</sup>

En plus d'avoir été membre du Rassemblement pour l'indépendance nationale en 1962 et un candidat du Ralliement national défait dans Saguenay en 1966, Lucien Lessard est élu député du Parti québécois dans cette circonscription en 1970, 1973, 1976 et 1981. Sous le cabinet Lévesque, Lessard est ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement de 1976 à 1977, ministre des Transports de 1976 à 1979 et ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche de 1979 à 1982. Il démissionne de son poste au cabinet et de son siège de député à l'automne de 1982.

---

<sup>119</sup> Assemblée nationale du Québec, section « Députés », *Lucien Lessard*, septembre 2009. [En ligne] : <<http://www.assnat.qc.ca/fra/Membres/notices/j-l/LESSL.htm>> (2 février 2009).

#### 4.4 Conclusion

Pour conclure, le Ralliement national et ses membres ont incontestablement joué un rôle important dans l'union des forces indépendantistes. Leur présence à la table des négociations garantit de joindre une portion de la population qui n'est pas interpellée par l'idée d'indépendance proposée par le RIN ou le MSA.

Les tergiversations qui perduraient depuis quelque temps entre le RIN et le RN ont pris fin avec l'arrivée de René Lévesque au sein du mouvement indépendantiste. Les véritables pourparlers débutent au mois de juin 1968 entre les trois protagonistes, dans un climat de tension entre Lévesque et Bourgault. Concrètement, les négociateurs du RN sont pris entre deux feux lors des négociations, car les rallinistes sont plus ouverts à la discussion et aux compromis. Aussi, ils ont su jouer le rôle de médiateur très présent entre le MSA et le RIN, malgré leur sympathie assez nette pour les idées du MSA.

Gilles Grégoire défendait une politique monétaire avec le Canada basée sur la théorie créditiste et sur l'importance de fonder une Banque du Québec, mais le chef du RN semble seul avec ses idéaux créditistes ; les autres rallinistes sont, en effet, déjà prêts à suivre René Lévesque. Selon Pierre Godin, « Marc-André Bédard ne se souvient déjà plus de son passé créditiste. "Tu n'aides pas le RN en te mettant à plat ventre devant René Lévesque!" lui reproche Gilles Grégoire depuis le début des pourparlers. "Tu feras bien ce que tu voudras, Gilles, réplique l'avocat de Chicoutimi, mais moi je m'en vais avec Lévesque !" <sup>120</sup> »

---

<sup>120</sup> Pierre Godin, *op. cit.*, p. 379-380.

## CONCLUSION

Ainsi, comme nous l'avons vu, les deux partis de René Jutras, soit le Regroupement national et le Ralliement national, sont issus de l'idéologie de la droite traditionaliste. La scission entre le RIN et le groupe de René Jutras n'a pas seulement été causée par une dissension idéologique, mais aussi amplifiée par des conflits financiers et régionaux. Donc, nous soutenons que les deux partis de Jutras sont idéologiquement plus près du Parti du Ralliement créditiste du Québec que du Rassemblement pour l'indépendance nationale. Ainsi, c'est précisément pour cette raison que le Regroupement national et le Ralliement des créditistes se sont unis afin de former le Ralliement national. À ce constat, nous ajoutons que Gilles Grégoire, le second chef du RN, a réussi à perpétuer cette conception idéologique. De plus, le Ralliement national a joué un rôle important dans l'unification des forces indépendantistes. Il l'a été par son rôle de médiateur pour ainsi permettre la fondation et l'appellation du Parti québécois, mais aussi, grâce au pragmatisme politique de René Lévesque. Du reste, nous avons analysé en profondeur pour la première fois le Regroupement national et le Ralliement national afin qu'ils reprennent tous deux leur juste place dans l'historiographie québécoise.

Nous avons constaté que l'histoire du Regroupement national et du Ralliement national a réellement eu un impact important dans le courant indépendantiste des années 1960. Aussi, ces deux partis sont idéologiquement traditionalistes, vu leurs valeurs typiquement cléricónationalistes, mais ils sont aussi marqués par le courant interventionniste de la Révolution tranquille. Cependant, nous voyons que cet interventionnisme s'incarne par un populisme politique étant donné les mesures proposées, la manière de les mettre en place et l'électorat visé. Dues à ces différentes influences idéologiques, l'alliance entre le Ralliement des créditistes du Québec et le

Regroupement national pour former le Ralliement national a été plus facile à effectuer qu'une fusion avec le Rassemblement pour l'indépendance nationale, idéologiquement à l'opposé. Cependant, les résultats des élections du 5 juin 1966 sont décevants pour le RN qui a obtenu seulement 2,3 % du vote ou 3,2% des suffrages exprimés, mais cette première présence de partis indépendantistes aux élections transforme enfin la joute politique des partis traditionnels. À l'été de 1966, un changement majeur survient au Ralliement national, le parti changeant de chef pour Gilles Grégoire, et amorçant ainsi un virage dans le discours politique du parti. La réaffirmation du projet d'indépendance est remise à l'avant-plan et les négociations avec le RIN sont à nouveau d'actualité. Le nouveau programme de 1967 marque ce changement, sans néanmoins vraiment transformer le programme de 1966. Cependant, l'interprétation qu'en font les médias semble modifier la perception de la classe politique et populaire. Les pourparlers stagnants entre le RN et le RIN, un troisième acteur politique s'ajoute pour l'indépendance du Québec et fait son entrée sur la scène politique. En effet, René Lévesque fonde le Mouvement souveraineté-association à la fin de l'année 1967. Son arrivée amène un souffle nouveau dans les négociations visant à créer un seul parti indépendantiste unifié au cours de l'année 1968. Lors des négociations entre les trois protagonistes, les rallinistes joueront surtout le rôle de modérateurs entre le MSA et le RIN qui sont incapables de s'entendre au sujet de la langue et de l'économie. Lors des pourparlers, le RN cadre mieux à la pensée indépendantiste du MSA tout en tentant de calmer le jeu entre les deux autres partis. Dès lors, le RIN quitte la table de négociations, ce qui amène le RN et le MSA à signer rapidement une entente pour former un parti indépendantiste en septembre 1968.

Nous avons établi que, dans le contexte de la Révolution tranquille, les dissidents du RIN vont créer le Regroupement national en réaction à l'idéologie privilégiée par les rinistes. Contrairement au RIN, le RN développe une idée d'indépendance qui ne se veut pas en rupture avec le passé, mais bien en continuité

avec l'héritage canadien-français. Ce traditionalisme guide leurs points de vue relatifs à la langue, à la culture, à la religion, à la famille ainsi que leur rapport à l'autorité et à la terre. D'abord avec le manifeste du Regroupement national et ensuite à travers le programme du Ralliement national, le principal architecte de la pensée traditionaliste indépendantiste, René Jutras, concrétise cette pensée de différentes façons. A priori, certains rinistes quittent le parti pour former le Regroupement national principalement à cause de divergences idéologiques. En effet, dans le manifeste de 1964 que les regroupistes proposent à la population québécoise, ils spécifient, « dénonce[r] le totalitarisme sous toutes ses formes.<sup>1</sup> » Nous croyons que le docteur Jutras et ses cofondateurs considèrent l'idéologie du RIN, qui tend vers les principes du socialisme et du marxisme, comme étant trop extrémiste.

En ce qui concerne la langue et de la culture, le troisième point du manifeste du Regroupement national établit déjà en 1964 que « cet État sera officiellement et premièrement voué à l'épanouissement de la culture française.<sup>2</sup> » Dans le programme du Ralliement national de juin 1966, ils ajoutent que la langue officielle et de travail sera le français afin de mettre fin à la discrimination envers les travailleurs<sup>3</sup>. Le programme ralliniste réalisé sous la présidence de Gilles Grégoire réitère le même propos idéologique démontrant ainsi une constance à ce sujet tout au long de la présence du RN dans le paysage politique<sup>4</sup>. Ce qui différencie foncièrement le RN du RIN à ce sujet, c'est la propension du premier à accepter que la langue anglaise reste

---

<sup>1</sup> Regroupement national, « Manifeste du Regroupement », *La Nation*, vol. 1, n° 1, 26 septembre 1964, p.1.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p.2.

<sup>3</sup> René Jutras et Laurent Legault, *Ralliement national - Programme politique*, juin 1966, p.12. Centre de recherche Lionel-Groulx, Fonds Michel Brochu, P22/C5, 15.

<sup>4</sup> Comité politique du Ralliement national, *Projet de Programme politique du Ralliement national*, 15 octobre 1967, p.2. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.

malgré tout présente dans certaines institutions appartenant aux différentes communautés historiques anglophones.

Ensuite, les valeurs concernant la religion ne connaissent pas la même continuité idéologique de 1964 à 1968. En effet, d'entrée de jeu, le Regroupement national se caractérise comme étant d'inspiration chrétienne, car, selon eux, « il est normal et impérieux qu'une nation à grande majorité chrétienne puisse dans son État souverain continuer de communier aux valeurs spirituelles, qui constituent une partie importante de son héritage culturel.<sup>5</sup> » Ce concept est aussi repris à travers les principes idéologiques de base du Ralliement national de René Jutras et Laurent Legault en définissant vouloir établir une démocratie chrétienne<sup>6</sup>. Vu cette position à propos de la religion, il n'est donc pas étonnant que la presse ait rapidement classé le RN à droite de l'échiquier politique, sans vraiment analyser en profondeur le programme de 1966 et sans tenir compte des propos du docteur Jutras qui a toujours affirmé que « l'État et l'Église sont deux choses bien séparées.<sup>7</sup> » En effet, même s'il n'a jamais caché l'importance de la morale chrétienne afin de guider sa philosophie politique, les deux partis présidés par Jutras ont toujours valorisé un État laïque où il y aurait une séparation entre le pouvoir civil et religieux. Paradoxalement, en fervent catholique, le docteur Jutras a toujours dénoncé les recommandations du Rapport Parent, la prise en charge du gouvernement dans le domaine de l'éducation et la fin du type d'enseignement religieux traditionnel dans les écoles du Québec. Dans le programme de 1967, tous les propos relatifs à la religion sont évacués du programme politique officiel. Cependant, Gilles Grégoire se dit d'accord pour établir un système d'éducation afin de satisfaire toutes les confessions, mais, ne reniant pas l'héritage

---

<sup>5</sup> Regroupement national, *loc. cit.*, p.2.

<sup>6</sup> René Jutras et Laurent Legault, *op. cit.*, p.2.

<sup>7</sup> Jacques Guay, « René Jutras a fait pâlir Lévesque », *Magazine Mclean*, vol. 7, n° 12, p.2.

catholique du Québec, il affirme : « on n'ira pas enlever les crucifix là où ils sont.<sup>8</sup> » Finalement, le rapport du RN aux notions de la famille, de l'autorité et de la terre transpire aussi le traditionalisme. En fait, ce n'est pas tant ici les thématiques et leur valorisation qui traduisent ce type d'idéologie, mais bien la façon de les aborder. Durant la Révolution tranquille, le rapport à la famille, à l'autorité et à la terre se transforme considérablement, mais graduellement. En 1964, les regroupistes continuent à favoriser leur vision traditionaliste en soutenant, entre autres, que

la famille est la cellule de base de la société québécoise [...], une miniature de la patrie, [et que] [...] les mœurs et les traditions de la famille canadienne-française constituent d'authentiques valeurs culturelles originales que nos ancêtres ont produits, et dont le Regroupement verra à la conservation et à l'épanouissement.<sup>9</sup>

Ils renvoient ici à la famille typique où le père a une autorité morale incontestable, où la mère reste à la maison pour s'occuper des enfants, où la terre familiale est transmise de père en fils et où les principes de la morale catholique font loi. Le deuxième principe de base du programme de 1966 présente encore la même conception, « la famille, cellule de base de la société québécoise.<sup>10</sup> » De plus, le principe est appuyé par une série de mesures encourageant les familles nombreuses, la place de la mère à la maison et une multitude de réformes dans le domaine de l'agriculture. Il n'est donc pas étonnant que le Regroupement national et le Ralliement national soient surtout populaires au sein d'une certaine frange de l'électorat bleu. En somme, la pensée indépendantiste développée initialement par René Jutras et les regroupistes est donc bien plus proche de celle de l'éphémère Alliance laurentienne de Raymond Barbeau qui désirait « réaliser un gouvernement

---

<sup>8</sup> Gilles Daoust, « Grégoire accepte la présidence du RN; perspective d'une union avec le RIN », *La Presse*, 22 août 1966, p.2.

<sup>9</sup> Regroupement national, *loc. cit.*, p.1-2.

<sup>10</sup> René Jutras et Laurent Legault, *op. cit.*, p.2.



laurentien d'inspiration chrétienne, qui perpétuera[it] les saines traditions et permettra[it] l'épanouissement complet du peuple canadien-français<sup>11</sup> » que de celle du Rassemblement pour l'indépendance nationale qui désirait une certaine rupture avec le passé, surtout les valeurs typiquement traditionalistes. Il est donc tout à fait logique que le RN et le RIN n'aient jamais réussi à trouver un terrain d'entente afin de créer un seul parti indépendantiste avant l'arrivée de René Lévesque dans la joute.

Cependant, la conception indépendantiste du RN est bien de son temps, car, à ces valeurs traditionnelles, s'additionne aussi une valorisation des principes modernes et actuels de la Révolution tranquille. En effet, à la suite du long règne gouvernemental de Maurice Duplessis au Québec ainsi qu'à la lumière du contexte international de décolonisation et de révoltes sociales, les citoyens québécois ont soif de démocratie, de pacifisme, d'égalité, de justice sociale et de probité politique. La théorie indépendantiste du RN englobe aussi toutes ces préoccupations contemporaines, même si elle les subordonne à ses valeurs traditionalistes. Cette addition de principes qui pouvaient paraître contradictoires à l'époque, explique certainement que « le Regroupement national déclare qu'il entend s'inspirer des différentes doctrines sociales et économiques dans l'élaboration de son programme politique sans être au service d'une idéologie en particulier. »<sup>12</sup> Initialement, les raisons qui poussent les dissidents du RIN à fonder le Regroupement national sont aussi liées à ces principes modernes. En effet, les regroupistes condamnent les moyens, parfois agressifs, qu'utilise le RIN pour transmettre son message politique. Leur manifeste rappelle clairement cette position en mentionnant « condemn[er] sans restriction toute forme de violence [pour ainsi] poursuivre ses objectifs dans l'ordre et

---

<sup>11</sup> Alliance Laurentienne, « La Souveraineté Nationale pour la RÉPUBLIQUE DE LAURENTIE », *Laurentie*, n° 101, septembre 1957, p. 230.

<sup>12</sup> Regroupement national, *loc. cit.*, p.1.

la dignité.<sup>13</sup> » À cette préoccupation, nous pouvons ajouter que les regroupistes portent un souci envers le respect des droits de l'homme, la justice sociale et l'observance des règles démocratiques sous toutes ses formes, autant politiques qu'économiques. Ces notions sont mieux exprimées à travers le programme du Ralliement national de 1967. Évidemment, les droits de la personne humaine, la justice sociale et la démocratie sont des principes de base évoqués dès les premières lignes. Concrètement, la section *Richesses naturelles* du programme démontre bien le désir de ce parti de reprendre possession de l'exploitation des ressources sur le territoire québécois, pressurées principalement par des entreprises étrangères à l'époque. Par cet outil de développement économique, les rallinistes espèrent développer un filet social universel englobant la santé, l'éducation et le soutien aux travailleurs. Toujours par souci démocratique et de respect de droits de l'homme, nous pouvons aussi affirmer que le Regroupement national est le premier parti indépendantiste à établir une politique inclusive concernant les cultures minoritaires du Québec. D'abord, ce qui n'est pas anodin, le premier article évoque que « l'indépendance concerne tout citoyen qui habite le territoire du Québec. »<sup>14</sup> Ajouté au dernier article de leur manifeste, ce propos prend tout son sens : « Le Regroupement national s'engage à traiter avec justice les minorités culturelles du territoire du Québec. »<sup>15</sup> Il est précisé que l'indépendance ne servira pas à la vengeance et à la persécution et que leurs politiques linguistiques seront justes et raisonnables pour la minorité anglophone.<sup>16</sup> Dans l'énoncé de principes d'avril 1966, certaines idées quant aux politiques d'immigration à adopter sont évoquées dans une optique traditionaliste. Pouvant paraître discriminatoires aujourd'hui, les rallinistes proposent une valorisation de la culture française par une immigration d'abord

---

<sup>13</sup> *Ibid.*

<sup>14</sup> *Ibid.*

<sup>15</sup> *Ibid.*

<sup>16</sup> *Ibid.*

franco-canadienne et franco-américaine, mais ensuite, une immigration internationale francophone<sup>17</sup>. Cette mesure est reprise officiellement dans le programme politique sous la présidence de Gilles Grégoire en 1967. Mais le respect des citoyens québécois d'origines diverses a toujours été préconisé par le RN. Aussi, leur amour pour la langue et la culture française amènent les rallinistes à développer l'idée d'immigration restrictive sur le territoire du Québec en priorisant donc les francophones. Finalement, rappelons que le Regroupement national est le premier parti à soumettre publiquement l'idée d'association économique avec les États voisins une fois l'indépendance réalisée, sans toutefois y donner l'appellation de statut d'États associés. Déjà en 1965, René Jutras propose une économie nord-sud avec les États-Unis, au lieu d'une économie est-ouest avec les États canadiens voisins<sup>18</sup>. Une fois fusionné avec les créditistes, le Ralliement national de Legault et Jutras, puis de Gilles Grégoire, mettent de l'avant cette idée en en faisant la caractéristique principale de leur programme politique lié à l'idée d'indépendance.

En somme, par l'analyse en profondeur des grandes idées ayant guidé le Regroupement national et le Ralliement national, nous pouvons maintenant comprendre les aspirations réelles de ces deux partis. Nous croyons qu'il s'agit de jumeler les grandes valeurs universelles modernes aux valeurs traditionnelles québécoises afin de créer un Québec indépendant répondant aux aspirations de sa population. Cependant, la combinaison de ces idées ne se fait pas équitablement, car les valeurs traditionalistes prennent toujours le dessus dans leur pensée politique. Néanmoins, les membres du Regroupement national ont été parmi les principaux artisans de ce type de pensée indépendantiste. L'alliance des regroupistes avec le Ralliement des créditistes du Québec résulte d'une compatibilité idéologique

---

<sup>17</sup> Ralliement national, *Les buts, les principes, les politiques du Ralliement National*, Montréal, 1966, p.19.

<sup>18</sup> René Jutras, *Québec Libre*, Montréal, Éditions Actualité, p.16.

relativement aux valeurs traditionnelles. Mais, ces idées n'ont pas su accrocher suffisamment l'attention des citoyens lors des élections de 1966, car le Ralliement national ne récolte que 2,3 % du suffrage. Cependant, malgré ce faible pourcentage, il ne faut pas dénigrer l'influence du RN à ces premières élections où se présentent des partis indépendantistes. Surtout dans certaines régions, comme l'Abitibi-Témiscamingue et le Saguenay-Lac-Saint-Jean, les rallinistes ont fait basculer la victoire au profit de l'Union nationale, et ce, au grand plaisir des membres du RN qui partagent une idéologie et des valeurs similaires. En effet, le RN gagne ces votes au profit des libéraux, ce qui peut en surprendre plus d'un. Cette résultante se produit dans plus de douze des quatorze circonscriptions analysées au chapitre trois. Aidés certainement par la notoriété des candidats locaux, nous croyons tout de même que les électeurs du PLQ ont certainement été interpellés par cette nouvelle idée d'indépendance proposée par le Ralliement national. Nécessairement, accolée à des idées traditionalistes qui les interpellent, l'idée d'indépendance pour le Québec pouvait donc paraître beaucoup plus attirante et pragmatique pour ces électeurs. Ce déplacement des votes vers le RN fait donc pénétrer l'idée d'indépendance au sein d'une frange de l'*électorat bleu* qui devient l'un des pivots de l'ascension du Parti québécois dans les années 70. Il n'est donc pas étonnant que René Lévesque comprenne assez rapidement l'importance du Ralliement national pour la création d'un seul parti regroupant toutes les forces indépendantistes dès 1967.

Il apparaît clair que le Ralliement national a eu un rôle important à jouer dans l'union des forces indépendantistes et dans la mise sur pied du Parti québécois. En effet, les rallinistes à la table des négociations où se trouvent aussi les membres du MSA et du RIN réussissent à tempérer les ardeurs de ces deux partis qui ont peine à s'entendre. Soulignons que Gilles Grégoire est le seul chef indépendantiste à assister à toutes les réunions, car les négociateurs du RIN et du MSA s'entendent pour garder René Lévesque et Pierre Bourgault à l'écart de la négociation. En effet, leurs caractères vifs et discordants freinent les pourparlers entre les trois partis. D'ailleurs,

nous savons que Bourgault et les membres du RIN ont quitté la table des négociations et ne feront pas partie intégrante de la fondation du Parti québécois en octobre 1967, pour finalement se saborder en faveur en novembre. Cependant, les raisons pour lesquelles l'alliance entre le MSA et le RN a été aussi fructueuse n'avaient jamais vraiment été établies.

Donc, même si le MSA de René Lévesque n'est pas traditionaliste, certaines similitudes idéologiques avec le RN ont permis ces rapprochements rapides et concrets lors des négociations. Les deux partis ont la même conception relativement à la manière d'établir l'indépendance du Québec par le statut d'États-associés. Lévesque voit aussi la langue française comme porteur d'une culture distincte et majoritaire au Québec qui doit devenir la langue officielle<sup>19</sup>. Pour lui, il est primordial de défendre le français pour arriver à une justice économique, sociale et nationale, sans pour autant assimiler les minorités par un unilinguisme exacerbé. Aussi, comme le Ralliement national de Grégoire, il mise sur un interventionnisme plus accru de l'État.

Par conséquent, il n'est pas étonnant que le RN et le MSA aient réussi à bien se comprendre. En effet, nous pouvons assumer que la fondation du Parti québécois s'est réalisée dans un esprit de continuité alliant ainsi le respect de certaines traditions passées et les valeurs contemporaines. En effet, le document officialisant la fusion du MSA et du RN rappelle ces points incontournables pour en arriver à ce Québec indépendant : la langue française, la démocratie électorale, économique, sociale ainsi que culturelle, le respect des droits fondamentaux de la personne humaine incluant donc les minorités et la conscience de l'américanité du Québec dans ses décisions économiques. Voilà le Québec indépendant que le Mouvement souveraineté-

---

<sup>19</sup> Xavier Gélinas, « Notes sur René Lévesque et le traditionalisme canadien-français » dans *René Lévesque: mythes et réalités*, sous la dir. d'Alexandre Stefanescu, Montréal, VLB, 2008, p.43.

association de René Lévesque et le Ralliement national de Gilles Grégoire voulaient bâtir.

Le Parti québécois a gardé des traces de cette association et une partie de ses membres sont, à l'occasion, tentés par des partis plus à droite, comme l'ADQ en 2007. Pour retrouver cet électorat plus traditionaliste, la chef Pauline Marois a annoncé, lors du congrès du Parti québécois de mars 2010, un virage idéologique proposant de privilégier l'individu et de restreindre l'intervention de l'État.<sup>20</sup> De plus, le PQ a alors décidé de se dissocier du groupe gauchiste *Syndicalistes et progressistes pour un Québec libre* (SPQ libre) au même moment. Même si Marois a affirmé que cette position ne constituait pas « Un virage ni à droite ni à gauche, mais vers le gros bon sens »<sup>21</sup>, l'électorat traditionaliste s'avère toujours être l'un des pivots nécessaires à l'élection d'un gouvernement péquiste.

---

<sup>20</sup> Denis Lessard, « Virage à droite du PQ : l'individu plutôt que l'État », *La Presse*, 13 mars 2010.

<sup>21</sup> *Ibid.*

## BIBLIOGRAPHIE

### Sources

Bibliothèques et Archives nationales du Québec, Centre d'archives de Québec, Fonds Gilles Grégoire, P858, 2005-05-007, boîtes 1 à 6.

Bibliothèques et Archives nationales du Québec, Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3 Vie politique, 2001-05-004, boîtes 32 à 46, 55, 56 et 63.

Bibliothèques et Archives nationales du Québec, Centre d'archives de Montréal, Fonds Rassemblement pour l'indépendance nationale, P300, 1990-10-047, boîtes 1 et 20.

Bibliothèques et Archives nationales du Québec, Centre d'archives de Montréal, Fonds René Lévesque, P18, série 2, sous-série 2, sous-sous-série 2, 1992-02-005, boîtes 20 à 24.

Centre de recherche Lionel-Groulx, Fonds Lionel Groulx, P1/A, 1874.

Centre de recherche Lionel-Groulx, Fonds Michel Brochu, P22, C5, I5.

### Ouvrages

Ralliement national, *Les buts, les principes, les politiques du Ralliement National*, Montréal, 1966, 23 p.

René Jutras, *Québec Libre*, Montréal, Éditions Actualité, 1965, 93 p.

### Entrevue

Normand, Janie, Entrevue avec Jean Garon concernant le Regroupement national et le Ralliement national, Québec, 15 août 2008.

**Articles de journaux et périodiques  
(extraits de la Revue de presse de René Jutras)**

- « Caouette fera la lutte au provincial parce que Johnson n'a pas voulu d'une alliance », *Le Devoir*, 8 décembre 1965, p.3.
- « Défection de cinq chefs du RIN de la région de Québec », *Le Devoir*, 29 août 1964.
- « Désertion du R.I.N. de la région vers le R.N.? », *Progrès-Dimanche*, 21 février 1965, p.14.
- « Le Docteur Jutras reçu par notre historien national le Chanoine Groulx », *La Nouvelle*, 19 janvier 1965, p.1 et 21.
- « Le Dr Jutras explique les raisons de sa démission du RIN », *La Tribune*, 29 janvier 1965.
- « Le Dr René Jutras a dit adieu à la politique active : Ce fut un politicien honnête », *La Nouvelle*, 30 août 1966, p.16.
- « L'émeute qui a transformé la Saint-Jean-Baptiste en fête nationale », *Le Devoir*, 21 juin 2003.
- « Grégoire accepte la présidence du RN; perspective d'une union avec le RIN », *La Presse*, 22 août 1966, p.1-2.
- « Grégoire présentera aux Communes une motion sur l'autodétermination », *Le Devoir*, 31 août 1967.
- « Grégoire siègera comme indépendant », *Le Devoir*, 30 août 1966, p.1-2.
- « Jutras admet la doctrine de son parti n'est pas susceptible de soulever l'enthousiasme de la jeunesse », *Le Devoir*, 1<sup>er</sup> juin 1966.
- « Une nouvelle formation politique est née : M. Laurent Legault s'allie au Dr Jutras », *Montréal-Matin*, 14 mars 1966, p.7.
- « 'Outsiders' Optimistic », *Montreal Star*, 8 mars 1966.
- « Participation massive des indépendantistes aux fêtes de la Saint-Jean-Baptiste? », *Le Devoir*, 31 mai 1968, p.1.
- « Le Québécois a été dépossédé (Laurent Legault) – Une immigration défavorable (René Jutras) », *Le Soleil*, 3 juin 1966.



- « Le Ralliement national n'est pas un *fan club* ou un parti à gogo – Jutras », *La Presse*, 31 mai 1966.
- « Ralliement national : un grand saut vers la gauche? Son congrès étudiera un projet qui préconise l'assurance-maladie complète et universelle, le revenu minimum vital, la gratuité scolaire, etc. », *Le Devoir*, 16 septembre 1967, p.1.
- « Le rapport Bourassa », *Le Devoir*, 19 octobre 1966, p.1.
- « Regroupement national et son chef le Dr Jutras sur la scène politique », *L'Union des Cantons de l'Est*, 30 septembre 1964, p.1.
- « Le Regroupement national : Un parti politique qui veut l'indépendance du Québec par des moyens pacifiques », *Le Soleil*, 31 septembre 1964.
- « Le RIN et le RN sont d'accord ; pas de front commun après le 5 », *Le Devoir*, 28 mai 1966.
- « Le RIN : nous n'avons pas eu de contact avec le RN », *Le Devoir*, 23 août 1966, p.10.
- « Le RIN s'engage sur un terrain de révolution sociale ambiguë (Jutras) », *L'Action*, 11 décembre 1964.
- « Le RN collaborera à tout ce qui peut amener l'indépendance dans le calme », *Le Soleil*, 2 août 1967.
- « Le RN est prêt à participer à la création d'un conseil national de l'indépendance – le Dr René Jutras », *La Presse*, 25 mars 1965.
- « Le RN n'est pas un parti de dissidents – Dr René Jutras », *La Presse*, 5 août 1965.
- « Le R.N. prend de l'ampleur », *La Nouvelle*, 15 décembre 1964, p.20.
- « Les vieux partis ont tout fait pour nous tuer dans l'œuf – Jutras », *La Presse*, 25 mai 1966, p.28.
- « Separatists », *Montreal Star*, 28 septembre 1964.
- « Un pacte tacite de non-agression entre les partis indépendantistes », *Le Devoir*, 5 juin 1968, p.7.
- « Le testament politique du Dr René Jutras », *L'Union des Cantons-de-l'Est*, 24 août 1966, p.17.

- « L'union des partis politiques indépendantistes pour la prochaine élection est presque impossible », *Le Soleil*, 1<sup>er</sup> mai 1965, p.18B.
- Alliance Laurentienne. « La Souveraineté Nationale pour la RÉPUBLIQUE DE LAURENTIE », *Laurentie*, n° 101, septembre 1957, p. 230.
- Béliveau, André, « Le RN sera plus ouvert envers les Néo-Canadiens et réoriente *La Nation* », *La Presse*, 25 août 1966.
- Béliveau, André, « Tous les créditistes appuient le Dr Jutras – Fernand Bourret », *La Presse*, 4 juin 1966.
- Bernard, Florian, « Caouette demandera au caucus d'expulser Grégoire du parti », *La Presse*, 24 août 1966.
- Bourassa, Guy et Francine Dépatie, « La presse québécoise et les élections du 5 juin », *Cahiers Cité Libre*, n° 2, novembre 1966, p.7 à 32.
- Bourgault, Pierre, « Au sujet des démissions », *L'Indépendance*, septembre 1964.
- Cowan, Peter, « New Group Scorns RIN : Separatist Party Eyes Labor Class », *Montreal Star*, 7 décembre 1964, p.8.
- Daigneault, Claude, « Le RN veut axer sa politique sur la personne humaine », *Le Soleil*, 8 décembre 1964.
- Daoust, Gilles, « Fondation d'un parti séparatiste-créditiste, sans chef et sans dénomination pour l'instant », *La Presse*, 14 mars 1966, cahier 4, p.41-52.
- Daoust, Gilles, « Grégoire accepte la présidence du RN; perspective d'une union avec le RIN », *La Presse*, 22 août 1966, p.1.
- Déry, Claude, « Sept chefs de file du RIN quittent les rangs du parti », *La Tribune*, 29 août 1964.
- Dubé, Charles-Henri, « Le Ralliement national, naissance difficile », *Métro-Express*, 4 juin 1966, p.9.
- Dufresne, Jean-V., « L'Alliance Legault-Jutras a choisi son nom : Ralliement national », *Le Devoir*, 28 mars 1966.
- Dufresne, Jean-V., « Le RN invite Lévesque et Aquin à prendre part au regroupement des indépendantistes du Québec », *Le Devoir*, 16 octobre 1967, p.1.

- Felteau, Cyrille, « À la recherche d'alliés politiques », *La Presse*, 24 février 1966.
- Gravel, Claude, « Le Regroupement national tient sa première assemblée à Québec », *Le Nouvelliste*, 24 mai 1965, p.8.
- Grégoire, Gilles, « Pleins pouvoirs au Québec », *Pleins pouvoirs*, 1968, vol. 1, n° 7, p.4.
- Guay, Jacques, « René Jutras a fait pâlir Lévesque », *Magazine Mclean*, vol. 7, n° 12, p.2.
- Igartua, José, « Rencontre avec le chef du Regroupement National : On peut faire l'indépendance sans faire du socialisme », *Le Carabin*, 17 mars 1966, p.9.
- Jutras, René, « Autres considérations sur l'amour de la patrie », *Le Devoir*, 25 juillet 1965.
- Jutras, René, « L'indépendance du Québec : autopsie d'une démission », *La Nouvelle*, 22 septembre 1964, p.15.
- Jutras, René, « La dernière des indépendances... », *L'Union des Cantons-de-l'Est*, 30 septembre 1964.
- Jutras, René, « Le rapport Bourassa et le Ralliement national », *Le Devoir*, 3 novembre 1966, p.8.
- Jutras, René, « Maudit soit le patriotisme! Alerte à tous les Québécois indépendantistes », *Le Devoir*, 31 août 1964.
- Jutras, René, « Mes promesses électorales », *La Nouvelle*, 17 mai 1966, p.10.
- Jutras, René, « Pourquoi j'ai démissionné », *L'Union des Cantons-de-l'Est*, 9 septembre 1964, p.1-2.
- Laplane, Laurent, « Le regroupement des forces », *L'Action*, 31 mai 1966, p.4.
- Laplane, Laurent, « Le rôle des chefs », *L'Action*, 31 mai 1966, p.4.
- Le Nouvelliste*, 27 février 1965.
- Lessard, Denis, « Virage à droite du PQ : l'individu plutôt que l'État », *La Presse*, 13 mars 2010.
- Maheu, Robert, « L'ouverture à gauche », *Parti Pris*, vol. 2, n° 2, 1964, p.54.

- Pape, Gordon, « 'Vote Separatist' Pitch Begins », *The Gazette*, 17 juillet 1965.
- Plouffe, Paul-Émile, « Chef indépendantiste, député à Ottawa », *Le Nouvelliste*, 23 août 1966, p.4.
- Plouffe, Paul-Émile, « Fusion du Regroupement et du Ralliement », *Le Nouvelliste*, 15 mars 1966.
- Poisson, Guy, « L'indépendance du Québec », *Monde Nouveau*, vol. XXVI, n° 6-7, juin-juillet 1965, p.219.
- Ralliement national, *La Nation*, vol. 2, n° 1 à 7, avril 1966 à janvier 1967.
- Regroupement national, *La Nation*, vol. 1, n° 1 à 8, septembre 1964 à octobre 1965.
- Rivard, Marcel, « Le RN est dégoûté du sort réservé par une certaine élite québécoise à Marcel Chaput », *La Tribune*, 12 février 1965.
- Roseberry, René, « Nouvelle formation politique au Québec? », *La Tribune*, 4 février 1966, p.1.
- Samson, Michel et Gérard Tremblay, « À la suite du congrès du Ralliement national – La fusion immédiate du RN et du RIN est hors de question », *Le Soleil*, 16 octobre 1967, p.3.
- Scalleen, Edward, « Right wing front may seek Quebec », *The Record*, février 1966.
- Sloan, Thomas, « Ces indépendantistes se rapprochent des ouvriers du Québec », *Montreal Star*, 8 décembre 1964, éditorial, traduit au français par René Jutras.
- Tremblay, Gérard, « Fédération possible des mouvements indépendantistes – Aquin pourrait devenir porte-parole du RN à l'Assemblée législative », *Le Soleil*, 12 octobre 1967, p.8.
- Turcotte, Claude, « Le RN est dérouté par l'attitude du RIN », *Le Devoir*, semaine du 9 octobre 1967.

### Ouvrage de référence

Hermet, Guy, *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, Paris, Armand Colin, 2010, 314 p.

Linteau, Paul-André, René Durocher, François Ricard et Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec contemporain*, Tome II : *Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal, 1989, 834 p.

### Études

Bédard, Éric, « René Lévesque et l'alliance avec les bleus » dans *René Lévesque: mythes et réalités*, sous la dir. d'Alexandre Stefanescu, Montréal, VLB, 2008, p.149-157.

Bellavance, Lionel, *Les partis politiques indépendantistes de 1960-73*, Montréal, Anciens Canadiens, 1973, 98 p.

D'Allemagne, André et Michel Martin, *Une idée qui somnolait : écrits sur la souveraineté du Québec depuis les origines du R.I.N. (1958-2000)*, Montréal, Comeau et Nadeau, 2000, 250 p.

D'Allemagne, André, *Le R.I.N. de 1960 à 1963*, Montréal, Éditions l'Étincelle, 1974, 160 p.

Dion, Léon, *Nationalismes et politique au Québec*, Lasalle, Hurtubise (HMH), 1974, 177 p.

Drouilly, Pierre, *Statistiques électorales du Québec 1867-1989*, 3<sup>e</sup> éd., Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale, 1990, 682 p.

Drouilly, Pierre, *Statistiques électorales fédérales du Québec, 1867-1985*, Montréal, VLB éditeur, 1986, 696 p.

Gélinas, Xavier, *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2007, 486 p.

Gélinas, Xavier, « Notes sur René Lévesque et le traditionalisme canadien-français » dans *René Lévesque: mythes et réalités*, sous la dir. d'Alexandre Stefanescu, Montréal, VLB, 2008, p.37-49.

Godin, Pierre, *René Lévesque : héros malgré lui (1960-1976)*, Montréal, Boréal, 1997, 736 p.

- Lacoursière, Jacques, *Alarme citoyens : l'affaire Cross-Laporte, du connu à l'inconnu*, Montréal, Éditions La Presse, 1972, 438 p.
- Labrecque, Jean-Claude, *Le R.I.N.* [film 16 mm coul.], Montréal, Production Virage, 2001, 78 min.
- Nadeau, Jean-François, *Bourgault*, Montréal, Lux Éditeur, 2007, 608 p.
- Pelletier, Réjean, *Partis politiques et société québécoise de Duplessis à Bourassa : 1944-1970*, Montréal, Québec/Amérique, 1989, 397 p.
- Pinard, Maurice, *The Rise of a Third Party : A Study in Crisis Politics*, 1971, 285 p.
- Provost, Francis, *Étude sur les dissensions entre la droite et la gauche au sein du Rassemblement pour l'indépendance nationale entre 1966 et 1968*, Mémoire de M.A. (histoire), Université du Québec à Montréal, 2003, 115 p.
- Roy, Jean-Louis, *Les programmes électoraux du Québec : un siècle de programmes politiques québécois*, Tome II : 1931-1966, Montréal, Éditions Leméac, 1971, 212 p.
- Stein, Michael B., *The Dynamics of Right-Wing Protest : A Political Analysis of Social Credit in Quebec*, Toronto, University of Toronto Press, 1973, 256 p.
- Trépanier, Pierre, « Notes pour une une histoire des droites intellectuelles canadiennes-françaises à travers les principaux représentants (1770-1970) », *Les Cahiers des Dix*, n° 48, Éditions La liberté, 1993, p.119-164.

### Références électroniques

- Assemblée nationale du Québec, section « Députés », *François Aquin*, septembre 2009. [En ligne] :  
 <<http://www.assnat.qc.ca/Fra/Membres/notices/a/AQUIF.htm>> (14 décembre 2009).
- Assemblée nationale du Québec, section « Députés », *René Lévesque*, septembre 2009. [En ligne] :  
 <<http://www.assnat.qc.ca/Fra/Membres/notices/a/AQUIF.htm>> (14 décembre 2009).

- Assemblée nationale du Québec, section « Députés », *Camil Samson*, juillet 2009.  
[En ligne] : <<http://www.assnat.qc.ca/Fra/membres/notices/s/samsc.htm>> (8 novembre 2009).
- Assemblée nationale du Québec, section « Députés », *Gilles Grégoire*, septembre 2009. [En ligne] : <<http://www.assnat.qc.ca/FRA/Membres/notices/g-i/gregg.HTM>> (2 février 2009).
- Assemblée nationale du Québec, section « Députés », *Gilles Grégoire*, septembre 2009. [En ligne] : <<http://www.assnat.qc.ca/FRA/Membres/notices/g-i/gregg.HTM>> (19 juin 2009).
- Assemblée nationale du Québec, section « Députés », *Jean Garon*, septembre 2009.  
[En ligne] : <<http://www.assnat.qc.ca/Fra/Membres/notices/g-i/garaj.HTM>> (2 février 2009).
- Assemblée nationale du Québec, section « Députés », *Lucien Lessard*, septembre 2009. [En ligne] : <<http://www.assnat.qc.ca/fra/Membres/notices/j-l/LESSL.htm>> (2 février 2009).
- Assemblée nationale du Québec, section « Députés », *Marc-André Bédard*, septembre 2009. [En ligne] :  
<<http://www.assnat.qc.ca/Fra/Membres/notices/b/bedama.htm>> (2 février 2009).
- Morley, J.T. « Crédit social » dans l'*Encyclopédie canadienne*, 2009. [En ligne] :  
<<http://www.thecanadianencyclopedia.com/index.cfm?PgNm=TCE&Params=f1ARTf0007518>> (16 juin 2009).
- Morley, J.T. « Créditistes » dans l'*Encyclopédie canadienne*, 2009. [En ligne] :  
<<http://www.thecanadianencyclopedia.com/index.cfm?PgNm=TCE&Params=f1ARTf0007518>> (16 juin 2009).
- Parti québécois, « Parti », *Repères historiques dans Les années 60 ou la révolution*, 2010. [En ligne] : <<http://www.pq.org/parti/ans-victoires/>> (2 mars 2010).